

La Petite Corruption : Le Danger Banalisé

Etude exploratoire sur la perception
de la petite corruption en Tunisie



La petite corruption

Un danger banalisé

*Etude exploratoire sur la perception
de la petite corruption en Tunisie*

© Tous droits réservés



الجمعية التونسية للمراقبين العموميين
Association Tunisienne des Contrôleurs Publics

11 Avenue Habib Thameur - 4ème étage - App. 4/6 - 1000 Tunis
E-mail : atcp.asso.tn@gmail.com

Table des matières

Liste des figures	6
Liste des encadrés.....	7
Préface	9
Résumé	11

INTRODUCTION GENERALE

1. Contexte	13
2. Pourquoi une étude sur la petite corruption en Tunisie ? ...	15
3. Les Objectifs de l'étude	16
4. Démarche adoptée.....	17
5. Plan de l'étude	18

Chapitre 1

La corruption : définitions, formes et instruments de mesure

1. Revue des définitions de la corruption	21
1.1. Définitions selon la littérature	21
1.2. Définitions selon les organisations internationales.....	23
1.3. Définition selon la législation tunisienne	23
2. Les formes de la corruption.....	24
2.1. La grande corruption et la petite corruption :	24
2.2. La corruption noire, grise et blanche :	27
3. Les instruments de mesure de la corruption	27
3.1. Evolution des indicateurs de mesure de la corruption	28
3.2. Typologie des indicateurs de mesure de la corruption	29
4. Les études sur la corruption en Tunisie.....	32
4.1. Les Etudes élaborées par des instances internationales	32
4.2. Les études élaborées par des institutions Tunisiennes	34



Chapitre 2

Méthodologie de l'étude : Dispositif d'enquêtes, conception du questionnaire, collecte et analyse des données

1. Méthodologie de la partie qualitative : Focus groupe et développement du questionnaire :.....	41
1.1 La pertinence de l'approche qualitative	41
1.2 La collecte des données qualitatives.....	41
1.3 L'analyse des résultats et l'élaboration du questionnaire	43
2. Méthodologie de la partie quantitative :	
Plan d'échantillonnage, recueil et analyse des données	44
2.1 Le plan d'échantillonnage	44
2.2 La construction de l'échantillon et la collecte des données	45
2.3 Le contrôle de la qualité des données recueillies	47
2.4 Les caractéristiques de l'échantillon	48
2.5 L'analyse des données	49

Chapitre 3 :

Perceptions de la petite corruption par les Tunisiens : Principaux résultats

Section 1: La situation de la petite corruption en Tunisie....	54
1. Positionnement du problème de la corruption	54
2. Perception globale de la petite corruption en Tunisie	55
3. L'ampleur de la petite corruption en Tunisie	56
3.1 Evolution dans le temps	56
3.2 Degré d'implication des tunisiens dans des actes de corruption	56
3.3 Le montant global estimé de la petite corruption en Tunisie :	57
4. L'appréhension globale de la petite corruption :	58
5. Les formes de la petite corruption en Tunisie :	58
6. Les secteurs les plus corrompus :	60
7. Le profil du corrupteur	60

Section 2 : Les causes de la petite corruption selon la perception des Tunisiens 62

- 1- Qui est l'initiateur de l'acte de corruption ? Qui sollicite des pots-de-vin ? 63
- 2- Les causes engendrant la petite corruption selon la perception des Tunisiens 64
 - 2.1 Les facteurs liés à l'administration 64
 - 2.2 Les motifs liés à l'agent public 69
 - 2.3 Les motifs liés aux usagers 70
- 3- Le degré d'acceptabilité de certaines pratiques de corruption 74

Section 3 Les Conséquences de la petite corruption 82

- 1. Analyse descriptive : Taux de perception des conséquences de la petite corruption répartis par modalité 82
- 2. Conséquences sur le domaine politique et institutionnel... 83
- 3. Conséquences sur l'administration publique 84
- 4. Conséquences sécuritaires 84
- 5. Conséquences sociales 85
- 6. Conséquences économiques 85
- 7. La corruption comme un moyen de facilitation des transactions courantes : 86

Section 4 La lutte et la dénonciation de la corruption 89

- 1. Lutte contre la corruption 89
 - 1.1 Efforts des instances gouvernementales et non gouvernementales 89
 - 1.2 Confiance dans les institutions 91
 - 1.3 Les moyens de lutte contre la corruption 92
- 2. La dénonciation 95
- 3. Conseils du Tunisien 99

Chapitre 4 :

Recommandations 103

Bibliographie 107

Annexes 113



Liste des figures

Fig 1 :	Composition de l'échantillon par tranche d'âge	48
Fig 2 :	Composition de l'échantillon selon le revenu	48
Fig 3 :	Composition de l'échantillon selon le niveau d'instruction.....	49
Fig 4 :	Composition de l'échantillon selon les gouvernorats	49
Fig 5 :	Positionnement de la corruption	54
Fig 6 :	Perception à froid de la petite corruption	55
Fig 7 :	Montant payés par les tunisiens en petite corruption ...	57
Fig 8 :	L'initiateur de l'acte de corruption	63
Fig 9 :	Les causes de la petite corruption selon la perception des tunisiens.....	65
Fig 10 :	Les raisons qui poussent un agent administratif à accepter des pots de vin.....	70
Fig 11 :	Payer un pot de vin pour accélérer les procédures.....	71
Fig 12 :	Payer un pot-de-vin pour bénéficier d'un avantage dont on n'a pas droit	71
Fig 13 :	Payer un pot-de-vin pour alléger les dépenses des services publics	72
Fig 14 :	Payer un pot-de-vin pour échapper à une sanction	72
Fig 15 :	Payer un pot-de-vin pour récupérer un droit bafoué	73
Fig 16 :	Payer un pot-de-vin pour manque de connaissance des sanctions juridiques	73
Fig 17 :	Proportions de refus de certains actes de corruption	74
Fig 18 :	Proportions de ceux qui se considèrent obligés de donner un pot-de-vin à.....	75
Fig 19 :	Proportions de ceux qui approuvent le paiement de pot-de-vin.....	75
Fig 20 :	Degré de refus de certains actes de corruption selon le genre	79
Fig 21 :	Perceptions des conséquences de la corruption.....	83
Fig 22 :	Perceptions des efforts fournis par les institutions gouvernementales et non gouvernementales (efforts insuffisants)	89
Fig 23 :	Les instances les plus appropriées à lutter contre la corruption.....	92
Fig 24 :	Moyens de lutte contre la corruption	92

Fig 25 : Position relative à la lutte contre la corruption.....	94
Fig 26 : Les raisons qui empêchent un acte de corruption.....	94
Fig 27 : La solution pour faire entendre sa voix	96
Fig 28 : Votre voix sera entendue auprès des institutions concernées	97
Fig 29 : Pourcentage des tunisiens qui ont dénoncé un cas de corruption aux autorités compétentes.....	97
Fig 30 : Raisons de non dénonciation de la corruption	98
Fig 31 : Le tunisien et la corruption	99

Liste des encadrés

Encadré 1 : Les formes élémentaires de la petite corruption	25
Encadré 2 : La corruption dans la littérature maghrébine.....	59
Encadré 3 : Contrôle de la gestion publique : A quand un alignement sur les normes internationales ?.....	68
Encadré 4 : De l'anthropologie du comportement corrompu	77
Encadré 5 : Cas 1 dénonciation d'une affaire de corruption en Tunisie	96
Encadré 6 : Cas 2 dénonciation d'une affaire de corruption en Tunisie	98



Préface

La corruption est un fléau mondial qui ne cesse de sévir en touchant tous les pays du monde et en affectant tous les secteurs d'activités. A cause d'une telle ampleur et d'une telle gravité, la corruption fait l'objet de nombreuses recherches et suscite l'intérêt de plusieurs organismes internationaux qui essayent de comprendre ce phénomène, d'examiner ses causes, d'identifier ses parties prenantes et d'étudier ses répercussions. Consciente de ce rôle, l'Association Tunisienne des Contrôleurs Publics (ATCP) a entrepris cette étude afin de comprendre et d'élucider un phénomène généralisé et de grande envergure qu'est « la petite corruption ». En tant que membre d'une société civile nouvellement établie et œuvrant à créer une nouvelle voie pour notre pays, à asseoir les assises d'une démocratie solide et durable, à aiguïser la conscience du citoyen et à revigorer sa confiance dans les institutions de l'Etat, nous tenons à réorienter le débat dans la sphère publique tunisienne vers les vrais maux qui rongent notre société et à trouver les vrais remèdes à un mal porteur de dangers et à un fléau endémique qui nuit à l'Etat de droit et qui risque de saper notre démocratie naissante à savoir la petite corruption. C'est dans cette nouvelle mouvance d'une société civile qui se propose de jouer un rôle d'observation, de contrôle, de pression, de contre-pouvoir, d'opposition mais aussi de proposition que s'inscrit la contribution de l'ATCP à travers cette étude sur la perception de la petite corruption en Tunisie, une contribution qui se veut un premier apport dans une série d'initiatives scientifiques et une étude qu'on souhaiterait qu'elle soit valeureuse et fructueuse afin de mettre en place une stratégie nationale anticorruption et de perfectionner les mécanismes de lutte contre un tel fléau. Des objectifs opérationnels que nous nous sommes fixés et qui s'inscrivent dans un processus ardu et de longue haleine pour qu'enfin la Tunisie trouve la voie de la prospérité et réinvente un système économique générateur de

richesses et garant d'équité parce que sain, transparent, incorrompu et incorruptible.

En fin, L'Association Tunisienne des Contrôleurs Publics tient à exprimer sa reconnaissance envers tous ceux qui ont participé à la réalisation de cette étude ; à savoir l'Ambassade Britannique à Tunis pour son appui continu, le bureau d'étude Emrhod Consulting pour les travaux de qualité qu'il nous a prodigués et à tous les experts qui ont permis à cette étude de voir le jour.

Association Tunisienne des Contrôleurs Publics

Résumé

Il existe aujourd'hui une opinion communément admise chez les tunisiens qui trouvent que si la corruption qui a sévi pendant le règne de Ben Ali s'est rétrécie, la petite corruption est par contre en train de se propager de façon endémique au point de devenir une fatalité socioculturelle qu'il est impossible d'éradiquer. Ce constat, qui reflète malheureusement une réalité indubitable, met le doigt sur un danger rampant étant donné que la petite corruption peut entraver le processus de démocratisation en Tunisie, nuire à son développement économique et menacer sa sécurité nationale.

Cette étude exploratoire est un premier essai qui vise à présenter une image de la petite corruption en Tunisie telle que perçue par les tunisiens, à comprendre et à définir sa nature, ses formes, son coût et ses causes, à examiner ses répercussions sur le plan individuel et collectif et à proposer des remèdes afin de la combattre.

Si elle est petite par les montants payés individuellement et par la qualité de ses parties prenantes, la petite corruption demeure grave par son ampleur puisqu'elle touche le citoyen simple dans son vécu quotidien. Ce dernier se trouve souvent obligé de débours des sommes d'argent sous forme de pots-de-vin pour atteindre des objectifs légaux ou illégaux. De telles sommes constituent un fardeau financier aussi bien sur le plan individuel que collectif.

Les résultats de cette étude démontrent que la petite corruption est un réel fléau qui ronge l'administration tunisienne et un phénomène qui selon près de 77% des tunisiens n'a cessé d'augmenter durant ces dernières années.

En effet, la petite corruption qui implique par définition un agent public ayant une relation directe avec le citoyen et qui engage de petites sommes d'argent et faveurs, est malheureusement diffuse dans notre pays puisque 27% des répondants ont confirmé avoir payé des

pots-de-vin l'année dernière. Ce chiffre est suffisamment élevé pour déclencher la sonnette d'alarme selon Transparency International.

Ce fléau a réussi durant la dernière année à dilapider la somme de 450 million de dinars tunisien, soit l'équivalent du coût d'une cinquantaine de kilomètres d'autoroute pour ne citer que cet exemple.

Ce phénomène, qui trouve son origine dans la bureaucratie excessive, est dû essentiellement, selon les tunisiens, au manque de volonté de l'état dans l'application des lois, à la faiblesse des instances de contrôle, à l'insuffisance de l'engagement des citoyens à respecter les lois, et au manque de transparence et de redevabilité. En plus de la faiblesse des valeurs morales et de la foi religieuse de l'agent public. Ces mêmes tunisiens, conscients de l'impact négatif de ce fléau, ne trouvent par contre aucun problème à en user pour éviter une sanction, avoir un avantage indu ou récupérer un droit bafoué, ce qui dénote l'existence d'une relation quelque peu étroite entre le citoyen tunisien et la petite corruption.

Cette ambiguïté se trouve encore plus difficile à cerner lorsqu'on constate que le tunisien est conscient des conséquences de ces actes en indiquant clairement que la petite corruption sape la confiance dans les institutions de l'Etat, détériore l'image du pays, nuit à l'image de l'administration et influence négativement sur la qualité des services administratifs. Elle est aussi à l'origine du développement de la criminalité, du terrorisme et de la détérioration du pouvoir d'achat. Mais en même temps, 70 % des tunisiens pensent que la corruption, malgré les connotations négatives qu'on lui attribue, peut être un moyen facilitant les transactions quotidiennes. Ce résultat pousse à réfléchir sur le système de valeur et l'état de l'éthique morale au sein de la société tunisienne.

Ces résultats affirment que la petite corruption ainsi généralisée et banalisée représente un symptôme du dysfonctionnement du système de gouvernance, pour cette raison, si on opte vraiment pour une stratégie anti corruption efficace et efficiente il est nécessaire de cibler l'environnement de gouvernance avant d'attaquer directement les comportements corrompus.

Introduction générale

1. Contexte

La corruption est un fléau mondial qui ne cesse de sévir en touchant tous les pays du monde et en affectant tous les secteurs d'activités. Ce phénomène pose surtout des défis majeurs dans les pays en transition démocratique comme la Tunisie, étant donné qu'il peut handicaper le processus de démocratisation, entraver le développement économique et menacer la sécurité nationale. Ainsi, le passage vers la démocratie n'est pas toujours synonyme de réussite dans la lutte contre la corruption puisque de nouvelles formes de corruption peuvent surgir et de nouvelles opportunités de corruption sont susceptibles d'être générées (Moran, 2001).

Certaines études (Moran, 2001, Sung, 2004) ont souligné que la corruption peut se propager de façon endémique durant les périodes de transition démocratique qui sont généralement marquées par l'instabilité socio-politique, l'affaiblissement de l'Etat en sus de l'impact limité des initiatives prises pour lutter contre ce fléau.

Selon Transparency International, la Tunisie, qui a été classée 59^{ème} sur 177 pays en 2010 sur son indice de perception de la corruption a vite régressé à la 79^{ème} place en 2014. Ces résultats sont très significatifs dans la mesure où ils mettent en exergue l'amplitude que prend ce fléau qui ne cesse de se répandre et de sévir durant cette phase transitoire, avec toutes les menaces qu'il représente pour l'économie tunisienne, la sécurité et l'avenir de cette démocratie naissante.

En effet, selon une étude du Global Financial Integrity^[1] citée dans un rapport récent de la Banque Mondiale^[2], la corruption coûte

[1] Global Financial Integrity (GFI). 2011. Illicit Financial Flows from Developing Countries: 2000-2009. Washington, DC: GFI.
http://www.gfintegrity.org/wp-content/uploads/2011/12/GFI_2010_IFF_Update_Report-Web.pdf

[2] La révolution inachevée : créer des opportunités, des emplois de qualité

à la Tunisie plus que 2 % du PIB, son coût total est estimé à 1,2 milliards de dollars par an durant la période entre 2000 et 2008, soit 110 dollars par habitant. Quant aux pertes de l'économie tunisienne dues à la corruption, elles sont chiffrées à un milliard de dinars.

De ce fait, une prise de conscience de la gravité de ce phénomène s'avère de plus en plus pressante. Pour cela, la Tunisie Post-Révolution a fait de cette lutte un axe prioritaire, chose qui n'était pas permise avant le 14 janvier 2011. Ainsi, l'une des premières décisions prises lors de la révolution est la création d'une commission d'investigation sur la corruption et la malversation qui a pour tâche de révéler les dépassements durant l'ère Ben Ali et ce dans tous les domaines et à tous les niveaux hiérarchiques. D'autres initiatives ont été prises telles que la création dans la nouvelle constitution tunisienne de la Commission de la bonne gouvernance et de la lutte contre la corruption, la mise en ligne d'une plateforme de dénonciation^[1] et l'adoption d'un code de conduite de l'agent public^[2]. La société civile tunisienne a été également très active et elle s'est proposée de travailler sur le terrain afin de combattre ce phénomène, de minimiser son ampleur et de mettre en place un système de redevabilité efficace. Toutefois, ces démarches peinent à éradiquer ou même à limiter une pratique ancestrale, courante, répandue et mal connue, à ceci s'ajoute une connaissance limitée de son ampleur, de ses causes et de ses conséquences. En effet, quelques études réalisées au niveau international ont essayé de comprendre et de saisir ce phénomène, alors qu'il est encore plus judicieux de l'appréhender également au niveau national, surtout que le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) a recommandé que « *des évaluations plus efficaces de la gouvernance améliorent la démocratie quand il s'agit de processus nationaux, fondés sur des indicateurs développés nationalement et localement, et quand elles sont conçues par les décideurs politiques et ayant à l'esprit les réformes politiques à mettre en œuvre.* »^[3].

et de la richesse pour tous les Tunisiens, la Banque Mondiale, 2014.

<http://www.banquemondiale.org/fr/country/tunisia/publication/unfinished-revolution>

[1] <http://www.anticorruption-idara.gov.tn/>

[2] Décret n° 2014-4030 du 3 Octobre 2014 approuvant le code de conduite de l'agent public

[3] Un guide de l'utilisateur pour mesurer la corruption, PNUD, 2008

2. Pourquoi une étude sur la petite corruption en Tunisie ?

Aujourd'hui, un constat de plus en plus partagé en Tunisie annonce d'un côté que la grande corruption qui a sévi pendant le règne de Ben Ali s'est rétrécie, et d'un autre côté, la petite corruption est en train de se propager de façon endémique. Cette dernière semble tellement diffuse dans la société tunisienne qu'elle risque de devenir **une fatalité socioculturelle** qu'il est impossible d'éradiquer ou un comportement toléré que plusieurs citoyens admettent, font avec et pratiquent même à leur insu.

Contrairement à la grande corruption définie comme étant une pratique qui touche les hauts fonctionnaires de l'Etat, use de grandes sommes d'argent et dans laquelle de grandes organisations sont impliquées (Rose-Ackerman, 1978), la petite corruption, quant à elle incrimine de petits fonctionnaires qui n'ont aucun pouvoir décisionnel, touchant des niveaux inférieurs du système administratif et portant sur des montants limités. Malheureusement, et contrairement à la grande corruption, la petite corruption ne suscite pas beaucoup d'intérêt de la part des différentes parties concernées (médias, justice et société civile) et il y a lieu de banaliser la petite corruption et à sous-estimer la gravité de ses répercussions sur le citoyen ainsi que sur l'intérêt général du pays.

En effet, si elle est petite par les montants payés individuellement et par la qualité de ses parties prenantes, **ce type de corruption demeure gravissime par son ampleur puisqu'il touche le citoyen simple dans son vécu quotidien**. Ce dernier se trouve souvent obligé de déboursier des sommes d'argent sous forme de pots-de-vin pour atteindre des objectifs légaux ou illégaux. De telles sommes constituent un fardeau financier aussi bien sur le plan individuel que collectif alors qu'elles pourraient être réinvesties et contribuer à l'essor économique du pays.

Elle entraîne aussi l'accroissement **des inégalités et de la pauvreté**, déprave l'économie, installe un sentiment de scepticisme et de méfiance chez les investisseurs et de découragement chez les classes sociales démunies et défavorisées, mine la confiance envers l'Etat et porte atteinte aux principes d'égalité des chances et d'équité.

Enfin, le dernier motif qui nous a incités à étudier la petite corruption en Tunisie est d'ordre technique puisqu'il s'agit d'**une des**

rare formes de corruption à appréhender directement par voie d'enquêtes représentatives, méthodes que nous avons privilégiées dans la présente étude.

3. Les Objectifs de l'étude

Les objectifs assignés à cette étude sont :

- Un objectif général : Présenter **une image de la petite corruption en Tunisie telle que perçue par les citoyens**, toutes catégories confondues. Ce travail est d'une importance extrême dans la mesure où les constats des tunisiens permettent d'avoir une idée plus précise sur le mode opératoire d'un tel acte, de mesurer l'ampleur du phénomène, d'analyser ses répercussions et de trouver des solutions pour l'éradiquer. Quelle que soit la véracité de cette image, il nous semble judicieux que le fait de se référer à la perception des citoyens est le seul moyen fiable et efficace qui nous permet d'investiguer l'ampleur de la petite corruption, de comprendre ses causes, d'analyser ses répercussions et d'être à l'écoute des mesures et des solutions que le citoyen simple propose afin de combattre un tel phénomène. Cette image pourrait également être servie et présentée aux pouvoirs publics comme l'un des outils à inclure dans une stratégie nationale et globale de lutte contre la corruption ; une stratégie qui émanera d'un environnement tunisien et qui répondra aux spécificités tunisiennes.
- Des objectifs spécifiques, qui se résument ainsi :
 - Définir la nature, les formes, l'ampleur, la fréquence et le coût des pratiques de la petite corruption,
 - Identifier les motivations, les causes, et le degré d'acceptabilité des différentes manifestations de la petite corruption
 - Examiner ses répercussions sur le plan individuel et collectif.
 - Proposer des remèdes pour la combattre.

Toutefois, cette étude ne prétend pas couvrir toutes les facettes de la petite corruption en Tunisie, mais elle estime ouvrir de pistes de réflexion sur ce phénomène. Pour cette raison les résultats de cette enquête seront mises à la disposition des chercheurs pour leur permettre d'investiguer en profondeur d'autres composantes de la petite corruption en Tunisie.

4. La démarche adoptée

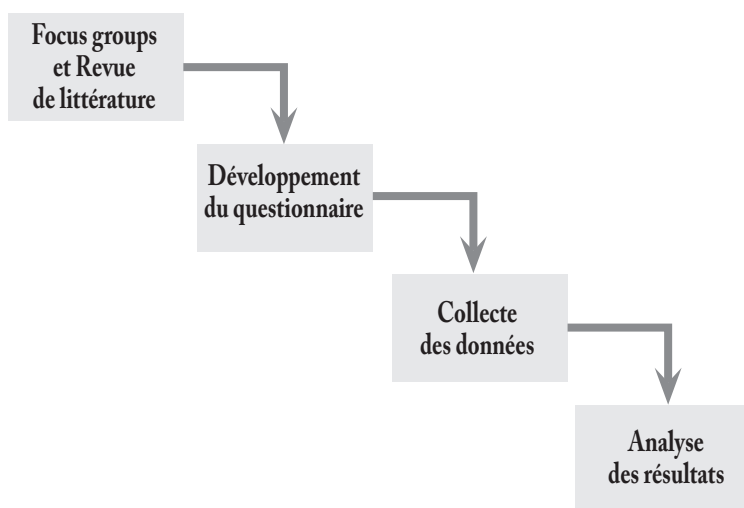
La démarche adoptée pour la conduite de la présente étude comporte quatre phases.

Dans **la première phase** qui est d'ordre notionnel, nous avons essayé de fournir une définition de la corruption en général et de la petite corruption en particulier d'où notre recours à une revue de littérature qui s'est proposée de définir cette notion selon des approches différentes. Nous nous sommes également référés à des études qui ont été réalisées à l'échelle internationale et nationale afin d'élucider cette notion et d'analyser son ancrage dans le contexte tunisien.

La deuxième phase s'est axée sur la conception du questionnaire. Ce développement a été fait conjointement par l'équipe de l'ATCP et par le bureau d'étude privée qui a mené l'étude terrain. Cette phase s'est basée tout d'abord sur les résultats issus de la phase qualitative (des focus groups dans les grandes régions de la Tunisie), puis elle s'est profondément inspirée de la littérature dans le développement du questionnaire afin de s'assurer que ce dernier est exhaustif et qu'il couvre les différents aspects de ce concept.

La troisième étape consiste à la collecte des données sur le terrain qui a duré environ 4 semaines.

Finalement, **la dernière étape** est l'analyse des données recueillies et l'interprétation des résultats. Le diagramme suivant résume ces étapes.



Au terme de cette étude, nous avons en effet découvert que les principaux domaines touchés par la corruption, selon l'avis des citoyens, sont les services de sécurité ; que la principale cause de ce fléau en Tunisie est l'âpreté matérielle. Nous avons déduit également que le Tunisien estime que le plus grand inconvénient de la corruption est sa nuisance à l'image de l'Administration et que le meilleur moyen pour la combattre est l'application rigoureuse de la loi.

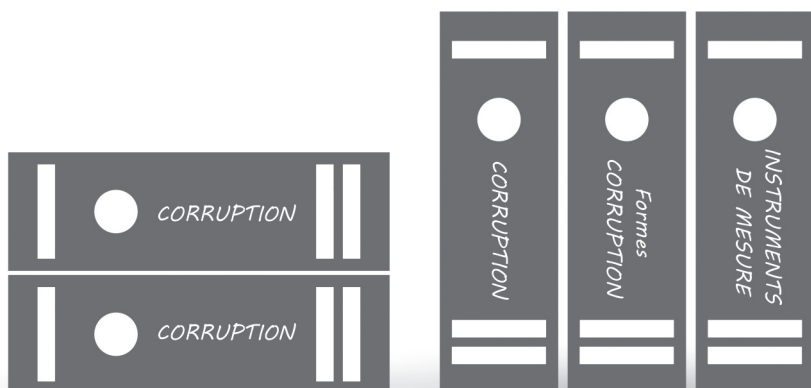
5. Le plan de l'étude

La présente étude est composée de 4 chapitres. Le premier chapitre dresse les définitions, formes et instruments de mesure de la corruption, le deuxième chapitre fait état de la méthodologie de l'étude, dans le troisième chapitre on présentera les résultats de l'étude. Le chapitre quatre portera sur les solutions et les recommandations proposées pour lutter contre la petite corruption.

Chapitre I

LA CORRUPTION

Définitions, formes et instruments de mesure



1. Revue des définitions de la corruption :

Une synthèse de la littérature ayant trait au phénomène de la corruption souligne que cette notion admet des définitions divergentes et qu'il serait donc difficile de lui attribuer une acception universelle. C'est ce qui explique d'ailleurs le fait que ce fléau peut être défini de différentes manières selon le courant de pensée ou l'institution qui l'étudie.

C'est dans ce même cadre de diversité définitoire, de polysémie et de pluralité au niveau des strates notionnelles et interprétatives que s'inscrit notre recherche documentaire qui présente à son tour une multitude de définitions du phénomène en ayant recours à la littérature, aux organismes internationaux, ou au législateur tunisien étant donné que la présente étude se focalise sur la corruption en Tunisie.

1-1 Définition selon la littérature :

Les ouvrages et les études portant sur le phénomène de la corruption, dégagent une panoplie d'approches définitoires qui peuvent être classées en deux catégories principales : approches classiques et approches modernes.

Les définitions qui reposent sur des approches « *classiques* » et qui limitent la corruption au secteur public peuvent se résumer comme suit :

- **Approche juridique :** Nye (1967) définit la corruption comme étant « le comportement qui s'écarte des obligations formelles inhérentes à une fonction publique pour en tirer un avantage privé ».
- **Approche économique :** Van Klaveren (1990), avance qu'un « fonctionnaire corrompu considère sa fonction publique comme un commerce dont il va chercher à tirer un revenu maximal. La fonction devient ainsi une « *entité de maximisation. L'importance du revenu tiré dépend de la situation du marché et des talents dont le fonctionnaire fera preuve pour trouver le point de gain maximal sur la courbe de la demande du public* ».
- **Approche morale :** Cette approche se réfère à deux niveaux d'analyse :

- Le premier se rapporte à «la santé morale» ou «système de valeur de la société». En effet, Johnston (1996), Berg, Hahn et Schmidhauser (1976), ont utilisé le terme « corruption » pour désigner la perversion ou la destruction de l'intégrité, des normes juridiques et sociales et plus généralement de « *la santé morale* » de la société toute entière. La corruption est alors un symptôme de la faiblesse du système politique, social, judiciaire et économique.
- Le deuxième traite la corruption comme un abus « *moral* » commis par un fonctionnaire, ce dernier prend des mesures qui favorisent celui qui lui fournit des gratifications portant ainsi préjudice à l'intérêt général.

Les définitions « *contemporaines* » de la corruption la traitent comme un phénomène qui touche à la fois le secteur public et le secteur privé, il s'agit donc d'un ensemble d'abus ou d'infractions qui touchent à une organisation au sens large du terme (structure publique, entreprise privée, association, etc.)

La définition de référence en la matière est celle qui se réfère à l'approche « *Principal-agent-client* ». A cet égard, Rose-Ackerman (1978) considère que la corruption englobe tous les versements faits aux agents (fonctionnaire ou employé en interaction avec les clients ou usagers de l'organisation) par les clients (personnes physiques ou morales) et non transmis aux supérieurs (structure publique ou privée). Klitgaard (1988) et Alam (1989) ont étendu cette définition en stipulant qu'il y a corruption « *lorsqu'un agent trahit l'intérêt du principal pour faire prévaloir le sien* » ou « *lorsqu'il y a violation des normes qui définissent le comportement de l'agent* ».

Ces définitions permettent de conclure qu'il n'y a pas de définition universelle ou définitive de la corruption. En effet, étant un phénomène complexe et transversal, il serait donc difficile de le définir ou de le déterminer d'une manière catégorique. Nous déduisons également que la corruption n'est pas exclusive au domaine public puisqu'elle touche aussi le secteur privé, la société civile, les médias etc. Pour parvenir à cerner cet aspect pluridimensionnel et pluri-sectoriel de la corruption, seule une approche multidisciplinaire qui tient compte de plusieurs aspects (juridiques, économiques, sociaux et moraux....) pourrait appréhender un phénomène aussi complexe et prendre les mesures adéquates pour le combattre.

1-2 Définitions selon les Organisations Internationales :

Les organisations internationales ont adopté des définitions très génériques et généralistes de la corruption par souci de comparabilité à travers la réduction du caractère contextualisé du phénomène.

Transparency International (1999) définit la corruption comme « *l'abus de fonctions publiques ou privées pour son bénéfice personnel* ».

L'OCDE (2008), la définit comme étant « *l'abus des responsabilités conférées pour s'enrichir personnellement* ».

Cependant, la Banque Mondiale définit la corruption comme l'acte d'« *utiliser sa position de responsable d'un service public à son bénéfice personnel* » la limitant ainsi au secteur public à l'inverse des deux définitions précédentes.

Il est aussi intéressant de signaler que la Convention Internationale pour la Lutte Contre la Corruption (UNCAC)^[1] ne définit pas la corruption mais se limite à en présenter quelques formes communément admises notamment les pots-de-vin et le détournement de fonds publics.

1-3 Définition selon la législation tunisienne :

En Tunisie, le premier texte juridique à avoir donné une définition explicite de la corruption date de 2011. En effet, le décret-loi n°2011-120 du 14 novembre 2011 relatif à la lutte contre la corruption définit la corruption dans son article 2 comme étant « *la mauvaise utilisation de l'autorité ou du pouvoir ou de la fonction pour obtenir un intérêt personnel. La corruption couvre essentiellement les crimes de pots-de-vin sous toutes ses formes dans les secteurs public et privé, le détournement ou la malversation ou le gaspillage des deniers publics et l'abus de pouvoir et le dépassement de l'autorité, l'enrichissement illicite, l'abus de confiance, le détournement des fonds des personnes morales et le blanchiment d'argent* » (traduction du texte original en arabe).

Cette définition se caractérise par l'opacité et le chevauchement entre la définition du concept de la corruption et l'énumération de ses formes. Etant un texte cadre pour la lutte contre la corruption en Tunisie, ce décret-loi doit adopter une définition plus claire qui détermine les traits définitoires de ce phénomène tout en les distinguant de ses formes.

[1] Signée par 140 pays et ratifiée par 171 pays.

Il est à noter que le code pénal tunisien^[1] n'avance pas de définition claire de la corruption mais il présente dans son article 83 (nouveau) certaines formes liées à l'exercice de fonctions publiques qu'il considère comme illicites: *«dons, promesses, présents ou avantages de quelque nature que ce soit»* reçus *«pour accomplir un acte»* « ou pour s'abstenir d'accomplir un acte » *«lié à sa fonction»*. L'article 87 du même code reconnaît l'abus de pouvoir comme forme de corruption mais le lie cependant à la réception de contrepartie financière ou en nature comme indiqué dans l'article 83 (nouveau).

Nous tenons à rappeler également que le code pénal se limite aussi aux actes de corruption qui impliquent des agents publics et ne prend pas en considération la corruption dans le secteur privé. A cet égard, il est recommandé d'harmoniser les deux textes pour mieux mesurer et maîtriser ce phénomène ; conditions nécessaires pour pouvoir lutter efficacement contre la corruption.

2. Les formes de la corruption

Plusieurs auteurs, à l'instar de Heidenheimer, Johnston et Levine (1970), défendent l'idée selon laquelle il est difficile et inutile d'adopter une définition préalable et universelle de la corruption et optent plutôt pour une définition qui prend en considération les spécificités du contexte culturel, politique, économique et social. Ils expliquent cette position par le fait que la corruption est un phénomène qui doit être contextualisé. Ainsi, la compréhension, le contrôle et la lutte contre un tel phénomène dépendront de sa perception et se font en fonction de critères tels que le volume et l'importance de l'écart par rapport aux normes admises (exprimé aussi par le degré de tolérance).

2.1 La grande corruption et la petite corruption :

Dans un système corrompu ou dans une société où la corruption est culturellement tolérée et ou communément admise, il est souvent

[1] Le Code pénal tunisien a défini, depuis 1913, une liste d'infractions, relevant de la corruption, commises par les fonctionnaires publics ou assimilés dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, on y trouve la corruption, la concussion, les détournements commis par les dépositaires publics et l'abus d'autorité.

difficile de dissocier la grande corruption de la petite corruption vu l'existence d'un réseau pyramidal d'intervenants et d'intérêts où la base se trouve contaminée par le sommet et finit par l'imiter.

La grande corruption touche les plus hauts niveaux de la fonction publique et se déroule à l'échelle de la direction des entreprises là où les politiques et règlements sont élaborés et où les décisions concernant des sommes d'argent élevées sont prises (Rose-Ackerman, 1978).

La petite corruption ou la corruption administrative est une corruption « *quotidienne* » ou « *ordinaire* », elle se passe au niveau de la mise en œuvre des politiques publiques, là où les fonctionnaires et les salariés rencontrent les usagers. Elle est la plus répandue et acquiert une dimension collective. Il s'agit surtout de pots-de-vin liés au détournement de la réglementation ou des règlements (Rose-Ackerman, 1978) et aux abus de pouvoir rencontrés au quotidien.

Les sommes déboursées dans ce type d'échange sont souvent modestes mais en raison du caractère endémique de ce mal, on peut atteindre des sommes totales élevées comparables ou même supérieures à celles de la grande corruption, puisqu'il s'agit d'un phénomène très répandu qui touche un grand nombre d'individus.

Encadré 1 : Les formes élémentaires de la petite corruption :

La commission : Il s'agit pour l'utilisateur de rétribuer une intervention d'un fonctionnaire lui donnant accès à un bénéfice, à une exemption ou à une remise illicite quelconque : l'intervenant prend donc sa « part », en raison du « service » d'intermédiation qu'il a fourni et/ou du service illégal qu'il a rendu, aux dépens des recettes publiques, ou aux dépens de concurrents. Autrement dit, le fonctionnaire bénéficie d'une partie des gains illicites qu'il a fait obtenir à l'utilisateur par son intervention.

La gratification : Tout agent public qui a « bien fait » son travail sera « remercié » par une gratification ex post, laissée certes à l'appréciation de l'utilisateur, mais dont le caractère banalisé, routinier, fait penser qu'il s'agit plus d'un « pourboire » attendu que d'un « cadeau » exceptionnel... Cette forme de gratification s'en distingue du point de vue des acteurs, car elle leur semble plus légitime et ne relève d'ailleurs pas pour eux, le plus souvent, de la corruption... Pourtant, la frontière est mince entre un « cadeau » donné après-coup, laissé à l'appréciation de l'utilisateur, et un cadeau « anticipé », « sollicité » ou « attendu », ou encore une « faveur » dont on sait qu'elle donnera lieu à une gratification. Quoi qu'il en soit, cette pratique du « cadeau » conduit certainement à brouiller les pistes.



Le piston : La domination du favoritisme aux dépens des critères de compétence ou d'efficacité. Depuis les nominations et les affectations jusqu'à la délivrance des services aux usagers en passant par les stages et les formations, le « piston », le « copinage » et la « recommandation » se trouvent au cœur des pratiques, et ce de façon routinière et généralisée... le favoritisme est doté d'une profonde légitimité sociale : refuser de « rendre service » à quelqu'un qui fait partie de vos relations, ou qui vous est recommandé par l'une d'entre elles, expose à une forte réprobation de l'entourage. En fait, le favoritisme est le frère jumeau de la corruption, dans la mesure où, pour obtenir satisfaction, un usager d'un service public doit, ou bien « connaître quelqu'un », ou bien « donner quelque chose ». Obtenir de façon anonyme un acte administratif sans verser un quelconque pot-de-vin relève de l'exception et non de la règle.

La rétribution induite d'un service public : Pour effectuer un acte relevant de sa fonction, le fonctionnaire fait payer l'usager. Il vend, autrement dit, le « service » qu'il est censé officiellement effectuer « gratuitement »... Cette forme profite généralement de l'ignorance des usagers en matière de tarifs de l'administration... Ici, le fait de payer les fonctionnaires « à l'acte » et de la main à la main ne correspond pas à un service indu, illégal, mais à un service normal sur lequel se greffe une facturation privée.

Le tribut ou « péage » : À la différence de la commission et de la rétribution induite, le tribut ou « péage » est extorqué sans qu'aucune intermédiation ou qu'aucun « service » ne soient véritablement fournis... Cette forme est la plus mal perçue par les usagers, dans la mesure où elles relèvent pour eux de l'extorsion, voire du « racket ».

La « perruque » : l'utilisation de matériel appartenant au service par les ouvriers pour « bricoler » à leur propre compte... les locaux ou les matériels du service sont utilisés par les personnels à titre privé, soit durant les heures de travail, soit en dehors.

Le « détournement » : Il s'agit cette fois non plus simplement d'un usage privé de matériels publics (perruque) mais d'une véritable « appropriation », où l'origine publique du bien en question se « perd ». Ces « détournements » peuvent être en nature (on passe insensiblement du « chapardage » de fournitures, courant et toléré, au piratage plus frauduleux de matériels importants), mais aussi en argent (on entre alors dans le « détournement de fonds » classique, certes fréquent, mais plus risqué, pour lequel il ne faut pas « se faire prendre »).

Source : G. Blundo et J.P de Sardan,

La corruption quotidienne en Afrique de l'Ouest (2001)

2.2 La corruption noire, grise et blanche :

Heidenheimer, (1970) distingue trois catégories de corruption :

- **La « corruption noire »** qui désigne les actes que tout le monde condamne.
- **La « corruption grise »** qui réunit les actes condamnés seulement par une partie de la population.
- **La « corruption blanche »** qui concerne des pratiques largement tolérées par la population.

Selon le rapport « Tendances en matière de corruption dans la région du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) »^[1] publié par Transparency International en 2012, les formes les plus importantes de corruption en Tunisie (mis à part la corruption politique qui ne fait pas partie de cette étude) sont les pots-de vin et le népotisme.

Le rapport considère que les pots-de-vin sont assez courants dans le vécu quotidien des tunisiens : « *Il est souvent demandé aux individus et aux entreprises de verser une somme d'argent ou d'offrir des cadeaux quand ils ont affaire à des fonctionnaires, à des inspecteurs et notamment à des agents publics municipaux* ».

Pour ce qui est du népotisme, le rapport avance que, pour les 5 pays de la région MENA (dont la Tunisie) qu'il couvre : le népotisme est tellement commun et toléré... qu'il est devenu communément admis et considéré comme une « chose de la vie ». De plus, « *les vastes réseaux de népotisme contribuent souvent à brouiller les frontières entre les sphères publique et privée et permettent à des individus ou à des entreprises privées de bénéficier d'une influence ou de bénéfices indus* ».

3 – Les instruments de mesure de la corruption

Durant les deux dernières décennies, il y a eu une pléthore d'études et d'indicateurs de mesure de la corruption à travers le monde. De Transparency International à la Banque Mondiale, plusieurs organisations et institutions internationales ont essayé d'étudier, de mesurer et d'évaluer l'ampleur de ce phénomène dans le monde et de créer des indicateurs qui permettent d'apprécier les efforts déployés pour

[1] Enquête réalisée dans 5 pays : la Tunisie, la Libye, L'Egypte, la Jordanie et le Maroc

lutter contre ce phénomène. On va traiter dans cette section les indicateurs relatifs à la corruption, retracer leur évolution et essayer de présenter un classement de ces instruments.

3.1 Evolution des indicateurs de mesure de la corruption

Plusieurs vagues qui concernent les indicateurs de la corruption ont vu le jour depuis le milieu des années 90, chacun de ces indicateurs présente un outil de mesure basé sur une philosophie et une méthodologie d'élaboration qui lui sont propres.

La première vague d'indicateurs stipule que la construction d'un indicateur repose sur les évaluations d'experts comme celles de Business International (aujourd'hui The Economist Intelligence Unit) et de l'International Country Risk Guide du Political Risk Services, Inc. Ces indicateurs sont construits de manière consensuelle à partir de jugements d'individus qui connaissent relativement bien la réalité de la corruption dans les pays qu'ils évaluent.

Une deuxième vague a vu le jour avec des indicateurs qui sont basés sur des enquêtes évaluant l'expérience et la perception de la corruption et portant sur un échantillon représentatif de chefs d'entreprises ou de ménages au niveau national. Cependant, ces indicateurs représentent des limites relatives à la méthodologie et au coût. Ces limites vont être détaillées ultérieurement.

Une troisième vague d'indicateurs composites (ou agrégés) dont notamment ceux de Transparency International (Corruption Perception Index) et de la Banque mondiale (l'Indice de Contrôle de la Corruption) synthétisent les opinions sur la qualité de la gouvernance d'un grand nombre d'experts, de dirigeants d'entreprises, mais aussi d'individus interrogés par différents instituts de sondages, Think Tanks, organisations non gouvernementales, organisations internationales et entreprises privées. Cependant, ces indicateurs présentent des limites méthodologiques du fait qu'ils se basent sur des sources externes d'informations qui sont hétérogènes et qui sont sujets de plusieurs manipulations et compilations et par conséquent, ils sont affectés par un biais élevé. En plus, bien que ces indicateurs soient très utiles pour les comparaisons internationales, elles ne le sont pas pour les comparaisons à travers le temps.

A cet effet, on a assisté depuis le début des années 2000 à un nouveau courant d'indicateurs de la corruption (exemple : enquêtes

BEEPS de la Banque Mondiale). Il s'agit d'indicateurs préparés à partir d'enquêtes adoptant une méthodologie évitant ainsi les inconvénients des enquêtes de perception classiques, des agrégations et des avis d'experts. Ces nouveaux indicateurs adoptent une méthodologie caractérisée par :

- La mesure objective de la corruption permettant de réduire le biais de subjectivité.
- L'enquête basée sur des interviews face à face pour réduire le risque de mauvaise interprétation ou de manipulation par les participants.
- L'utilisation de la méthode des quotas pour le choix de l'échantillon.
- La corruption est traitée comme un concept générique de points de vue forme, niveau, fréquence, montant, etc.
- La démarche uniforme basée sur des hypothèses standards permettant une comparabilité temps/pays plus fiable.
- Les indicateurs sur la corruption sont construits des données primaires et vérifiées à partir d'autres indicateurs exogènes (au phénomène de la corruption) issues de l'enquête.

Il est à noter que les données sur la gouvernance les plus fréquemment utilisées sont construites à partir d'enquête ou de sondage d'experts. Ces données sont donc subjectives et sont principalement critiquées comme telles. Des indicateurs objectifs portant sur différents aspects de la gouvernance ont pourtant été développés, mais ils restent peu utilisés puisqu'ils se basent sur une quantification indirecte de la corruption à travers l'étude d'autres phénomènes, ce qui affecte la qualité et l'utilité de la mesure. En plus, les indicateurs objectifs n'existent le plus souvent que sur des échantillons restreints et ne permettent donc pas les comparaisons internationales.

3.2 Typologie des indicateurs de mesure de la corruption :

Les indicateurs de mesure de corruption peuvent être classés en plusieurs catégories qui se récapitulent essentiellement en indicateurs composés et indicateurs simples d'un côté et indicateurs basés sur la perception et indicateurs basés sur l'expérience d'un autre côté. Cette typologie n'exclut pas que chaque type d'indicateur porte son apport dans la compréhension du phénomène de la corruption.

• Les indicateurs composés et les indicateurs simples

Pour mesurer la corruption, Les indicateurs simples reposent sur une seule source de donnée, alors que les indicateurs composés regroupent et synthétisent plusieurs sources de données et ce pour limiter le biais lié à la dépendance à une seule source. L'indicateur de la Banque Mondiale appelé **indice de contrôle de la corruption (ICC)** est l'un des plus importants indicateurs composés. En 2004, cet indicateur a mobilisé à lui seul 25 sources de données. Ces sources sont formulées par des experts, des hommes d'affaires et des ménages. Quant à l'**indice de perception de la corruption (CPI)** développé par l'ONG Transparency International depuis 1995, qui est aussi un indicateur composé, il s'est basé sur 14 sources de données. Cet indicateur permet de collecter des informations sur la perception de la corruption dans le secteur public provenant de plusieurs sources fiables et crédibles et qui s'appuie sur une méthodologie rigoureuse de collecte de données.^[1]

Toutefois, il est important de signaler que les indicateurs composés posent les limites suivantes :

- La définition de ces indices est imprécise et incertaine et elle change à travers le temps.
- L'interprétation des scores et de leur évolution est complexe.
- Les sources primaires ne sont pas toujours accessibles.
- Les méthodes de normalisation et d'agrégation sont complexes et discutables.
- L'hypothèse d'indépendance des sources primaires est douteuse.
- Il n'y a pas une distinction entre la petite et la grande corruption.
- Ils ne traitent pas les causes et les conséquences de la corruption.

• Les indicateurs basés sur la perception et les indicateurs basés sur l'expérience

Les indicateurs de mesure de la corruption peuvent être aussi classés en deux groupes différents : les indicateurs basés sur l'expérience et les indicateurs basés sur la perception.

[1] Indice de perception de la corruption 2013. Note technique, sur la méthodologie.



Les **mesures basées sur l'expérience** sont des quantifications justifiées par des expériences réelles et vérifiées.

Quant aux **indicateurs basés sur la perception**, ils sont composés des données rassemblées des études ou des questionnaires selon lesquels les individus sont sollicités de répartir le niveau de corruption selon leur perception subjective.

En tant que phénomène évasif, difficile à cerner et à détecter et même à en parler, le recours à des indicateurs de perception basés sur les opinions subjectives des individus ou des experts sur le phénomène de corruption dans un pays donné devient une nécessité. Malgré leur degré élevé de subjectivité, ils restent tout de même les indicateurs les plus répandus, puisqu'ils permettent de sonder les opinions sur la corruption de façon plus complète.

Parmi les indicateurs de perception de la corruption, on cite ceux élaborés par World Economic Forum, Political and Economic Risk Consultancy, Price Waterhouse Coopers, la Banque Mondiale, Freedom house, Transparency International. Cependant, ces indicateurs soulèvent les faiblesses suivantes :

- Les informations recueillies ne sont pas forcément fiables.
- La perception de la corruption peut être différente du degré de la corruption réelle.
- Ces indicateurs sont soumis à des biais spécifiques.
- Le biais culturel remet en cause la comparabilité des données.
- Les enquêtes impliquent une part d'interprétation des opinions des sondés.
- La méthode d'échantillonnage n'est pas toujours transparente.
- La collecte des données est coûteuse et faiblement diffusée.
- Les perceptions de corruption peuvent être influencées par des facteurs exogènes comme la couverture médiatique des grands scandales de corruption, ce qui aura un impact sur la perception personnelle de la corruption.

Or, malgré ces critiques, la perception reste une source très fiable pour déterminer l'ampleur de la corruption dans un pays déterminé (Kaufmann, Kray, Mastruzzi , 2006).

D'un autre côté, les indicateurs basés sur l'expérience tentent de répondre à des questions sur une expérience réelle ou sur des cas de corruption réellement détectés. Ils se basent par exemple sur :

- Le nombre de jugements émis par les tribunaux à propos des affaires de corruption,
- Les cas de corruption détectés par la presse et les médias à travers le journalisme d'investigation. Toutefois, il faut être sensible à la relation compliquée entre corruption et scandale, ainsi les rapports publics et les controverses peuvent nous renseigner plus au sujet de l'apparence de la corruption, et donc au sujet de conflits politiques ou d'usages journalistiques, qu'au sujet de son ampleur réelle (Moodie, Graeme, 1980).
- Les cas de corruption soulevés par les missions d'audit.

Néanmoins, ces indicateurs ne donnent pas une idée exacte sur l'ampleur de la corruption. Ils informent juste sur la disponibilité des ressources et l'attitude d'un pays donné envers ce fléau. Ils peuvent parfois fausser les données, puisque les cas de corruption sont beaucoup plus soulevés dans un pays où il y a plus de liberté d'expression et une vraie politique anticorruption que dans un pays où il n'y a pas une volonté réelle de combattre ce phénomène. (Walsh, 2013).

4-Les études sur la Corruption en Tunisie

Dans la partie précédente, on a essayé de présenter les conceptions les plus dominantes de la corruption ainsi que les outils de mesure les plus utilisés, d'autant plus que le phénomène a été étudié selon plusieurs approches. Dans cette partie, on présentera les principaux études et rapports qui ont traité la corruption en Tunisie et on rappellera les principaux résultats obtenus.

4-1 Les Etudes élaborées par des instances internationales :

Plusieurs instances internationales ont été intéressées par l'étude du phénomène de la corruption dans le monde pour des raisons de classement. La majorité des rapports publiés dans ce cadre traitent la corruption dans sa globalité. On propose dans ce qui suit les principaux rapports où est traité le cas de la Tunisie.

En 2014, **La Banque Mondiale** a publié un rapport sur la corruption de la famille de **Ben Ali** ^[1]. L'analyse a été faite sur la base d'un examen des données portant sur 220 entreprises liées à Ben Ali et de 25 décrets, signés par Ben Ali et relatifs à des affaires qui concernent les entreprises recensées par la commission de confiscation créée en 2011 comme appartenant aux proches de l'ancien président, sur une période de 17 ans.

Les résultats obtenus prouvent que la législation a souvent servi à promouvoir les intérêts de quelques personnes et à les protéger de la concurrence. En effet, les textes promulgués au cours de cette période ont introduit de nouvelles exigences d'autorisation préalable dans 45 secteurs différents et de nouvelles restrictions en matière d'investissements directs étrangers (IDE) dans 28 secteurs. Comme impact sur l'économie tunisienne, le cinquième des bénéfices du secteur privé revenait aux entreprises des proches du régime.

Dans une autre optique et dans le cadre de son initiative Clean-GovBiz, l'OCDE a lancé un scan d'intégrité^[2] (publié en 2013) où elle a procédé en collaboration avec le Gouvernement tunisien, dans une expérience pilote, à un diagnostic de l'intégrité en vue de définir et de mettre en œuvre les réformes prioritaires pour renforcer la stratégie nationale de lutte contre la corruption et promouvoir la culture de l'intégrité.

Ce diagnostic a porté sur l'ensemble du cadre légal, économique et réglementaire. Il a, en outre, concerné les politiques et pratiques effectives visant à lutter contre la corruption (en termes de détection, prévention et poursuite) et à renforcer l'intégrité. La démarche adoptée est basée sur une autoévaluation de la part du Gouvernement tunisien, des consultations réalisées avec les représentants du secteur privé et de la société civile tunisienne et des organisations internationales ainsi que des analyses réalisées par des experts de l'OCDE. Ces analyses ont été complétées par des comparaisons aux standards internationaux et ont porté sur 13 dimensions, à savoir : la politique réglementaire, la politique de la concurrence, la gestion des finances publiques, la coopération pour le développement, l'intégrité du secteur public, les marchés publics, la transparence fiscale, les crédits à l'exportation, le

[1] Rapport de la Banque Mondiale (Mars 2014): "All in the Family, State Capture in Tunisia"

[2] OCDE - Le scan d'intégrité en Tunisie, 2013

lobbying, l'intégrité du secteur privé, l'administration fiscale, la protection des dénonciateurs d'abus, l'incrimination de la corruption. Pour chacune de ces dimensions, l'analyse a porté sur l'évaluation des réformes en cours, l'identification de celles qui sont prioritaires, elle a porté également sur les bonnes pratiques telles que définies dans les standards internationaux.

Les principaux résultats ayant émané de cette étude mettent en évidence l'inexistence en Tunisie d'un cadre législatif cohérent pour assurer la transparence et la reddition des comptes et pour prévenir la corruption dans le secteur public. De plus, la mise en œuvre des dispositions existantes s'est avérée défailante à cause du manque de leadership politique, de capacités spécialisées dans la lutte anticorruption et de sanctions adéquates.

Les recommandations de cette étude portent sur le renforcement et la révision du cadre législatif et institutionnel existant, la sensibilisation et la professionnalisation des fonctionnaires ainsi que le renforcement des capacités, de la transparence et de la reddition des comptes.

En plus des rapports présentés ci-dessus, **Transparency International** a effectué en 2011 une étude de perception dans laquelle elle a présenté les évaluations de la corruption en Tunisie et leur évolution et ce en se basant sur deux indices principaux à savoir : **l'index de l'autorité de la loi** et **l'index de la perception de la corruption**.

Cette étude met en évidence l'amplification du phénomène de la corruption en Tunisie pendant la période 2001-2011. La Tunisie a en effet enregistré une régression dans le classement selon l'indice de perception de la corruption passant de 59ème place en 2010 à 73ème place en 2011, et ce même si elle a fait mieux que ses voisins les plus proches (Algérie, Egypte et Maroc) et ceux de la région MENA en général. L'étude démontre aussi que les secteurs/structures perçus comme étant les plus touchés par la corruption sont la police, le pouvoir législatif et l'administration centrale.

4-2 Les études élaborées par des institutions Tunisiennes :

Pour ce qui est des études faites dans le contexte tunisien, on cite principalement celle menée par **le Forum universitaire tunisien** en partenariat avec le PNUD^[1]. Cette étude a pour objectifs d'explorer

[1] Forum universitaire tunisien (Mars 2014) « *Diagnostic et prévention de*

et d'analyser les perceptions de la corruption des acteurs qui sont directement impliqués dans les universités tunisiennes à savoir les enseignants, les étudiants et les administrateurs et ce afin de proposer des recommandations utiles pour prévenir et lutter contre ce phénomène.

L'apport de cette étude réside dans la conception de la corruption dans le contexte universitaire tunisien et dans l'identification de ses formes, ses manifestations et ses causes qui sont perçus différemment chez les 3 acteurs. En outre, l'étude porte sur le jugement des comportements face à l'acceptation et au refus de cette pratique.

L'étude a été menée sur quatre phases essentielles qui se présentent comme suit : une phase préliminaire faite à travers un sondage d'opinion en ligne complétée par une revue de littérature sur le phénomène de la corruption dans le domaine de l'éducation et de l'université. Puis, une étude exploratoire qualitative a été effectuée à travers des entretiens semi-directifs individuels et de groupes qui ont ciblé les différentes parties prenantes du milieu universitaire. Pour pouvoir généraliser les résultats issus des phases précédentes, une étude quantitative d'envergure nationale a été menée à travers un questionnaire administré auprès d'un échantillon de 1264 interviewés, composé de 1004 étudiants, 195 enseignants et 65 administrateurs durant la période septembre – octobre 2013.

Les résultats obtenus montrent que les principales causes de la corruption, perçues par les différents acteurs, trouvent leurs origines dans la culture du piston, l'absence d'un système de contrôle, les failles du système universitaire, l'incompétence de certains responsables et/ou enseignants, l'absence de sanction ou de culture de dénonciation. A l'issue de ces résultats, un ensemble de recommandations a été avancé entre autres : sanctionner les acteurs corrompus, adopter les critères de l'honnêteté et de la compétence au niveau du recrutement, renforcer le contrôle, mobiliser la société civile afin qu'elle agisse sur ce phénomène en se dotant du rôle de l'information et de la communication autour de la question de la corruption à l'université. Pour ce qui est des propositions aux instances publiques, la recommandation majeure est celle de la diffusion de la culture de bonne gouvernance à travers :

- La transparence et l'accès à l'information.

la corruption dans le milieu universitaire tunisien : perceptions des acteurs et proposition d'une stratégie d'action »

- Une approche participative dans la prise de décision.
- Une évaluation des politiques publiques.
- Une responsabilisation permanente.

De même, **le centre tunisien de gouvernance des entreprises** a mené une étude de perception en 2011^[1] ayant pour objet d'établir un baromètre permettant la mesure et le suivi du niveau de la corruption telle que perçue par les différents agents économiques, qu'il s'agisse de citoyens, d'entreprises tunisiennes ou d'opérateurs étrangers installés en Tunisie.

Ce travail a été effectué à travers une enquête auprès d'un échantillon de 250 citoyens par le biais d'un questionnaire dont les thèmes sont : la perception de la corruption par secteur d'activité, le degré d'acceptabilité des comportements de corruption, les différentes attitudes face aux pratiques de la corruption, l'évaluation de l'action du gouvernement en matière de lutte anticorruption et les mesures anticorruptions.

Il résulte de cette étude que la corruption est considérée comme étant le deuxième problème le plus important auquel la Tunisie devrait faire face (après l'insécurité et avant le chômage). Les répondants estiment que le phénomène de la corruption tend à stagner, voire à s'aggraver pendant la période post-révolution. Cependant, malgré cette gravité attribuée à la corruption, l'étude montre que le comportement des citoyens envers ce phénomène est généralement passif (pas de dénonciation, ni de poursuites) et que les secteurs les plus touchés par la corruption sont : la police qui vient en première position, suivie des partis politiques et de la douane.

Outre les études de perception présentées précédemment, la Commission Nationale d'Investigation sur la Corruption et la Malversation a publié un rapport en 2011 dans lequel elle a présenté principalement ses travaux. La commission a été constituée suite à la révolution et a été chargée de traiter les dossiers de grande corruption et de malversation relatifs à l'ancien président, à sa famille, à ses proches ou aux hauts fonctionnaires de l'Etat. L'intervention de celle-ci a été globale et a couvert tous les aspects de la corruption et de la malversation ; elle s'est basée soit sur des dénonciations de la part des citoyens ou sur une programmation propre à la commission. Dans le traitement des dossiers, la commission a procédé à des audiences de personnes impliquées/concernées par des affaires de corruption, en plus, elle a

[1] Etude du Centre Tunisien de Gouvernance des entreprises – IACE (2011) : « *Indice de perception de la corruption par les citoyens* ».

collaboré avec les organes de contrôle général, la cour des comptes et des institutions publiques et parapubliques et ce en consultant leur travaux et leurs rapports. En total, elle a reçu 10000 dossiers dont 5000 qui ont été traités et qui ont abouti à ce que 300 dossiers fassent l'objet d'une enquête judiciaire.

L'Institut Tunisien de la Compétitivité et des Etudes Quantitatives (ITCEQ) a commencé depuis 2011 à aborder la question de la corruption. Ainsi, « l'enquête sur le climat des affaires et la compétitivité des entreprises, 2013 »^[1] a traité la corruption dans le secteur institutionnel tunisien telle que perçue par les entreprises.

L'enquête de 2013 a touché 1150 entreprises (dont 821 ont répondu au questionnaire) opérant dans l'industrie et les services, réparties sur tout le territoire tunisien et employant 6 employés ou plus. Les résultats de cette enquête révèlent que pour la majorité des chefs d'entreprise *« le phénomène de la corruption ne s'est pas relâché après la révolution. Au contraire, pour 38% des interrogés ce phénomène s'est accentué, alors que 44% trouvent que la corruption dans l'environnement institutionnel de l'entreprise a gardé la même ampleur qu'elle avait avant la chute de l'ancien régime »*

Le secteur le plus affecté par la corruption selon cette enquête est la douane. *« 33% des entreprises ayant réalisé durant les deux dernières années des opérations de dédouanement, qu'elles soient à l'import ou à l'export, ont déclaré que les fonctionnaires de l'administration douanière leur ont demandé des paiements informels afin d'accélérer les procédures relatives à ces opérations. »*

Sont aussi fréquentes, les pratiques de corruption exercées lors de contrôle et d'inspection *« effectuées par les fonctionnaires des administrations publiques aux entreprises.... Surtout durant les visites des fonctionnaires de l'administration fiscale et de celle chargée de contrôler la sécurité des installations et bâtiments. »*

Cette enquête recommande la limitation du pouvoir discrétionnaire des agents publics et l'application stricte des lois et des sanctions envers les personnes impliquées directement ou indirectement dans des affaires de corruptions.

[1] ITCEQ, (2013) Climat des affaires et compétitivité de l'entreprise : résultats de l'enquête compétitivité 2013.
http://www.ieq.nat.tn/upload/files/dernieres_publications/rapport-enquete-2013.pdf

De ce qui précède, on constate que les études nationales et internationales traitant la corruption dans le contexte tunisien n'étudient pas « la petite corruption » en tant que forme spécifique de la corruption. En effet, les études consultées même celles à l'échelle internationale proposent des généralités sur le phénomène de la corruption en se basant sur des mesures et des référentiels globaux sans mettre l'accent sur les spécificités culturelles et conceptuelles de la corruption en Tunisie et en l'occurrence celles de la petite corruption. Il ressort de notre requête documentaire la non-existence d'étude spécifique à la petite corruption en Tunisie.

Chapitre II

MÉTHODOLOGIE DE L'ETUDE

Dispositif d'enquête, conception du questionnaire
et collecte et analyse des données



La méthodologie que nous avons adoptée dans l'élaboration de cette étude s'articule autour de deux approches complémentaires : l'une qualitative et l'autre quantitative. Dans ce qui suit, on présentera en détails les différents outils utilisés ainsi que la démarche poursuivie.

1.Méthodologie de la partie qualitative : Focus groups et développement du questionnaire :

1.1 La pertinence de l'approche qualitative

S'agissant d'un concept, qui, à notre connaissance, n'a pas été étudié auparavant dans le contexte Tunisien, la petite corruption paraît encore floue et elle révèle plusieurs connotations auprès des tunisiens qui prêtent à confusion, d'où la nécessité de comprendre ce phénomène en recourant à la façon dont il est perçu par les citoyens et en explorant les différentes associations greffées dans l'esprit d'un tunisien autour de cette pratique ce qui justifie le recours à une approche qualitative.

En effet, les études dites qualitatives sont menées sur un petit nombre de personnes, mettant en évidence les nuances et la diversité et privilégiant le détail. C'est une démarche de compréhension qui permet de répondre à la question «pourquoi et comment ?». Il existe de nombreuses façons de mener des études qualitatives. Dans la présente étude, nous nous sommes limités aux réunions de groupe dites Focus Groups auprès des citoyens dans différentes régions et aux entretiens en face à face auprès des professionnels.

1.2 La collecte des données qualitatives :

Deux méthodes ont été adoptées pour élaborer cette phase

• Les focus groups

L'objectif de ces réunions de groupes est de recueillir des informations sur la corruption en général et la petite corruption en particulier. Plus concrètement, il s'agit d'inviter chaque personne à se prononcer sur le sujet, à relater son expérience personnelle par rapport à une situation de corruption.

Pour les focus groups, on a démarré par l'élaboration d'un guide d'animation qui se rapporte à la perception des tunisiens du phénomène de la corruption en général et de la petite corruption en particulier et s'ils ont été confrontés à l'une de ses formes particulières, puis évoquer les causes, les conséquences et les moyens à mettre en œuvre pour combattre ce phénomène.

Une fois le guide d'animation a été établi, il était question de former les animateurs pour mener à bien des discussions de groupes.

Six focus groups ont été réalisés, quant au choix des villes où doivent avoir lieu ces différents focus groups il a été défini selon les critères suivants :

- La première ville retenue était **Tunis** qui représente la plus grande agglomération en terme de population.
- La ville de **Sfax** a été également choisie comme étant une ville réputée pour son important tissu économique et qui est considérée comme étant la capitale du sud (près d'un million d'habitants).
- La ville de **Médenine** a été retenue pour son emplacement géographique puisqu'elle est considérée comme ville principale par laquelle transitent des quantités importantes de marchandises à destination ou en provenance de la Lybie.
- **Gafsa**, considérée comme étant la principale ville frontalière avec l'Algérie, elle a été retenue pour représenter la région du Sud-Ouest de la Tunisie. Cette région a connu depuis longtemps des mouvements de contestations populaires dues à un sentiment d'injustice sociale ressentie par la population locale.
- Enfin la ville de **Jendouba** a été choisie pour représenter la région du Nord-ouest et qui est une région qui depuis l'indépendance connaît un taux de pauvreté très important et un délaissement de la part des autorités de l'Etat par rapport aux autres régions du pays.

• Les In depths-interviews

Cette technique permet le recadrage des informations déjà collectées afin d'adapter le questionnaire à chaque domaine traité. Vingt interviews « In depth », en mode Face à Face, ont été conduits non

seulement avec des responsables occupant des postes plus ou moins importants dans l'administration, mais aussi avec des personnes qui entretiennent des relations étroites avec l'administration tunisienne: professeurs universitaires, experts comptables, médecins, journalistes, gérants de sociétés, instituteurs, cadres administratifs, experts auprès des tribunaux, etc...).

Une fois cette phase terminée, les informations doivent être recueillies dans un inventaire à travers la retranscription mot à mot de tout ce qui a été dit lors de ces entretiens sans en changer le contenu, sans l'interpréter et sans faire d'abréviation.

1.3 L'analyse des résultats de la phase qualitative et l'élaboration du questionnaire :

Il s'agit d'une analyse des informations recueillies afin d'en extraire le contenu et les idées. Théoriquement, cette méthode cherche à rendre compte de ce qu'ont dit les interviewés de la façon la plus objective et la plus fiable qui soit. Concrètement, il s'agit de donner un sens et de décoder tout ce que les participants ont dit et évoqué aussi bien lors des focus groups mais aussi lors des in-depths interviews.

Concrètement, lors de ces focus groups et des In-depths interviews, on a pu dégager une batterie d'items (énoncés). Chaque item représente une évocation/ perception par rapport au phénomène de la corruption. Ces items ont servi de base pour la rédaction du questionnaire initial.

Une fois le contenu des différents interviews est collecté, analysé et enrichi par la littérature, une première version du questionnaire est élaborée par une équipe d'experts, cette version a été testée sur plusieurs interviewés pour garantir que les différentes questions sont bien comprises, éviter les éventuelles ambiguïtés ou incompréhensions et combler les lacunes possibles. Des corrections ont été entreprises à chaque étape pour aboutir finalement à la version finale qui est la 13^{ième} version du questionnaire.

2. Méthodologie de la partie quantitative : Plan d'échantillonnage, recueil et analyse des données

L'enquête quantitative doit permettre de compléter les données secondaires déjà disponibles (et exploitées) avec de nouvelles données (primaires). Plus celles-ci ressemblent à la population d'étude, plus il est possible d'extrapoler à cette population les résultats obtenus pour l'échantillon.

2.1 Le plan d'échantillonnage :

Il convient de sélectionner soigneusement l'échantillon d'étude pour garantir la représentativité. Dans cette étude, nous avons opté pour l'échantillonnage aléatoire. La population cible concernée est l'adulte civil non institutionnalisé âgé de 18 ans et plus, parlant la langue arabe et vivant en Tunisie

• Echantillon aléatoire

Ce type d'échantillonnage est plus complexe, prend plus de temps et il est souvent plus coûteux que l'échantillonnage non aléatoire. Il permet de garantir la qualité de la généralisation des résultats obtenus pour un échantillon qui s'étend à l'ensemble de la population d'étude (inférence statistique).

• Stratification :

La stratification permet de s'assurer que l'échantillon est fidèle à la répartition en catégories observée dans la population totale. Cette méthode est d'autant plus efficace que la population est composée de sous-groupes très hétérogènes entre eux et très homogènes en leur sein.

• Représentativité

La notion d'échantillon, étant associée à la fiabilité des résultats obtenus, celui-ci doit posséder les mêmes caractéristiques que la population que l'on souhaite étudier, c'est-à-dire permet d'estimer avec une marge d'erreur acceptable les caractéristiques de la population qui nous intéressent à partir des résultats de l'analyse de celles de l'échantillon. On parle alors d'« échantillon représentatif » de la population d'étude.

• **Niveau de confiance**

Pour éviter le risque que l'échantillon sélectionné ne représente pas la population étudiée, on a opté pour un niveau de confiance (ou la marge d'erreur) de 95% et ce afin d'assurer que l'échantillon sélectionné est représentatif de la population étudiée.

2.2 La construction de l'échantillon et la collecte des données :

• **Etape 1 : Stratification des Régions et des Gouvernorats**

Le premier niveau de stratification est la région. Chaque région constitue une strate. L'échantillon est réparti proportionnellement selon la population de chaque région. Les trois régions de la Tunisie (nord, centre et sud) sont couvertes.

• **Etape 2 : Sélection des Gouvernorats**

La première étape de l'échantillonnage dans chaque région est le choix des gouvernorats. Un total de X gouvernorats sera échantillonnés sur un total de 24 gouvernorats et répartis proportionnellement selon la population de chaque région. La répartition des gouvernorats est formulée dans le tableau suivant :

Région	Population	%	Nombre de Gouvernorats
Nord	4840657	48,84	$X \times 48.84 / 100$
Centre	3587105	36,19	$X \times 36.19 / 100$
Sud	1483110	14,96	$X \times 14.96 / 100$
Total	9910872	100	X

Les gouvernorats sont sélectionnés aléatoirement en utilisant la méthode "systematic PPS" (sélection systématique des unités avec probabilité proportionnelle à la taille). Les étapes suivantes décrivent la sélection des gouvernorats :

- Dans chaque région, la population cumulée est estimée en additionnant la population des gouvernorats dans cette région.

- “L'intervalle”^[1] est déterminé en divisant la population cumulée de la région par le nombre de gouvernorats (PSU) qui doivent être sélectionnés dans cette région.
- Ensuite, un nombre aléatoire est choisi entre 0 et cet intervalle en utilisant la fonction « Random Number Generator ». Le gouvernorat qui a une population cumulée proche de ce nombre aléatoire tiré sera choisi comme le premier PSU dans cette région.
- Pour obtenir le deuxième PSU qui doit être sélectionné, l'intervalle est ajouté à la population cumulée du premier PSU. Ce processus se poursuit jusqu'à ce que le nombre requis de PSU soit atteint. Ce processus est répété à l'intérieur de chaque région

Suite à l'application de cette méthode, 15 gouvernorats ont été retenus : Tunis, Sfax, Nabeul, Médenine, Ben Arous, Sousse, Kairouan, Bizerte, Gabes, Jendouba, Manouba, Kasserine, Mahdia, Béja et Tozeur.

• Etape 3 : Sélection des Délégations:

La deuxième étape de l'échantillonnage est le choix des délégations dans chaque gouvernorat. Les délégations sont sélectionnées en utilisant une approche similaire à la façon dont les gouvernorats sont sélectionnés.

• Etape 4 : Sélection des Imadas:

La troisième étape de l'échantillonnage est le choix des Imadas qui constituent chaque délégation. La même approche est utilisée pour sélectionner les Imadas. Le nombre d'interviews à faire dans chaque délégation et dans chaque Imada est proportionnel à la taille de la population.

• Etape 5 : Sélection des Starting points

Le quatrième niveau de la sélection est les points de départ. Ils sont choisis au hasard dans chaque Imada. Le nombre d'entretiens dans chaque PSU est compris entre 5 et 8. Le point de départ au sein

[1] Intervalle : C'est le nombre correspondant à l'intervalle entre deux entités aléatoirement sélectionnées sur le tableau. Ce nombre dépend essentiellement de la colonne de la population cumulée et du nombre de gouvernorats à sélectionner.

de l'Imada est choisi par le superviseur en se basant sur le plan de la délégation ou Imada. Il doit être également une construction ou une entité qui est immobile et peu susceptible d'être détruite (ex: écoles, mosquée, station de service ...)

• Etape 6 : Sélection des Ménages

Après avoir identifié le point de départ, le superviseur de terrain accompagne l'enquêteur et identifie le premier foyer où l'interview commence. De là, l'enquêteur continue à utiliser la règle de la main droite et un intervalle de 3 à identifier et à sélectionner les ménages ultérieures.

• Etape 7 : Sélection des Répondants

Une fois le ménage est sélectionné, l'enquêteur répertorie tous les membres adultes résidant en permanence dans le foyer sur le Kish Grid et choisit un membre à l'aide du tableau. Dans chaque foyer, jusqu'à 3 tentatives seront faites pour sélectionner et compléter une entrevue avec un répondant admissible.

• Etape 8 : Phase de pré-test

Cette phase consiste à tester le questionnaire (réaction des interviews par rapport à la durée que prend l'interview, degré de compréhension des questions, redondance au niveau des questions etc.). Le nombre d'interviews conduits est de vingt. Le principe de représentativité est aussi respecté lors de cette phase.

• Etape 9 : La collecte des données

Une fois les starting point déterminés et les équipes formées pour garantir professionnalisme et neutralité, la phase de collecte des données est déclenchée sous le contrôle de superviseurs. Cette phase a duré quatre semaines durant le mois de mai 2014 et a permis de collecter 1003 réponses.

2.3 Le contrôle de la qualité des données recueillies

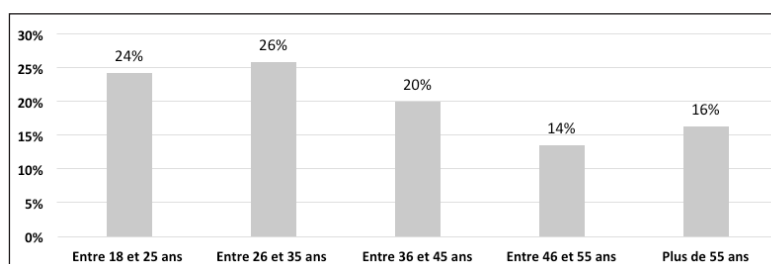
Un premier contrôle se fait sur terrain par le superviseur qui doit accompagner chaque enquêteur pour au moins un questionnaire entier, durant les 2 premiers jours de l'enquête sur terrain. La deuxième phase de contrôle se fait au bureau par une autre équipe. La troisième phase est le back check : il s'agit de rappeler 20 à 30% des interviewés afin de s'assurer que tous les questionnaires ont été bien conduits et qu'il s'agit bel et bien de la bonne personne. Quant à la

phase de saisie des données, 20% des questionnaires sont tirés par hasard et répartis également entre les différents enquêteurs, ils sont doublement saisis par une équipe non impliquée dans la première phase de saisie. Les données sont ensuite comparées les unes avec les autres, item par item. Le seuil d'incompatibilité des données saisies ne doit pas dépasser les 2%.

2.4 Les caractéristiques de l'échantillon

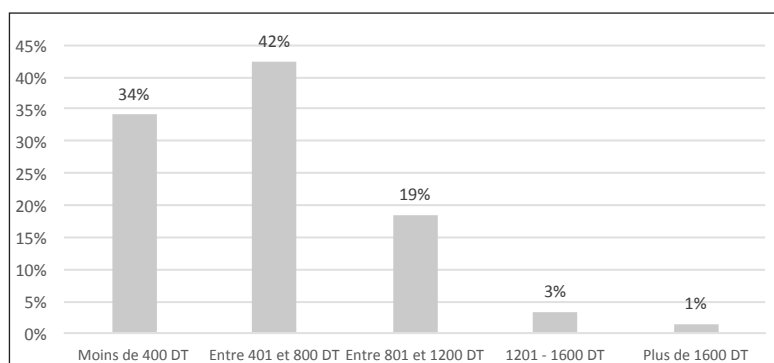
L'enquête réalisée en mai 2014 a permis la collecte de 1003 réponses. L'échantillon est composé de 53 % d'hommes et de 47% de femmes. Environ 70 % des répondants avaient moins de 45 ans (fig 1).

Fig. 1 : Composition de l'échantillon par tranche d'âge



Plus que 75 % de la population cible perçoit un revenu mensuel moins que 800 DT (Fig 2).

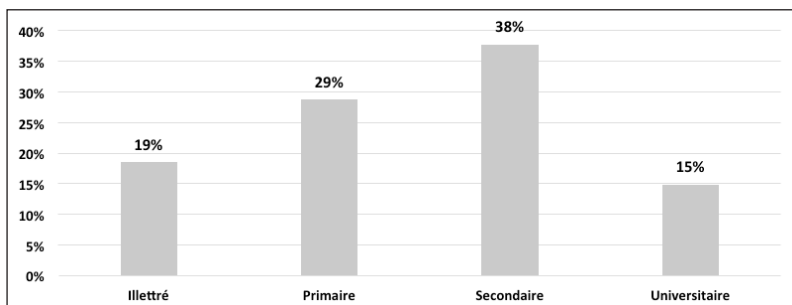
Fig. 2 : Composition de l'échantillon selon le revenu



85% de l'échantillon a un niveau scolaire ne dépassant pas le secondaire, et seulement 15% ont un niveau universitaire (Fig 3).

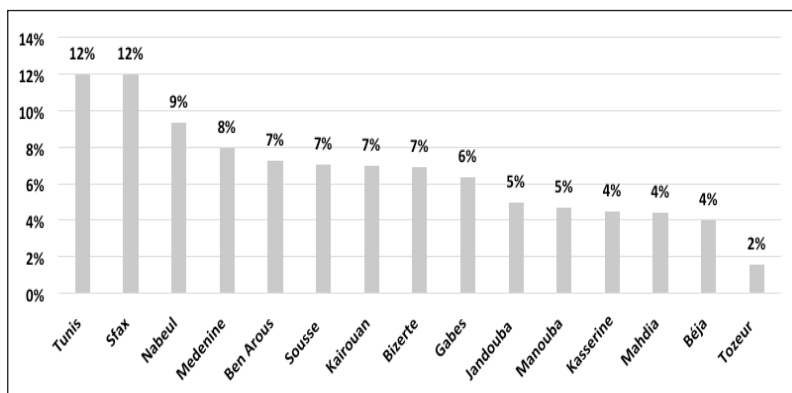


Fig. 3 : Composition de l'échantillon selon le niveau d'instruction



Quant à la répartition selon les gouvernorats, les villes de Tunis, Sfax, Sousse et Ben Arous représentent plus que 38% de l'échantillon (Fig 4).

Fig. 4 : Composition de l'échantillon selon les gouvernorats



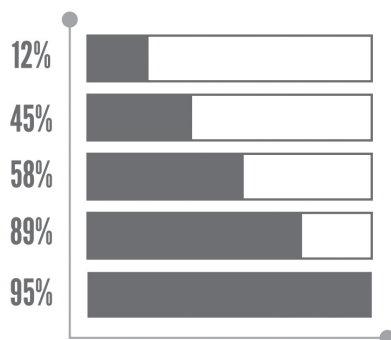
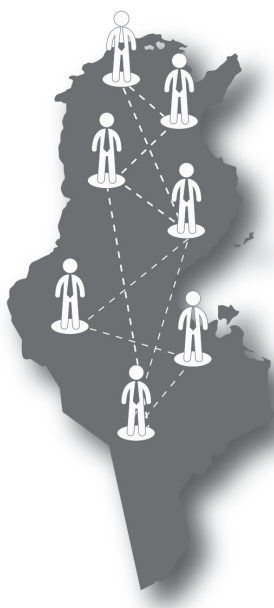
2.5 Analyse des données :

Une équipe formée d'experts en statistiques, administration publique, sociologie et en économie s'est penchée sur l'analyse des données récoltées pour dresser une analyse complète des données qualitatives que quantitatives et confronter les résultats des analyses aux dernières recherches internationales relatives à la corruption. Pour formuler en fin de parcours une batterie de recommandations qui émanent directement de ces résultats et qui sont en étroite liaison avec l'environnement en Tunisie.

Chapitre III

PERCEPTION DE LA PETITE CORRUPTION PAR LES TUNISIENS

Principaux résultats



Il est important avant d'entamer l'analyse des principaux résultats de l'enquête réalisée pour les fins de cette étude, de rappeler que le périmètre de celle-ci est la petite corruption qui a été déjà définie comme étant une corruption qui a lieu au niveau de la mise en œuvre des politiques publiques ou «street level managment», là où les fonctionnaires rencontrent les usagers. Ses principales caractéristiques étant les sommes modestes échangées pour détourner la réglementation en vigueur et/ou abuser du pouvoir.

Dans ce chapitre, on va présenter les résultats de l'enquête sur la perception des tunisiens de la petite corruption. Tout d'abord on va exposer la situation générale de la petite corruption en Tunisie, puis les causes de ce phénomène et ses conséquences tels que perçues par les tunisiens. Pour enfin sonder les opinions des tunisiens sur les éventuelles possibilités de lutte.

Section 1 :

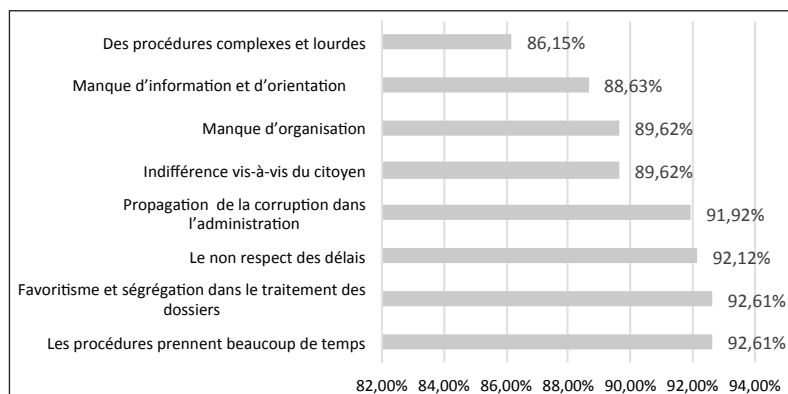
La situation de la petite corruption en Tunisie

Cette première partie de l'analyse empirique présentera en premier lieu le positionnement du problème de la corruption par rapport aux autres maux de l'administration tunisienne, elle étudiera ensuite la perception globale des tunisiens du phénomène étudié et brossera enfin le profil du corrupteur.

1.Positionnement du problème de la corruption :

L'administration tunisienne est certes touchée par plusieurs maux et le citoyen tunisien semble avoir une idée assez précise de ces travers. En effet, lorsqu'on interroge les tunisiens sur les maux qui rongent l'administration, ils citent clairement et sans équivoque la corruption (91,92% des répondants) qui est perçue ici au sens stricte lié uniquement au fait de payer un pot-de-vin, et le favoritisme (92,61% des répondants) considéré comme étant l'une des formes de la corruption, sont cités aussi les problèmes des délais non déterminés (91,52%) et non respectés (92,12%), et la longueur (92,61%) et la complexité des procédures administratives (86,15%), (Fig 5).

Fig. 5 : Positionnement de la corruption



Il est important ici de rappeler que le phénomène de la petite corruption est très lié à la bureaucratie telle que définie par Weber, et qui se caractérise par la longueur, la lourdeur et la complexité des procédures administratives. La bureaucratie ainsi présentée consti-

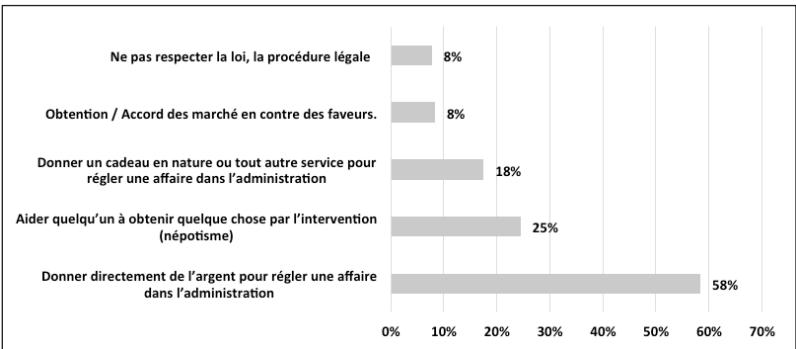
tue l'un des ingrédients de la corruption telle que présentée par Klitgaard (cité par Lambert-Mogliansky et al, 2007) et qui comprend le monopole d'État, la discrétion dans l'interprétation des lois afin de décider qui est admissible à des prestations et ce qui constitue la documentation et la procédure appropriée et le manque de responsabilité directe ou redevabilité.

2. Perception globale de la petite corruption en Tunisie :

La perception globale est admise à ce niveau comme étant une appréhension du phénomène par les tunisiens dans sa globalité et d'une façon spontanée sans orientation des réponses.

Une première réaction des tunisiens concernant leur compréhension globale de la petite corruption démontre que, dans leurs esprits, celle-ci est associée principalement au fait de donner directement de l'argent pour régler une affaire dans l'administration (58% des réponses). Le népotisme paraît ensuite avec un taux de 25% des réponses. Cette association nous paraît encore plus solide puisque les cadeaux ne sont perçus comme acte de corruption que par 18% des tunisiens. Par contre la corruption n'est associée au fait d'enfreindre la loi qu'à un taux très faible de 8 % (fig 6).

Fig. 6 : Perception à froid de la petite corruption



Il est à noter ici que cette première réaction ou réaction spontanée est à relativiser surtout avec les taux enregistrés sur la réponse à la question directe concernant les formes de la petite corruption.

3. L'ampleur de la petite corruption en Tunisie

Pour comprendre et essayer de mesurer le degré d'ancrage de la corruption dans notre pays, il est important d'étudier son évolution dans le temps et de mesurer l'ampleur de son introduction dans la société par une estimation de la population directement impliquée dans des actes de corruptions.

3.1 Evolution dans le temps :

Nous tenons à rappeler que la majorité des tunisiens pensent que l'ampleur du phénomène de la corruption a augmenté (36%), ou a beaucoup augmenté (41%) ramenant ainsi le taux global des tunisiens qui pensent que ce phénomène a augmenté à 77 %. Ce taux représente l'illustration du résultat paru dans le rapport 2013 du « *global corruption index* » de Transparency International où la Tunisie a été classée comme un pays où la corruption est en forte augmentation.

3.2 Degré d'implication des tunisiens dans des actes de corruption :

Pour ce qui est de la relation directe du tunisien avec la petite corruption, l'enquête fait paraître que 51 % des interviewés connaissant une personne proche ayant été confrontée à une situation de corruption ou ayant été obligée de payer un pot-de-vin.

Mais l'ampleur réelle du phénomène en Tunisie réside dans ce taux de 27% qui correspond aux répondants ayant été confrontés directement à la corruption au moins une fois durant l'année dernière. Ce taux revêt une importance capitale dans l'étude du phénomène puisque Transparency International considère «le

taux de corruption de 27% comme suffisamment élevé pour provoquer l'inquiétude ». Il est ainsi perçu comme un seuil d'alerte nécessitant une prise de conscience réelle et une volonté effective pour l'étude en profondeur de ce fléau dans le pays concerné. Selon le rapport de Transparency International (Global Corruption Barometer 2013), la Tunisie se trouve dans le même groupe de pays que la Colombie, la Grèce, l'Iraq, la Guinée et la Turquie.

27%

**Des Tunisiens ont été
confrontés à des situa-
tions de corruption en
2013**

3.3 Le montant global estimé de la petite corruption en Tunisie :

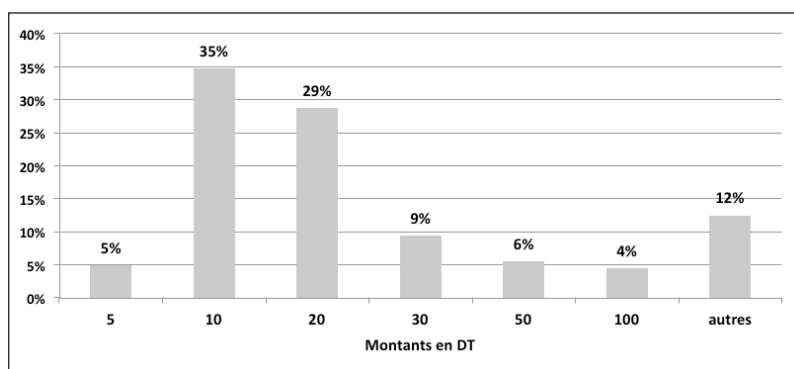
En répondant à la question concernant les sommes payées pour chaque acte de corruption, les 1003 interviewés ont permis d'estimer le montant global engagé l'année dernière dans un acte de petite corruption.

En effet, ce montant s'élève à 450 Millions de dinars calculé en estimant dans une première étape le montant moyen payé par citoyen, en multipliant le montant total payé dans un acte de corruption pour tout l'échantillon par le nombre de fois payé en corruption durant l'année 2013 divisé par le nombre total des répondants. Le montant global, quant à lui, est calculé en multipliant la moyenne du nombre des actes de corruption dans notre échantillon par la population tunisienne âgée de plus de 15 ans en 2013 et par l'estimation du montant moyen calculé auparavant. Il est à noter que les grandes valeurs pour les montants payés ont été éliminées. En Grèce, le montant de pots-de-vin payé en 2012 est estimé à 420 millions d'euros (National Survey on Corruption in Greece – 2012).

450
Millions de Dinars
montant estimés de
pots-de-vin payés
en 2013

Les mêmes données utilisées pour déterminer le montant global reflète une réalité très intéressante concernant les montants payés par les tunisiens sous forme de pots-de-vin. En effet, ces données montrent que 84 % du montant total correspondent à des coupures de monnaie tunisienne (pièce ou billet unique) et les plus utilisées d'entre elles sont celles de 10 dinars et de 20 dinars respectivement à 35% et 29% (Fig 7).

Fig. 7 : Montants payés par les tunisiens en petite corruption



4. L'appréhension globale de la petite corruption :

La perception très négative de la petite corruption, confrontée aux résultats de l'implication directe du tunisien dans des actes de corruption, fait resurgir un problème sociétal assez sérieux dénotant d'une certaine «schizophrénie» dans la relation quotidienne du tunisien avec ce phénomène. Car, bien que le tunisien perçoive la corruption comme une forme de décadence morale qui déroge aux principes de la religion, les taux montrent une certaine acceptation globale de l'acte.

Cette idée se trouve consolidée par le taux des tunisiens qui voient dans la corruption une nécessité pour arranger certaines transactions (43%) ou une habitude (39 %).

Ces résultats montrent une certaine équivalence entre deux attitudes paradoxales : le refus de commettre d'une part des actes/pratiques de corruption, un refus qui émane d'une première position qualifiant cet acte de décadence morale et religieuse et d'autre part, l'acceptation d'une telle pratique par obligation ou par habitude. Il reste à noter que le sentiment d'« obligation » est ici admis comme un sentiment individuel ou personnel non justifié réellement par un acte de la personne corrompue.

Rapportant ces résultats à la définition de Heidenheimer (1970), l'asymétrie dans l'acceptation du phénomène en Tunisie se trouve consolidée puisque selon la classification de ce dernier, nous nous trouvons d'un côté face à une « corruption noire » que tout le monde condamne et de l'autre face à une « corruption blanche » avec des pratiques largement tolérées par la population.

5. Les formes de la petite corruption en Tunisie :

La corruption est majoritairement liée à un acte de décaissement d'argent (payer pour un service, pour être traité plus rapidement, pour éviter des pénalités, pour régler des affaires...). Ce résultat se trouve encore une fois consolidé à travers le rapport « Tendances en matière de corruption dans la région MENA » publié par TI en 2012 et précédemment cité en référence.

Mais cela n'empêche le fait que le tunisien commun distingue très bien les différentes formes de la petite corruption. Il considère ainsi

les pratiques, actes ou attitudes suivantes comme des manifestations de la corruption :

- Les pots-de-vin,
- Le népotisme,
- Le favoritisme,
- Le régionalisme,
- Les faveurs,
- L'échange de services rendus,
- Les cadeaux.

Encadré 2 : la corruption dans la littérature maghrébine

Le narrateur dans ce récit critique le comportement corrompu de sa femme.

« Elle disait que les Marocains n'ont que ce qu'ils méritent ; elle trouvait normal de glisser un billet dans la main du gendarme qui l'avait arrêtée pour avoir brûlé un feu rouge, d'appeler la nièce du ministre pour que celui-ci intervienne auprès de son collègue de l'Education nationale pour faire muter sa sœur d'un collège de banlieue avec des élèves difficiles à un collège du centre-ville fréquenté surtout par des enfants de riches, de téléphoner à son oncle, haut placé dans l'administration de la douane, pour avertir les douaniers à la frontière de Ceuta pour qu'elle ne soit pas fouillée. Le pire, c'est que l'oncle en question lui rendait ce genre de service. Pour elle, le piston est plus important que le droit. On peut faire allusion dans une note infrapaginale que "Ben Jelloun a consacré au thème de la corruption un roman intitulé « L'Homme rompu » qui évoque l'histoire d'un homme vertueux dans un monde corrompu ; il résiste au mépris de sa femme et de ses collègues mais se sentant seul dans ce combat, il cède à la tentation de l'argent facile, accepte une enveloppe et puis une autre ; il finit par être soupçonné et accusé. Ben Jelloun met le doigt sur la plaie et met à nu les travers d'une société viciée et les maux d'un pays où la corruption est une économie parallèle ancrée dans les mœurs. En voici un passage ;" Tiens, une voix en moi me murmure : « Citoyen pauvre, mais tu pourrais ne plus l'être. Ta condition est entre tes mains. Tu ne vas pas toute ta vie prendre ce foutu bus qui te jettera un jour dans une fosse commune ! Réveille-toi, pense à l'avenir de tes enfants. Ce que tu appelles corruption n'est en fait qu'une forme subtile de récupération. Tout le monde s'arrange. Sois souple, mon vieux. La souplesse, c'est ça la vie....»

*Source : Tahar Ben Jalloun,
L'Homme rompu ; Editions du seuil, 1998*

6. Les secteurs les plus corrompus :

Les secteurs, structures ou services considérés comme étant les plus touchés par la corruption en Tunisie paraissent ainsi pour les personnes interviewées :

- 1- Les services de sécurité : cités par 97 % des répondants dont 85% les considèrent comme très touchés par la corruption.
- 2- La douane: citée par 97 % des répondants dont 87 % la considèrent comme très touchée par la corruption.
- 3- La justice : citée par 93 % des répondants dont 78 % la considèrent comme très touchée par la corruption.
- 4- Les services de santé: citée par 91 % des répondants dont 66 % la considèrent comme très touchée par la corruption.
- 5- Les collectivités locales: citées par 91 % des répondants dont 67 % les considèrent comme très touchées par la corruption.

Cela n'empêche que d'après les personnes interviewées qu'aucun secteur ou presque n'est épargné par le phénomène puisque les secteurs des banques, des assurances, de la jeunesse et des sports, de l'enseignement, de la presse, des parties politiques et des syndicats ont été aussi cités.

7. Le profil du corrupteur :

Il est important de préciser, que l'analyse théorique de la petite corruption démontre que les caractéristiques démographiques des individus (âge, sexe, instruction,...) ont leur influence sur l'acceptation et la perception du phénomène, car par exemple les tranches d'âges les plus avancées ou les femmes rurales, de part leurs contacts assez limités avec l'administration, se trouveront moins confrontées au phénomène de la corruption que d'autres couches démographiques.

L'étude démontre que, sur la base d'une analyse du groupe d'interviewés ayant répondu positivement à la question concernant l'implication dans un acte de corruption durant l'année précédente, le profil des personnes ayant déjà été confrontées à une situation de corruption au moins une fois dans leur vie se présente ainsi :

- Plutôt hommes (64 % des hommes contre 36 % des femmes).
- Relativement jeunes ne dépassant pas 45 ans :

Tranche d'âge	18 – 25 ans	26 – 36 ans	36 – 45 ans	46 – 55 ans	+ 55 ans
Proportion	24%	22%	25%	15%	15%

- Ayant un revenu plutôt modeste (les catégories de revenus les plus touchées sont les plus vulnérables : 41% des répondants touchent moins de 400 dinars par mois et 38% touchent un salaire mensuel compris entre 401 et 800 dinars).

Tranche de revenu (TND)	- de 400	401 – 800	801 – 1200	1201 – 1600	+ de 1600
Proportion	41%	38%	16%	3%	2%

- Relativement peu instruit (la corruption touche dans la majorité des cas des personnes avec un faible niveau d'instruction puisque 85% des répondants ont un niveau d'instruction secondaire ou moins).

Niveau d'instruction	Illettré	Primaire	Secondaire	Universitaire
Proportion	% 33	34%	18%	15%

Il est à noter qu'une analyse plus avancée de ces résultats démontre la forte corrélation entre le phénomène étudié et les variables genre, âge, revenu et niveau d'instruction.

Section 2

Les causes de la petite corruption selon la perception des Tunisiens

L'identification des causes de la corruption reste une tâche difficile à entreprendre. Par ailleurs, en tant que phénomène complexe et multidimensionnel, chaque cas de corruption a ses propres moteurs et son contexte unique étant donné que ces causes sont ancrées dans les valeurs sociales, l'histoire du pays, les pratiques politiques et les traditions administratives de chaque établissement. Caiden (2001) a déjà affirmé que « *tout comme il y en a plusieurs comportements corrompus, il y a donc de nombreux facteurs qui engendrent ces comportements.* »

De ce fait, il est primordial de dégager les causes de la corruption dans un contexte propre à la Tunisie à travers une démarche entreprise au niveau de toutes les régions de la Tunisie. A cet égard, ce questionnaire a réservé toute une partie (les questions 13, 15, 16 et 17) pour tenter d'identifier les causes de la petite corruption selon la perception des tunisiens.

Les recherches investiguant les déterminants de la corruption ont appréhendé ce phénomène à travers plusieurs approches.

Une première approche distingue entre :

- **Les facteurs économiques** : les libertés économiques, le degré de régulation et de concurrence dans une économie, la croissance économique, les salaires des fonctionnaires.
- **Les facteurs politiques et juridiques** : la nature du système politique, la démocratie, la compétition politique, la liberté de presse, la bureaucratie, la stabilité politique et le degré de participation civile.
- **Les facteurs socioculturels** : la religion, la culture, l'éducation.

Une autre approche distingue entre :

- **Les facteurs structurels** : l'absence de démocratie, le sous-développement, la pauvreté, la culture, l'éthique, les normes et les valeurs sociales.
- **Les facteurs individuels** : la prédisposition à la criminalité, la dépravation, l'âpreté matérielle, un choix rationnel.
- **Les facteurs contextuels** se rapportant au contexte qui favorise les opportunités de corruption ou la lutte contre ce fléau.

• **Les facteurs institutionnels** : la faiblesse des organes de l'Etat (les organes de contrôle manquent de rigueur et d'indépendance, le pouvoir judiciaire n'est pas autonome.)

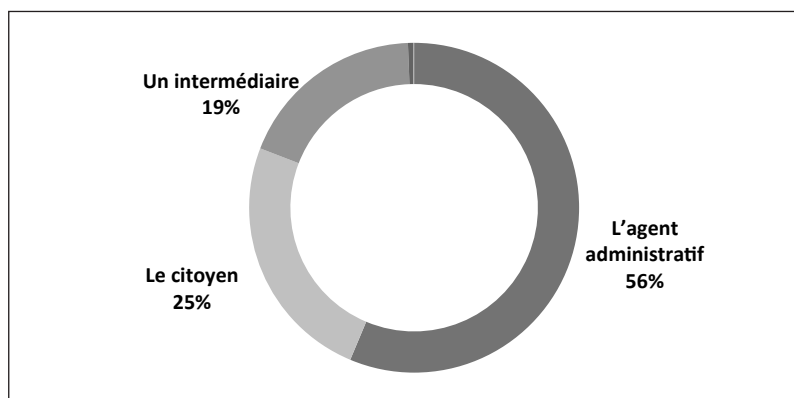
Dans cette partie, on va identifier dans un premier temps l'initiateur de l'acte de corruption comme étant le premier maillon dans le processus de cet acte, dans un deuxième temps, on va présenter les facteurs qui sont considérés par les tunisiens comme étant à l'origine de la petite corruption, puis, nous allons entreprendre une analyse spécifique de quelques cas de corruption.

1- Qui est l'initiateur de l'acte de corruption et qui sollicite des pots-de-vin ?

L'acte de corruption est le résultat d'un échange entre deux parties avec la possibilité d'intervention d'un intermédiaire.

Mais qui sollicite le premier ce genre de paiements indus ? Les réponses des interrogés dévoilent que 56% des répondants considèrent que l'initiateur d'un acte de corruption est l'agent administratif. Cependant, 25% de la population interrogée estiment que c'est le citoyen qui provoque l'acte de corruption (Fig 8). Par ailleurs, le recours à une tierce personne ou à un intermédiaire est évoqué par seulement 18% des répondants. Ce constat se confirme avec plus d'acuité concernant le cas des 268 personnes qui ont déclaré avoir versé des pots-de-vin l'année dernière, ainsi 71% de ce groupe estiment que c'est l'agent administratif qui initie l'acte, contre 16% qui le renvoient au citoyen et 13% à l'intermédiaire.

Fig. 8 : L'initiateur de l'acte de corruption



Au vu de ces résultats, la petite corruption est un phénomène qui émane essentiellement de l'agent public. Ce constat révèle que l'administration publique doit être le premier cheval de bataille pour maîtriser la corruption. Néanmoins, l'usager d'un service public est aussi responsable du déclenchement d'un tel acte, à des proportions moindres mais qui demeurent importantes. Une analyse ayant pour tâche de déchiffrer les techniques que chacun de ces acteurs utilisent pour provoquer la corruption serait intéressante.

**La petite corruption est
un phénomène qui émane
essentiellement des
agents publics**

D'après une analyse selon le genre, l'âge, le revenu et le niveau d'instruction, on constate que les résultats recueillis sont totalement indépendants du genre et de l'âge des interviewés, alors qu'une analyse selon le revenu montre que les personnes qui ont un revenu mensuel plus que 800 DT considèrent que c'est le citoyen qu'est l'initiateur de l'acte de corruption avec 33%, contre une moyenne générale de 25%. Ce constat confirme les résultats de plusieurs travaux qui ont montré que le revenu des individus est un déterminant important dans l'exposition à la corruption (Lavalée et *Al*, 2010). En d'autres termes, ils suggèrent qu'une personne est souvent confrontée à la corruption d'autant plus qu'elle est riche. Quant au niveau d'instruction, les illettrés estiment à 63% que c'est l'agent public qui est l'initiateur de la demande de pot-de-vin contre une moyenne générale de 56%.

2 - Les causes engendrant la petite corruption selon la perception des Tunisiens

Dans cette partie, trois catégories de facteurs vont être traités :

- Les facteurs liés à l'administration.
- Les facteurs liés à l'agent public.
- Les facteurs liés aux usagers.

2.1 Les facteurs liés à l'administration

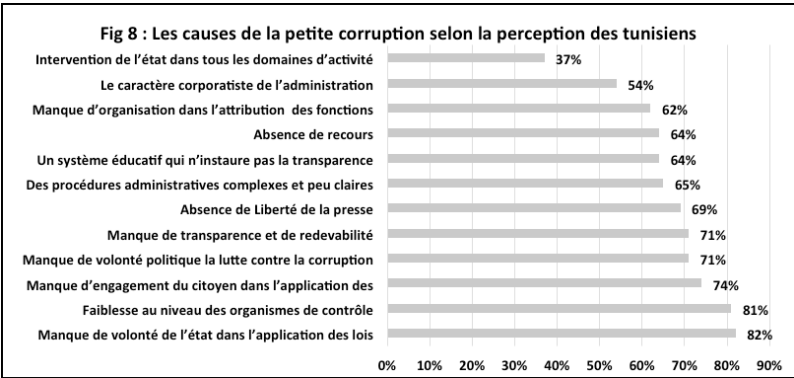
Afin de mieux comprendre les causes de la corruption, une liste de 12 facteurs a été soumise aux répondants et ces derniers ont été invités à donner une note allant de 1 à 10 pour classer, selon leur degré d'importance, les facteurs considérés comme des incitateurs à la corruption dans l'administration tunisienne. Cette liste évoque des facteurs institutionnels, politiques et structurels se rapportant :

- Au manque de volonté de l'état dans l'application des lois,

- Au manque d'engagement des citoyens dans l'application des lois,
- Au manque de transparence et de redevabilité,
- Au caractère corporatiste de l'administration,
- Au manque de volonté politique dans la lutte contre la corruption,
- Au manque d'organisation dans l'attribution des rôles et des fonctions,
- A la faiblesse au niveau des instances de contrôle,
- Aux procédures administratives complexes et peu claires,
- A l'intervention de l'état dans tous les domaines d'activités,
- A l'absence de recours,
- Au manque de la liberté de presse,
- A un système éducatif qui n'instaure pas la transparence et la lutte contre la corruption.

Il ressort d'une première analyse que tous les items utilisés sont des facteurs qui expliquent la petite corruption en Tunisie. Les pourcentages d'approbation de ces causes varient entre 82% et 54% ; seul le facteur relatif à l'intervention de l'Etat dans tous les domaines d'activités a reçu seulement 37 % des taux d'approbation (Fig 9).

Fig. 9 : Les causes de la petite corruption selon la perception des tunisiens



Les aspects évalués dans cette partie peuvent être classés en mécanismes internes à l'administration et d'autres qui lui sont externes.

a. Les facteurs internes à l'administration

Les résultats obtenus montrent que 97% des tunisiens interrogés perçoivent que le facteur le plus important qui incite à la corruption

dans l'administration tunisienne est le manque de volonté de l'Etat à appliquer les textes de lois. Ces résultats concordent avec les études antérieures, notamment celles de Herzfeld et Weiss (2003) qui constituent l'une des études les plus citées et qui ont prouvé l'existence de lien entre l'efficacité juridique et la corruption. A partir de données issues de différentes enquêtes sur un échantillon de 59 pays, les auteurs affirment l'existence d'une forte corrélation entre les deux variables : « *une réduction exogène de 10% dans l'efficacité de la mise en œuvre des lois augmenterait de 13% le niveau de corruption* » (cité par Oasis Kodila Tedika ; 2012).

Dans un second niveau, la faiblesse au niveau des organismes de contrôle est perçue par 96% des interrogés comme une composante essentielle et inhérente à l'origine de cette pratique en Tunisie ; ce qui met en doute l'efficacité et la crédibilité du système de contrôle tunisien. En effet, la simple existence de dispositifs de contrôle et les sanctions prévues par la loi sont insuffisantes pour influencer le comportement de corruption du fait que c'est leur efficacité et leur crédibilité qui ont un impact sur le comportement de corruption (Lavalée et al, 2010).

En outre, l'analyse des résultats du questionnaire montrent que plus 90% des répondants perçoivent l'organisation de l'administration comme un élément très important et qui est à l'origine de la corruption, ceci est reflété par des scores élevés accordés aux items suivants :

Items	% des personnes ayant accordé une note entre 6 et 10
Manque d'organisation dans l'attribution des rôles et des fonctions	90
Des procédures administratives complexes et peu claires	92
Manque de transparence et de responsabilisation	93

Il serait judicieux de rappeler que ces résultats ont été confirmés dans des études antérieures notamment celles de Lambsdorff et Cornelius (2000). Ces derniers, en étudiant un échantillon de 26

pays africains, établissent une relation positive entre la corruption et le côté vague de la réglementation et considèrent que le pouvoir discrétionnaire des fonctionnaires favorise cette pratique. En outre, la corruption est présentée par plusieurs auteurs comme « *un moyen efficace de contourner des réglementations ou des procédures administratives lentes ou tatillonnes* » (Lavalée et Al, 2010) ce qui coïncide parfaitement avec nos résultats.

D'autres aspects ont été également valorisés par les interrogés et sont considérés par la plupart d'entre eux comme des aspects très importants notamment la culture de dénonciation qui se traduit par les critères suivants :

Items	% des personnes ayant accordé une note entre 6 et 10
Le caractère corporatiste de l'administration	83
Absence de recours	84

En effet, plus de 80% de la population interrogée a accordé une note d'importance entre 6 et 10 à ces aspects ce qui les rend comme éléments essentiels dans l'explication de la prolifération de ce phénomène.

D'autant plus, 89% des tunisiens perçoivent que le manque de la volonté politique pour lutter contre la corruption est un élément en faveur de celle-ci. Par ailleurs, il faut signaler que bien que certaines études estiment que l'intervention de l'Etat dans tous les domaines d'activités est un facteur en faveur de la corruption à l'instar de Treisman (2000) qui pense que l'intervention de l'Etat a un effet positif sur la corruption, les résultats de notre étude montrent que la population interrogée ne perçoit pas ce facteur comme un indicateur qui incite à celle-ci, uniquement 37% des interrogés ont accordé une note d'importance entre 8 et 10 à ce facteur.

89%
Considèrent que le manque de volonté politique est une des causes de la corruption



Encadré 3 : Contrôle de la gestion publique : A quand un alignement sur les normes internationales ?

Bonne gouvernance et lutte contre la corruption, deux concepts qu'on n'a pas arrêté d'évoquer depuis le 14 janvier 2011. On en parle pour dire que ce sont des facteurs qui ont largement motivé le soulèvement de la population en cette date mais aussi pour dire qu'aujourd'hui, il faut engager des réformes profondes pour anéantir toutes les formes de mauvaises pratiques, notamment dans les institutions publiques. Cependant et malgré tout ce qui se fait en termes de débat, de rencontres et autres séminaires sur la question, une analyse de ce qui se passe encore sur le terrain, aussi bien en matière de gestion de marchés publics que de recrutement dans la fonction publique, démontre que nous sommes encore loin d'atteindre cet objectif qui est la bonne gouvernance, condition sans laquelle aucune démocratie n'est possible. C'est dans l'objectif d'impliquer davantage les médias en matière de lutte contre la corruption que l'Atcp (Association tunisienne des contrôleurs publics) a organisé, hier à Tunis, un séminaire de formation au profit des journalistes. Le séminaire a été une occasion pour exposer les mécanismes et les concepts de base relatifs à la lutte contre la corruption et aborder, dans le cadre d'ateliers thématiques, les questions de gestion des marchés publics, gestion des biens publics, contrôle de la gestion publique et des ressources humaines dans le secteur public. Charfeddine Yacoubi, président de l'Atcp, souligne que l'objectif de ce séminaire consiste à améliorer les connaissances des journalistes dans le domaine de la gestion publique aussi bien la cartographie des risques que le cadre législatif spécifique. Cependant et malgré les efforts déployés par les contrôleurs pour donner plus d'efficacité à leur mission, certains problèmes persistent.

Ainsi, pour les journalistes et même si le texte relatif à l'accès à l'information existe, il demeure non appliqué et le black-out persiste quant à l'accès à l'information publique. C'est à ce propos que M. Yacoubi souligne que le texte demeure général et pas très clair ajoutant que, de son côté, l'association souhaiterait que les rapports effectués par les contrôleurs soient publiés et accessibles aux médias. Une option qui permettra de s'inscrire réellement sur la voie de la bonne gouvernance et d'instaurer le principe de redevabilité tout en permettant de rectifier les dépassements et d'anéantir les mauvaises pratiques. Il est également important de noter que le fait que les missions de contrôle demeurent commanditées par le pouvoir exécutif altère leur crédibilité et leur efficacité. En effet, le contrôleur se contente d'exécuter les missions d'audit ordonnées par le gouvernement et les rapports ainsi réalisés finissent dans les tiroirs de l'administration sans jamais voir le jour. Pourtant les normes internationales relatives au contrôle public stipulent que le contrôleur doit jouir de plus d'indépendance et que les rapports soient diffusés à grande échelle. On s'interroge, donc, sur la finalité réelle des missions de contrôle qui ne servent point l'assainissement de l'administration et la lutte efficace contre les mauvaises pratiques.

Journal Lapresse 30/06/2013

b. Les facteurs externes à l'administration

Ces mécanismes se résument en deux aspects essentiels à savoir le rôle joué par le citoyen qui est le premier bénéficiaire des services administratifs et le contrôle de la presse.

Les résultats du questionnaire révèlent une passivité du citoyen qui devient complice dans l'acte de la corruption, ceci est reflété par des scores élevés accordés par 96 % de la population interrogée au « *manque d'engagement de la part du citoyen face à l'application de la loi* ».

A cette passivité s'ajoute la liberté de la presse qui est considérée par 90 % des répondants comme importante voire même très importante pour lutter contre la prolifération de cette pratique dans l'administration tunisienne, ainsi, 69% des interrogés ont accordé une note entre 8 et 10 à cet item. Ces résultats sont attestés dans d'autres pays. En effet, une presse libre et indépendante peut jouer un rôle important dans la détection et la sanction des comportements corrompus, ce constat est prouvé dans des recherches qui ont étudié la relation entre la liberté de la presse et la corruption tels que les travaux d'Ahrennd (2002), Brunetti et Weder (2003) et Chowdhury (2004) qui concluent que « *de faibles niveaux de liberté de la presse sont associés à de hauts niveaux de corruption* ».

2.2 Les motifs liés à l'agent public

La culture est l'élément le plus fréquemment retenu dans la littérature sur les origines de la corruption. De ce fait, les spécificités culturelles des sociétés expliquent la prévalence de cette pratique (Lavalée et Al, 2010). Les résultats de notre étude montrent

qu'effectivement les scores les plus élevés sont accordés aux critères liés à l'éthique de l'agent et à sa déontologie. En effet, 98% des tunisiens interrogés considèrent que la première motivation à la corruption c'est « l'âpreté matérielle » de l'agent administratif. Ceci est renforcé par des scores élevés accordés à « la faiblesse de la foi religieuse » dont 96 % des répondants la considèrent comme une raison qui pousse un agent administratif à accepter un pot-de-vin.

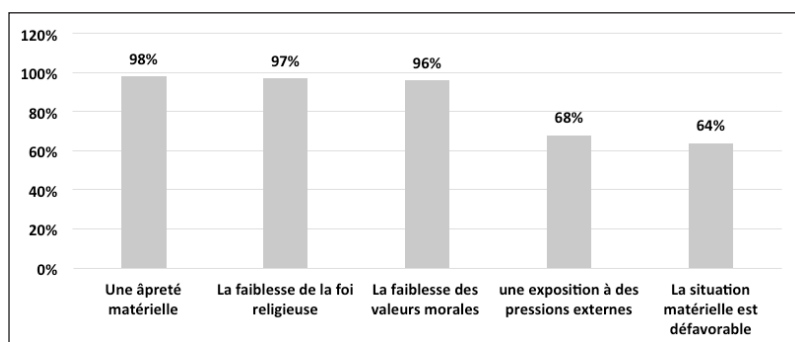
Mieux encore, « la faiblesse des valeurs morales » est perçue par 96% des tunisiens comme un facteur qui est à l'origine du compor-

98%

Des tunisiens considèrent que l'âpreté matérielle de l'agent public est la première cause de la corruption

tement de la corruption d'un agent administratif. Par ailleurs, aux regards des tunisiens interrogés, « la situation matérielle défavorable » ne reçoit pas le même degré d'accord que les autres critères : uniquement 64% des personnes interrogées la considèrent comme un facteur à l'origine de la corruption d'un agent administratif. Ceci nous permet de conclure que dans l'explication du recours de l'agent administratif à la corruption, la culture, les valeurs morales et la religion priment sur les autres facteurs.

Fig. 10 : Les raisons qui poussent un agent public à accepter des pots-de-vin



2-3 Les motifs liés aux usagers

Six variables ont été mises en place pour expliquer le choix d'un ménage d'accepter ou de provoquer un acte de corruption. Elles peuvent être classées en quatre catégories :

- Réaliser un gain qui peut être un gain de temps ou d'argent,
- Eviter une sanction,
- Récupérer un droit bafoué,
- Le manque de conscience des sanctions juridiques que peut engendrer l'acte de corruption.

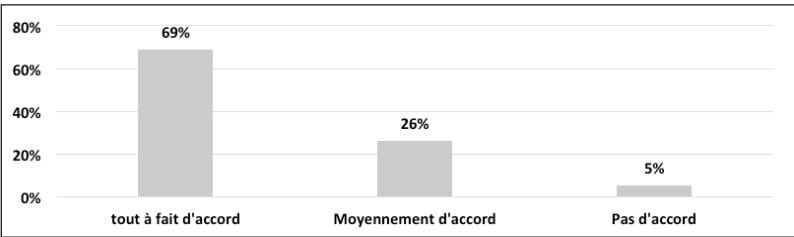
• Réaliser un gain ou un profit

Une grande majorité des répondants (69%) (Note entre 8 et 10) considèrent que le facteur qui pousse le plus un Tunisien à payer un pot-de-vin est le désir d'accélérer une procédure administrative (Fig 11). Le gain qu'attend le corrupteur consiste en des avantages qu'il va

réaliser (accélération de procédures, traitement de faveur, infraction à la loi)

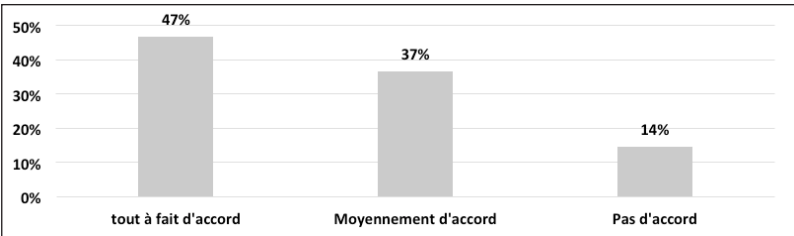
- 73% des hommes sont tout à fait d'accord que l'accélération de procédures administratives est un motif pour payer des pots-de-vin contre 64% des femmes.
- 74% des répondants qui ont un revenu mensuel supérieur à 800 DT estiment que ce facteur explique la corruption.
- 74% des répondants ayant un niveau secondaire sont tout à fait d'accord que l'accélération de procédures administratives est un motif pour payer des pots-de-vin contre 66% pour les répondants ayant un niveau universitaire et 57% pour les illettrés.
- Seulement 58% des répondants ayant plus de 55 ans sont tout à fait d'accord que ce motif explique le paiement de la corruption contre une moyenne de 69%.

Fig. 11 : Payer un pot-de-vin pour accélérer les procédures



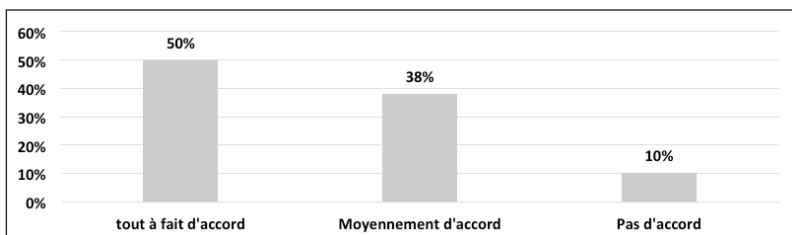
D'un autre côté, 47% des répondants sont tout à fait d'accord que l'un des motifs qui explique qu'un tunisien paye un pot-de-vin est de bénéficier d'un avantage indu, 26% sont moyennement d'accord, alors que 14% sont contre (Fig 12).

Fig 12 : payer un pot-de-vin pour bénéficier d'un avantage dont on n'a pas droit



50% des répondants estiment que l'une des causes pour accepter de donner un pot-de-vin est d'alléger le coût d'un service administratif, cependant 37% sont moyennement d'accord et 14% sont contre (Fig 13).

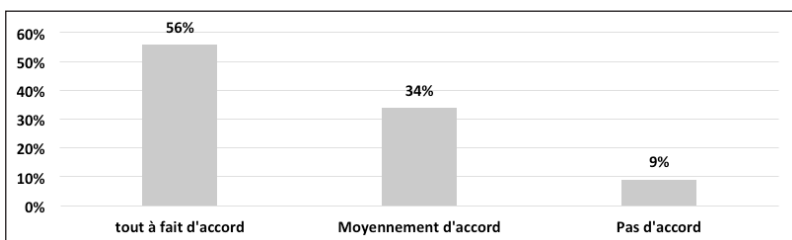
Fig. 13 : Payer un pot-de-vin pour alléger les dépenses des services publics



• Éviter une sanction

56% des répondants jugent que le fait de payer un pot-de-vin pour éviter une sanction ou une amende est considéré comme l'une des causes de la petite corruption en Tunisie, 34% sont moyennement d'accord alors que 9% seulement ne sont pas d'accord (Fig 14).

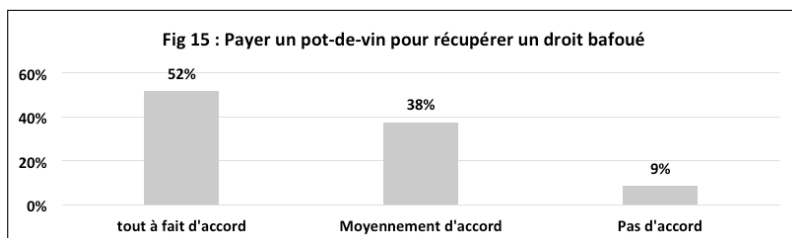
Fig. 14 : Payer un pot-de-vin pour échapper à une sanction



• Récupérer un droit bafoué :

La récupération d'un droit bafoué est considérée comme une des causes de la corruption en Tunisie. 52% des répondants sont tout à fait d'accord, alors que 38% sont moyennement d'accord et seulement 9% ne sont pas d'accord. (Fig. 15)

Fig. 15 : Payer un pot-de-vin pour récupérer un droit bafoué

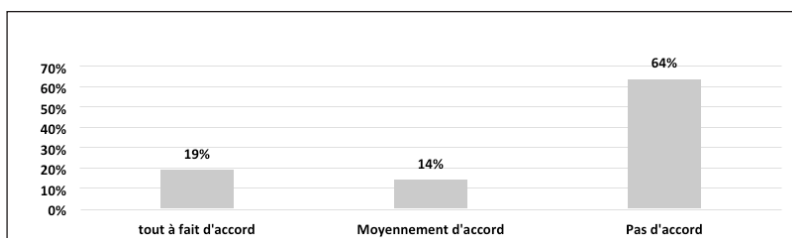


55% des hommes sont tout à fait d'accord que la récupération de droits bafoués peut expliquer la corruption contre 48% de femmes. Les variations des taux selon l'âge, le revenu et le niveau d'instruction ne sont pas très importantes sauf pour ceux ayant plus de 55 ans avec 47% qui sont tout à fait d'accord et ceux ayant un niveau d'éducation universitaire (46%), les illettrés (48%), les personnes ayant un revenu qui varie entre 1200D et 1600 D (74%) et plus de 1600 D (33%).

- **Le manque de connaissance des sanctions juridiques qui découlent de l'acte de corruption :**

Seuls 19% des répondants sont tout à fait d'accord que le manque de conscience de sanctions juridiques relatives à la corruption peut expliquer le recours à la corruption. Alors que 64% ne considèrent pas cet argument comme suffisamment plausible. On peut en déduire que les tunisiens sont conscients que la corruption est un acte répréhensible et que le recours à une telle pratique ne peut aucunement être justifié par l'ignorance de la sanction. (Fig 16).

Fig. 16 : Payer un pot-de-vin pour manque de connaissance des sanctions juridiques



Les résultats constatés sont indépendants du genre et de l'âge, alors que pour le niveau d'instruction, 23% des illettrés sont tout à fait

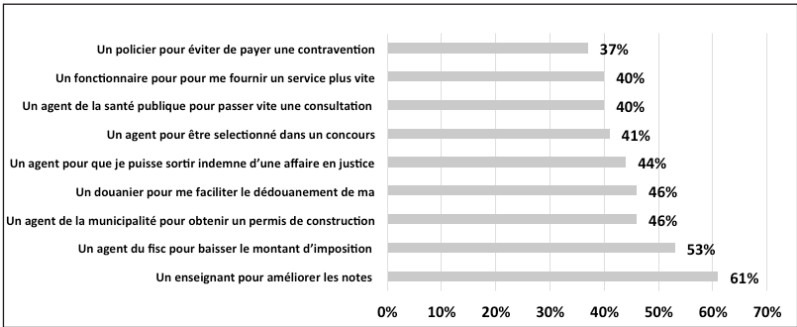
d'accord contre 15% des interrogés qui ont un niveau universitaire. Quant au revenu, la variation est très sensible avec 34% des répondants qui perçoivent un revenu inférieur à 400 D qui sont tout à fait d'accord et 27 % pour les interrogés qui ont un revenu supérieur à 1600 D, contre 8% seulement pour ceux qui ont un salaire qui varie entre 800 D et 1200 D.

3 - Le degré d'acceptabilité de certaines pratiques de corruption

Dans un deuxième niveau d'analyse, une série de comportements considérés comme des actes de petite corruption ont été exposés pour scruter les opinions des enquêtés sur les raisons qui les poussent à payer des pots-de-vin dans des cas spécifiques. Cette analyse permet tout d'abord de dégager les raisons directes qui expliquent pourquoi un tunisien accepte de payer des pots-de- vin et elle permet aussi de mesurer le degré d'acceptabilité de certains actes de corruption.

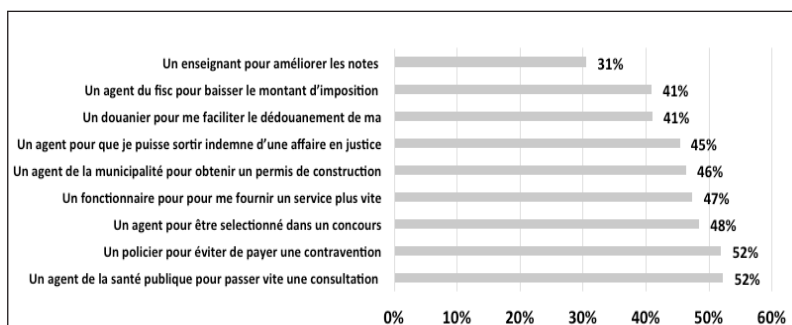
Il y a lieu de noter que les pratiques de la corruption ne sont pas acceptées par les tunisiens, soit à travers un refus catégorique avec des proportions qui varient entre (61% et 37%) (Fig 17), dans ce cas, le refus est un refus de principe et sans contrainte;

Fig. 17 : Proportions de refus de certains actes de corruption à ...



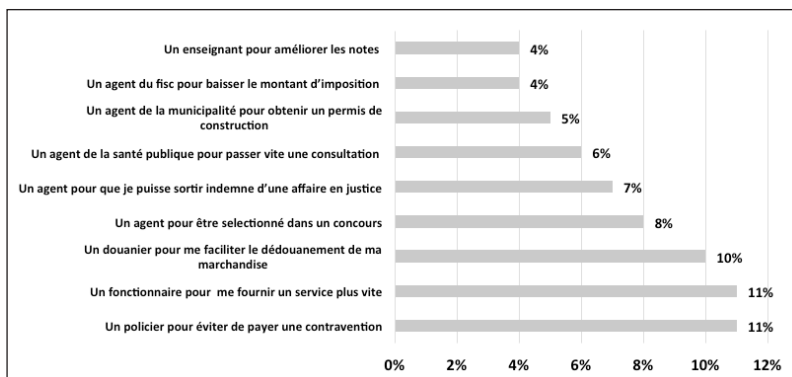
Soit sous la forme d'acceptation de payer sous la contrainte avec des proportions qui varient entre 52% et 31% (Fig 18). Dans ce cas, la nature de la contrainte doit être investiguée, car elle peut prendre la forme d'une demande expresse de pot-de-vin de la part de l'agent public, ce qui s'apparente à une extorsion ou la forme d'une contrainte interne au demandeur de service qui, en voulant bénéficier d'un service ou éviter une sanction, se trouve dans l'obligation de payer de l'argent.

Fig 18: Proportions de ceux qui se considèrent obligé de donner un pot-de-vin à...



D'un autre côté, 11% des répondants approuvent directement le paiement de pots-de-vin à un policier pour éviter une contravention ou à un fonctionnaire pour fournir un service plus rapidement alors que seulement 4% acquiescent le paiement de pots-de-vin à un enseignant ou à un agent du fisc. (Fig 19).

Fig 19 : Proportions de ceux qui approuvent le paiement de pot-de-vin à...(tout le monde le fait)



De ce qui précède, on constate que le degré du refus ou d'acceptation de payer des pots-de-vin par obligation est variable selon les cas. Le niveau de réprobation dépend des cas et des situations. Ainsi, la pratique la «plus acceptée» est celle de corrompre un policier pour éviter de payer une contravention avec seulement 37% des interrogés qui sont contre, contre 40% qui sont contre le paiement de pots-de-vin à un agent de la santé publique pour passer rapidement une

consultation médicale ou à un fonctionnaire pour avoir un service administratif. La pratique «la moins acceptée» est celle qui consiste à payer un pot-de-vin à un enseignant pour améliorer les notes scolaires avec 61% contre.

La littérature (De Souza, 2008) a conclu dans des cas similaires que la condamnation de la corruption n'empêche pas le paiement de pots-de-vin. Cette désapprobation devient alors symbolique puisqu'elle se rétracte devant la première tentation ou blocage de service. Ce constat a été affirmé dans plusieurs pays et sondages d'opinions. **Les citoyens peuvent condamner la corruption et préférer vivre dans une société qui traite tout le monde de la même façon, mais cela ne les empêche pas de donner des pots-de-vin surtout quand ils vont bénéficier d'un avantage ou échapper à une sanction.** Dans cette optique, ils acceptent la corruption comme une fatalité inévitable ou un usage accepté et toléré puisqu'il s'agit d'une pratique ancrée dans l'ordre normal de la société. Durant les focus groups, on a même constaté, à plusieurs reprises, des éloges de certains actes de corruption. Plusieurs interviewés ont affirmé avec fierté qu'en payant de pots-de-vin pour se soustraire à une sanction (donner de l'argent à un policier pour se soustraire à la constatation d'une infraction routière) dénote d'une capacité à trouver des solutions. Plusieurs réactions des personnes présentes ont été même complaisantes et il n'y a pas eu d'indignation de la part des interviewés qui ont considéré ces pratiques comme un acte qui témoigne d'une certaine intelligence et qui reflète la perspicacité *الفهولة* et le savoir-vivre de son auteur, ainsi que sa capacité à contourner les problèmes.

Encadré 4 : De l'anthropologie du comportement corrompu

La corruption signifie une certaine vision qui considère que la fortune n'est pas forcément le fruit de l'effort, du travail et de la productivité mais on peut l'avoir par des moyens plus rapides ou « par un minimum d'effort » selon l'expression de Hamed Ammar.

En effet, ceux qui adoptent ce comportement le justifient par la pauvreté, l'indigence, la rareté des ressources, la cherté de la vie ou par le suivisme (le fait de faire comme les autres).

Cependant, un tel comportement reflète en réalité une attitude spoliatrice qui, pour avoir de l'argent, écarte les prohibitions et les interdits moraux, sociaux et surtout juridiques et politiques.

Par ailleurs, il ne faut pas oublier que la société tunisienne a vécu l'atrocité de l'économie spoliatrice qui a sévi pendant quatre siècles du régime beylical, un régime qui reposait principalement sur la collecte de l'impôt (Mejba).

La corruption reflète également un dérèglement net dans le référentiel social et dans la nature du pacte social et juridique qui relie les individus d'un côté et dans le système des valeurs établies d'un autre côté.

Ce comportement témoigne aussi d'un milieu social vicié permettant l'apparition de ces dérogations sociales ou de ce qu'on pourrait appeler le démantèlement normatif et éthique au sein de la société (l'anomie) étant donné le lien étroit qui se tisse entre le comportement corrompu et les changements socioéconomiques.

L'argent devient en effet une fin en soi lorsque les ressources matérielles sont rares, limitées et inaccessibles. Voici un proverbe tunisien qui illustre bien cette idée « ta poche est ton seigneur ».

Néanmoins, d'un point de vue réaliste, il faut noter que ce comportement révèle un état de non-conformité et de déconstruction des structures sociales et juridiques qui œuvrent pour protéger la société de ces phénomènes malsains.

(....) Le comportement corrompu ne reflète pas seulement une sacralisation (surestimation) de l'argent et un désir de l'avoir sans tenir compte de la nature des moyens utilisés même si cela conduit au non-respect de la morale sociale, des lois et des mœurs, mais il reflète aussi dans la plupart du temps une crise de légitimité.

Car, le fait de penser au manque des ressources et à l'injustice dans leur distribution prépare le terrain social favorable à la propagation d'une telle conduite. Cela aide également à créer une espèce d'habitus pour accepter ce genre de comportement et croire que tous les moyens sont permis pour réaliser ses fins et gagner de l'argent en se basant sur le désir d'améliorer les conditions et de changer les situations. Un désir, légitime certes, mais qui ne va pas de pair avec le respect des autres, de leur droit à la vie et de leur droit à une vie décente.

La pénalité juridique et la sanction sociale

Toute société saine ne peut que soumettre le fléau de la corruption au pouvoir de la loi puisqu'il est le garant par excellence dans n'importe quelle société.

En effet, la sanction juridique n'instaure pas la justice seulement mais contribue, selon des aspects divers, à ancrer les fondements d'un système éthique qui œuvre pour respecter l'autre, pour ne pas attenter à sa vie et pour ne pas violer ses droits d'une façon illégitime.

Telle est la fonction la plus essentielle de la loi, mais bien qu'elle soit si importante, cette fonction pourrait demeurer manquante et le comportement corrompu pourrait récidiver tant que le contexte sociétal le permet et que l'impunité existe. Et c'est pour cela que la pénalité juridique doit aller de pair avec les interactions de la société toute entière et notamment avec les acteurs sociaux à savoir les syndicats, les partis politiques, les associations et les élites indépendantes. Car la loi toute seule est incapable de réprimer si elle n'est pas accompagnée pratiquement de ce qu'on pourrait appeler la théorie de la sanction sociale. Cela veut dire que la société avec toutes ses composantes et tous ses éléments doit identifier le corrompu, le mettre en quarantaine dans la vie sociale et professionnelle et boycotter ses activités, son commerce et sa marchandise.

Cette théorie repose sur le fait que la loi, efficace ou inopérante, nécessite une adhésion sociale et une approbation populaire afin de garantir l'efficacité de son exécution.

En effet, l'exclusion du corrompu et le boycott de ses activités témoignent d'une vie civile policée d'un côté et assoient un esprit de citoyenneté mature d'un autre côté. C'est ainsi que seules les sociétés viciées se familiarisent avec le comportement corrompu et frauduleux et n'agissent pas pour exclure socialement le corrompu ou le dépravé. Il est donc clair que la sanction sociale et le système du boycott ont plus d'impact sur la psychologie du corrompu et sur son vécu quotidien que la loi. Ces deux méthodes sont également capables d'obliger le corrompu à se remettre en question, à s'interroger sur son comportement et à prendre conscience de la gravité du crime de la corruption. La théorie de la sanction sociale peut être infligée même au mécanicien malhonnête et véreux.

En effet, on peut lutter contre le fléau de l'imposture (la tricherie) sous toutes ses formes en se basant sur cette même théorie à savoir la sanction sociale. Car l'exclusion du corrompu ou du tricheur n'est pas une simple attitude morale passagère mais c'est toute une concrétisation du concept de la citoyenneté et sa consécration dans le vécu quotidien afin qu'elle devienne une valeur sociétale puisque le corrompu et l'imposteur se basent sur le fait qu'il leur est permis de violer la loi en toute impunité, de transgresser la morale sociale commune sans condamnation

et de porter atteinte à la conscience collective sans responsabilisation. Cela pourra se produire si la société ne possède pas des mécanismes d'auto-défense et n'est pas immunisée dans la lutte contre les fléaux de la corruption, de l'imposture et de la fraude. La théorie de la sanction sociale repose sur ces trois bases :

A-La société doit avoir la conscience et la volonté nécessaires pour défendre ses droits et lutter contre ces fléaux malsains.

B-Les sociétés locales doivent posséder des mécanismes pour cerner les cas de corruption et de fraude.

C- Il doit y avoir une collaboration de la part de la société civile.

La sanction sociale est donc le meilleur appui pour l'efficacité de la loi et une condition inhérente à l'équilibre de la société.

*Source : Wannas (M),
La personnalité tunisienne, 2011 (traduction)*

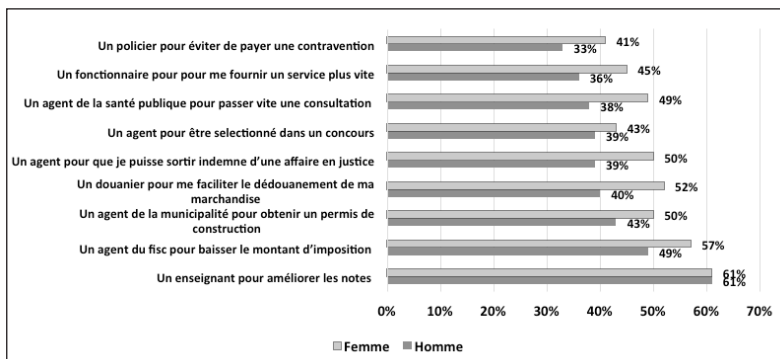
D'un autre côté, une analyse des pratiques de petite corruption déjà citées selon les variables sociodémographiques permet de dégager les constats suivants :

• Influence de la variable genre :

D'après une analyse selon le genre, les femmes sont moins disposées que les hommes à verser des pots-de-vin dans les cas exposés. L'écart entre les hommes et les femmes, quant aux réponses relatives au refus de payer des pots-de-vin, varie selon la situation entre 0% et 12%. De ce fait, si 33% des hommes sont contre le paiement de pots-de-vin à un policier, 41% des femmes le sont (Fig 20).

Les femmes sont
moins disposées
que les hommes à
verser des pots-de-
vin

**Fig 20 : Degré de refus de certains actes
de corruption selon le genre**



Ce constat approuve le résultat de plusieurs études qui ont déjà affirmé que les hommes sont plus vulnérables que les femmes face à la corruption. Plusieurs études ont expliqué cet écart par le fait que dans la plupart des pays les hommes sont plus actifs que les femmes sur le marché du travail, et donc ils sont plus exposés à la demande de pots-de-vin que les femmes, D'un autre côté les femmes face à des incitations à la corruption sont plus opposées à la prise de risques que les hommes (Watson et McNaughton, 2007). Les femmes sont également plus soumises aux normes sociales, ainsi, si la société condamne la corruption, les femmes seraient plus catégoriques que les hommes à refuser cette pratique parce qu'elles croient qu'elles subiront des conséquences plus graves que leurs homologues masculins si elles cèdent à la corruption (Esarey, 2013). Schulze et Frank (2003) ont constaté que les femmes sont moins disposées que les hommes à accepter de payer de pots-de-vin quand il y a des chances que cet acte sera détecté. Cependant, plusieurs recherches estiment que cette différence dépend du système de gouvernance dans un pays donné. Ainsi, si un pays condamne la corruption avec un risque élevé que ce phénomène sera découvert, les femmes seraient moins susceptibles que les hommes de commettre des actes de corruption, alors que si ce système tolère la corruption avec une faible possibilité d'être découvert, les femmes ne seront pas moins corrompues que les hommes. (Esarey, 2013)

• **Influence de la variable âge :**

D'après une analyse selon l'âge, la plupart des cas démontrent que les personnes ayant plus de 55 ans sont ceux qui refusent le plus de payer des pots-de-vin :

- A un policier avec 46% contre, alors que la moyenne est de 37% pour les autres tranches d'âge.
- A un agent de la santé publique avec 45% contre, alors que la moyenne est de 40% pour les autres tranches d'âge.
- A un fonctionnaire pour fournir un service plus vite avec 47% contre, alors que la moyenne est de 40% pour les autres tranches d'âge.

Ces résultats approuvent que l'âge est un facteur qui contribue à réduire l'exposition à la corruption. Hunt (2004) considère que les personnes âgées payent moins de pots-de-vin parce qu'ils ont eu le temps de développer un réseau de confiance et que les échanges de réciprocités se substitueraient à la corruption.

• Influence de la variable revenu

Dans la majorité des situations, les interrogés qui ont un revenu supérieur à 1600DT sont plus nombreux à refuser de corrompre :

- A un policier 47% avec une moyenne de 37% pour les autres revenus
- A un agent de la santé avec 60% contre 40% en moyenne qui refusent de corrompre
- A un agent de municipalité pour avoir un permis de construire avec 73% contre, alors que la moyenne est de 46%.

• Influence de la variable niveau d'instruction

Pour ce qui est du niveau d'instruction, les personnes interrogées qui ont un niveau d'instruction universitaire sont aussi plus nombreux à refuser la corruption que des personnes ayant un niveau scolaire moindre ; ainsi :

- Si 37% en moyenne des tunisiens refusent de payer de pots-de-vin à un policier, 44% des interrogés qui ont un niveau universitaire refusent de le faire.
- 40% en moyenne refusent de payer des pots-de-vin à un agent public pour avoir un service plus rapidement contre 47% qui ont un niveau universitaire.

Beets (2005) a montré qu'un haut niveau d'instruction dans un pays implique des niveaux bas de corruption, tandis que les pays ayant les plus hauts niveaux de corruption avaient des taux d'alphabétisation relativement faibles. Ce rapport qui se tisse entre le niveau de corruption et celui de l'éducation s'explique, selon Beets, au moins par deux raisons. Tout d'abord, un ménage ayant un niveau d'éducation limité ne peut se qualifier que pour des emplois dérisoirement payés et pour survivre, cette personne peut être tentée de se livrer à des actes de corruption. Deuxièmement, un citoyen bien instruit peut comprendre les effets néfastes de la corruption sur la société et par conséquent, il sera moins vulnérable à l'égard de ce fléau.

Quant à Cheung et Chan (2008), ils ont constaté que le PIB par habitant et le taux brut de scolarisation dans l'enseignement supérieur expliquent, à eux seuls, 80% de la variance des scores de l'indice de perception de la corruption pour un groupe de 56 pays développés ou en voie de développement.

Section 3

Les Conséquences de la petite corruption

Le recours aux focus groups et aux entretiens « in depth » a permis de dégager une batterie d'items relatifs aux conséquences de la petite corruption qui ont été identifiées par les participants. L'enquête quantitative a montré que ces conséquences, comme c'est le cas pour les causes de la petite corruption, sont multidisciplinaires, inter-reliés et de grande envergure.

De plus, il s'est avéré que la position des enquêtés est difficilement identifiable étant donné que, nombreux parmi eux (entre 71 et 97 %), se sont montrés conscients des effets néfastes de la corruption et se sont déclarés hostiles à cette pratique ; cependant, **70% des enquêtés croient que la corruption peut avoir des effets positifs**. Il est également intéressant de noter que les résultats de la phase qualitative de cette étude relatifs aux conséquences de la petite corruption ont pu être approuvés théoriquement et empiriquement comme on va le démontrer ci-après.

Dans ce qui suit, on va procéder à une analyse descriptive par item des résultats de l'enquête quantitative relatifs à la question « Q14 : *Les conséquences de la petite corruption* » en les vérifiant chaque fois par référence à la littérature, ensuite on procèdera à une analyse par composante principale afin de déterminer la corrélation inter-items, de classer ces items en groupes homogènes et de déterminer la fiabilité de la corrélation.

1. Analyse descriptive : Taux de perception des conséquences de la petite corruption répartis par modalité

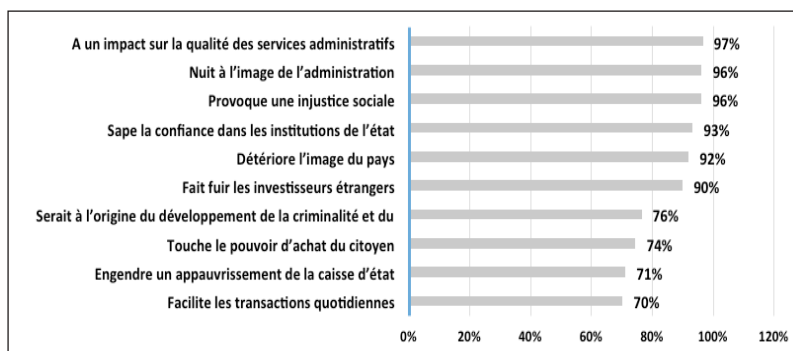
L'analyse des réponses relatives aux 10 items de la question Q14 permettent de dégager deux principales constatations :

La 1^{ère} montre que plus des 2/3 des enquêtés (70%) pensent que la corruption, malgré les connotations négatives qu'on lui attribue, peut être un moyen facilitant les transactions quotidiennes. Ce résultat pousse à réfléchir sur le système de valeur et l'état de l'éthique morale au sein de la société tunisienne et surtout sur ses caractéristiques et ses déterminants.

La 2^{ème} constatation, plus rassurante que la 1^{ère}, indique qu'il existe un large consensus parmi la population tunisienne autour des effets

négatifs de la corruption. En effet, les taux moyens de perception (modalités de 2 à 9) sont tous supérieurs à 78%, on peut conclure que plus de $\frac{3}{4}$ des enquêtés sont conscients des effets négatifs de la corruption sur tous les domaines (Fig 21). Il faut rappeler davantage que ces résultats sont quasiment indépendants de l'âge, du genre, du niveau de salaire et du niveau d'instruction.

Fig 21 : Perceptions des conséquences de la corruption



Les résultats de l'enquête relatifs à la question Q14, peuvent être analysés par modalité/item et regroupés selon les domaines suivants : politique, institutionnel, administratif, économique, sécuritaire et social.

2. Conséquences sur le domaine politique et institutionnel

Les résultats du questionnaire relatifs à la question Q14 montrent que 93 % des enquêtés pensent que **la petite corruption sape la confiance dans les institutions de l'Etat (modalité 14.5)**. Quels que soient l'âge, le niveau de revenu, le niveau d'instruction ou le genre, il y a une unanimité (taux de perception supérieur à 90%) qui considère que la corruption affecte la confiance dans les institutions de l'Etat.

Selon Anderson and Tverdova (2003) et Booth & Seligson (2009), la corruption engendre une « délégitimisation » politique dans les pays en voie de développement surtout ceux qui sont pauvres et politiquement instables. Cette crise de confiance affecte notamment le régime politique en place, les institutions de l'Etat et l'administration publique (Booth & Seligson (2009).

Cependant, cette idée est démentie par d'autres auteurs qui considèrent que la corruption peut favoriser la légitimité politique. Il s'agit du courant « révisionniste » dont Heidenheimer et S. (2002) qui af-

firmement que la corruption permet de maintenir un régime d'Etat national uni et stable ainsi qu'une administration publique redevable aux institutions politiques.

3. Conséquences sur l'administration publique

Quels que soient leur l'âge, leur genre ou leur niveau d'instruction, 92% des enquêtés croient que la petite corruption détériore l'image du pays (modalité 14.7), nuit à l'image de l'administration (modalité 14.9) et qu'elle a un impact négatif sur la qualité des services administratifs (14.11).

Haque et Kneller (2008) ont démontré que si la corruption augmente l'investissement public, elle réduit son impact sur la croissance économique. Les recettes publiques sont notamment réduites à cause de la corruption : (Tanzi et Davoodi, 1998). Ghura (1998), Friedman et al. (2000) confirment le même résultat. Blackburn et al. (2008) fournissent des résultats pertinents qui permettent de soutenir que la corruption prend la forme d'un détournement de fonds publics, dont l'effet est d'augmenter la dépendance du gouvernement à l'égard du seigneurisme.

4. Conséquences sécuritaires :

75 % des enquêtés pensent que **la petite corruption est à l'origine du développement de la criminalité et du terrorisme (modalité 14.6)** abstraction faite de l'effet de l'âge, du genre, du niveau d'instruction et du niveau de revenu sauf pour la tranche de revenu entre 800 et 1200 DT dont les taux de perception sont de 63%.

Les résultats de l'enquête vont au même sens que les résultats d'Azfar et Gurgur (2008) qui constatent que la corruption augmente les crimes (vol, homicides et même le trafic humain). Cependant, d'autres études, dont celles de Lederman, Loayza, & Soares (2005), montrent que le taux de signalement (dénonciation) est plutôt lié à la corruption : plus le niveau de la corruption s'élève, moins sera la probabilité de signaler un crime. Hadjaj (2003) montre un lien de complémentarité entre la corruption et le terrorisme qui est alimenté par les réseaux d'économie informelle.

5. Conséquences sociales

74 % des enquêtés pensent que **la petite corruption affecte le pouvoir d'achat du ménage (modalité 14.2)**. Le genre et le niveau

d’instruction n’y ont pas d’effet significatif, cependant, le critère du revenu montre que la tranche de revenu entre 801 et 1600 dt est moins sensible à cette idée.

Revenu	Moins de 400 DT	Entre 401 et 800 DT	Entre 801 et 1200 DT	1201 - 1600 DT	Plus de 1600 DT
Pourcentage des enquêtés qui pensent que la corruption détériore le pouvoir d’achat du citoyen	75 %	77 %	68 %	68 %	73 %

La corruption a un impact direct et notoire sur les couches sociales démunies et même sur les régions et zones défavorisées. En effet, Gupta et al. (2002) ont montré que la corruption est associée à de forts écarts de revenus et que cela engendre un accroissement de la pauvreté, une redistribution moins inéquitable des revenus, une réduction des taxes progressives et la détérioration des services publics de base. Selon le même auteur, la croissance de la corruption a une incidence négative sur la croissance du revenu de 20% des personnes les plus pauvres.

Negin et al (2010) trouvent une relation bidirectionnelle de causalité (au sens de Granger) entre la pauvreté et la corruption.

6.Conséquences économiques

82% des enquêtés croient que **la petite corruption fait fuir les investisseurs étrangers (modalité 14.8)**. En outre, plus de 71 % des enquêtés pensent que **la petite corruption engendre un appauvrissement de la caisse de l’Etat (modalité 14.3)**. Les critères de l’âge, du genre, du niveau d’instruction et du niveau de revenu n’ont pas d’impact sur cette perception sauf pour les enquêtés dont le revenu est compris entre 801 et 1600 dt.

Plusieurs auteurs ont montré empiriquement que la corruption réduit l’investissement et par conséquent le taux de croissance économique (Ehlich & lui (1999) ; Wei (2000) ; Li et al (2000). Aidt et al. (2008)]. De plus, Méon et Sekkat (2008) avancent que cette situation est reliée à la qualité du cadre institutionnel.

Cette situation est due à la recherche de rentes au détriment des activités productives.

Bhagwati (1982) et Murphy & al (1993) montrent que la corruption conduit à l'orientation de l'investissement vers les activités de rente au détriment des investissements productifs.

Johnson (1998) et Hessel & Murphy (2003) trouvent que la taille de l'économie informelle dépend du niveau de la corruption. Dreher & Schneider (2010) montrent que la corruption et l'économie souterraine sont complémentaires dans les pays à faible revenu où la corruption favorise l'économie souterraine. Ils constatent aussi que la réglementation plus stricte tend à accentuer à la fois la corruption et l'économie souterraine.

7. La corruption comme un moyen de facilitation des transactions courantes :

70% des enquêtés (échelons de 6 à 10) croient que **la petite corruption facilite les transactions courantes (modalité 14.1)**. L'analyse des résultats relatifs à cette modalité par référence aux critères de l'âge et du niveau de revenu apporte les clarifications suivantes :

Pour le critère de l'âge, on remarque une tendance décroissante du taux d'acceptation de la petite corruption en fonction de l'âge comme le montre ce tableau :

Age	Entre 18 et 25 ans	Entre 26 et 35 ans	Entre 36 et 45 ans	Entre 46 et 55 ans	Plus de 55 ans
Pourcentage des enquêtés qui pensent que la corruption facilite les affaires quotidiennes	75 %	73 %	67 %	69 %	63 %

Ceci laisse à penser que les générations récentes ont une propension à accepter le phénomène de la corruption d'une façon plus importante que celle des personnes plus âgées. Un tel constat nous pousse à poser les questions suivantes :

Est-ce qu'il y a une relation significative entre l'âge et l'acceptation de la corruption ?

Est-ce que l'acceptation de la corruption est une variable qui pourrait être expliquée par l'âge ou l'effet de génération ?

Les jeunes (âgés entre 18 et 25 ans) seront-ils moins tolérants à la corruption comme moyen de facilitation des affaires, lorsqu'ils atteindront un âge dépassant 65 ans ?

Une étude sociologique pourrait alors apporter des éléments de réponse à cette tendance.

En se référant au critère du revenu, on trouve que les personnes ayant un revenu compris entre 401 et 1200 DT sont ceux qui sont les plus favorables (moyenne de 70 %) à la petite corruption comme un facteur bénéfique pour faciliter les affaires quotidiennes :

Revenu	Moins de 400 DT	Entre 401 et 800 DT	Entre 801 et 1200 DT	1201 1600 - DT	Plus de 1600 DT
Pourcentage des enquêtés qui pensent que la corruption facilite les affaires quotidiennes	64%	72%	79%	68%	53%

Un pourcentage non négligeable, avoisinant 70% des enquêtés, considèrent que la corruption peut avoir un effet positif sur la réduction de la complexité administrative (coût, délai, etc).

Le croisement des résultats relatifs à cette modalité avec ceux de la question 8, nous montre parmi les 268 personnes qui ont été confrontées à une situation de corruption (27% des enquêtés), 193 personnes (72% des 268) déclarent que la corruption peut avoir des effets positifs sur les affaires courantes.

En revenant aux résultats de la question 9, on trouve que ceux qui considèrent à la fois la corruption comme un acte facilitant les transactions courantes et comme étant une habitude représentent 31% des enquêtés alors que ceux qui la considèrent comme une pratique facilitant les transactions courantes ainsi qu'une nécessité représentent 36% des enquêtés.

Cette situation semble être surprenante puisqu'elle n'a pas été traitée par les études similaires en Tunisie. Mais une telle situation

n'est pas si étrange étant donné qu'elle a été déjà étudiée par plusieurs auteurs Leff (1964), Huntington (1968) et Leys (1970), depuis les années 60, surtout pour le cas des pays en développement. Des auteurs comme Rose Ackermann (1978) et Hellman, Jones & Kaufmann (2000) ont montré que la corruption peut réduire ou même éliminer la bureaucratie et le temps oisif et par conséquent minimiser les coûts.

Section 4

La lutte et la dénonciation de la corruption

La lutte contre la corruption commence tout d'abord par l'évaluation des efforts consentis dans le combat contre ce fléau pour ensuite identifier et mettre en œuvre les mécanismes nécessaires pour le combattre. Dans cette partie, dix questions ont été posées aux Tunisiens relativement à la lutte contre la corruption et à la dénonciation de ce phénomène.

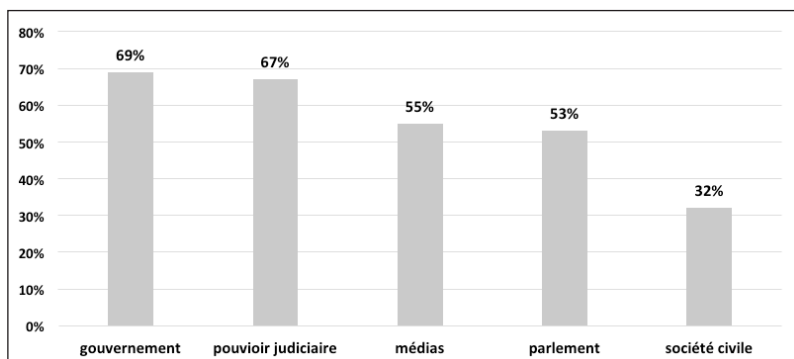
1. La Lutte contre la corruption

Cette partie a été couverte par sept questions qui portent sur la perception des tunisiens relativement aux efforts consentis par les institutions gouvernementales et non gouvernementales à combattre la corruption, aux rôles des instances et des citoyens à lutter contre ce fléau et aux facteurs qui peuvent persuader le Tunisien à ne pas participer à un acte de corruption.

1.1 Efforts des instances gouvernementales et non gouvernementales

La première question est relative à la perception des tunisiens des efforts que des institutions gouvernementales et non gouvernementales déploient pour lutter contre la corruption (Figure 22). L'enquête révèle que la majorité des tunisiens considèrent que ces institutions ne font pas assez d'efforts pour combattre ce fléau.

Fig 22 : Perceptions des efforts fournis par les institutions gouvernementales et non gouvernementales (efforts insuffisants)



Tel que démontré par les chiffres suivants, il existe des différences importantes, selon les revenus des tunisiens, dans la perception des institutions gouvernementales et non gouvernementales dans leurs efforts de lutte contre la corruption. Nous présentons ci-après quelques chiffres pour démontrer ces écarts qui peuvent s'élever dans certaines situations à plus que 30% de différence :

1. le gouvernement (69%) : 85% des personnes qui ont un revenu entre 1200DT et 1600DT pensent que le gouvernement ne fait pas assez d'efforts pour combattre la corruption. Cependant, seulement 59% des personnes qui gagnent moins de 400DT trouvent que le gouvernement ne fait pas assez d'efforts.

2. le pouvoir judiciaire (67%) : 70 % des hommes perçoivent que le pouvoir judiciaire ne fait pas assez d'efforts pour combattre la corruption contrairement à 64% des femmes.

3. les médias (55%) : 65% des personnes qui ont un revenu entre 1200DT et 1600DT pensent que les médias ne font pas assez d'efforts pour combattre la corruption. Cependant, seulement 50% des personnes qui gagnent moins de 400DT trouvent que les médias ne font pas assez d'efforts.

4. Le parlement (53%) : 65% des personnes qui ont un revenu entre 1200DT et 1600DT pensent que le parlement ne fait pas assez d'efforts pour combattre la corruption. Cependant, seulement 45% des personnes qui gagnent moins que 400DT trouvent que le parlement ne fait pas assez d'efforts.

5. la société civile (32%) : 36% des hommes perçoivent que la société civile ne fait pas assez d'efforts pour combattre la corruption contrairement à 28% des femmes. 33% des personnes qui ont un revenu moins que 400DT pensent que la société civile ne fait pas assez d'efforts pour combattre la corruption. Cependant, 40 % des personnes qui gagnent entre 800DT et 1200DT trouvent que la société civile ne fait pas assez d'efforts.

À cet effet, les principales raisons évoquées par les tunisiens pour expliquer ces insuffisances sont la complicité avec le système de corruption, un manque de professionnalisme, un manque de sensibilisation ou l'indifférence face au système.

1.2 Confiance dans les institutions

Malgré cette perception négative sur les efforts déployés pour lutter contre la corruption, le tunisien a encore confiance dans le système dans lequel il vit. En effet, le tunisien voit que les instances gouvernementales et non gouvernementales peuvent jouer un rôle prépondérant dans la lutte contre la corruption (Figure 23). Il perçoit à différents degrés les instances les plus appropriées à combattre ce fléau. Dans ce contexte, la perception des rôles de ces instances prend des différences assez importantes selon la catégorie sociale des gens telle que démontrée par les chiffres suivants :

1.une commission de lutte contre la corruption (79%) : 93% des personnes qui ont un revenu plus que 1600DT pensent qu'une commission de lutte anti-corruption est appropriée à combattre ce fléau. Cependant, seulement 81% des personnes qui gagnent moins que 400DT le pensent.

2.les organismes de contrôle (78%) : 93% des personnes qui ont un revenu plus que 1600DT pensent que les organismes de lutte et de contrôle contre la corruption sont appropriés à combattre la corruption. Cependant, seulement 79% des personnes qui gagnent moins que 400DT trouvent que ces organismes sont les plus appropriés.

3.la justice (74%),

4.les médias (68%) : Également, 100%^[1] des personnes qui ont un revenu plus que 1600DT pensent que les médias sont appropriés à combattre la corruption. Cependant, seulement 71% des personnes qui gagnent moins que 400DT trouvent que les médias le sont.

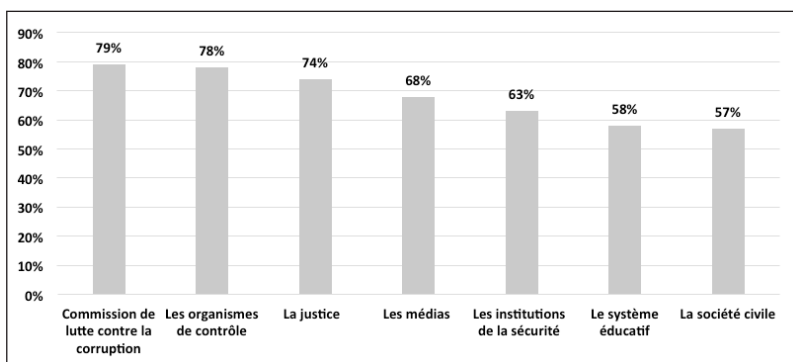
5.les institutions de la sécurité (63%) : 80% des personnes qui ont un revenu supérieur à 1600DT trouvent que les institutions de sécurité sont appropriées à combattre la corruption contre 58% pour ceux qui ont un revenu entre 1200DT et 1600DT.

6.le système éducatif (58%), et

7.la société civile (57%) : 73% des personnes qui ont un revenu entre 800DT et 1200DT pensent que les associations de la société civile sont appropriées à combattre la corruption. Cependant, seulement 60% des personnes qui gagnent plus que 1600DT trouvent que les associations de la société civile sont appropriées.

[1] Sous réserve que ce chiffre ressort de l'échantillon de l'étude et ne peut représenter cette frange de la population.

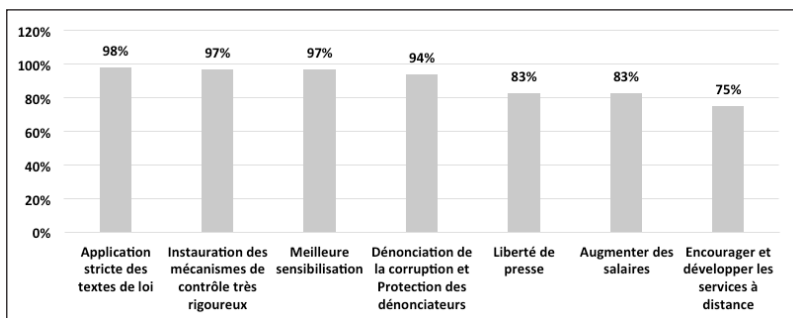
Fig 23 : Les instances les plus appropriées à lutter contre la corruption



1.3 Les moyens de lutte contre la corruption

Le tunisien prévoit plusieurs moyens qui peuvent être mis à contribution afin de lutter contre la corruption (Figure 24). Les trois premiers moyens sont l'application stricte de la loi (98%) l'instauration de mécanismes de contrôles et la sensibilisation (97%). D'autres moyens sont également identifiés : la mise en place de moyens de dénonciation (94%), la liberté de presse (83%), l'augmentation des salaires (83%) et le développement des services à distance (75%).

Fig 24 : Moyens de lutte contre la corruption



L'analyse statistique montre que ces moyens peuvent se résumer en quatre moyens pour combattre la corruption :

1. Application stricte de la loi et mise en œuvre des mécanismes de contrôle,
2. Amélioration des conditions de travail,

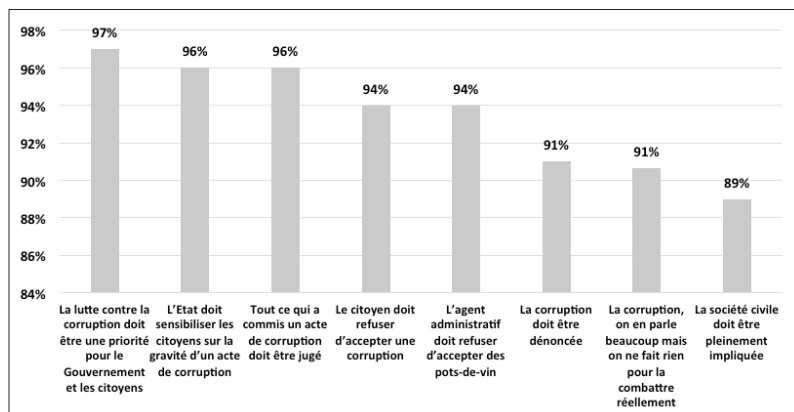
3.Liberté de la presse,

4.Sensibilisation et dénonciation de la corruption.

On remarque que le tunisien accorde plus d'importance à l'application stricte de loi et à l'instauration des mécanismes de contrôle. Les organismes de contrôle peuvent jouer un rôle important pour combattre la corruption. Même si ce rôle n'est pas assigné aux contrôleurs, ces derniers peuvent combattre ce fléau en détectant des documents falsifiés, des achats personnels, des pratiques illégales dans la gestion des appels d'offres ou des évasions fiscales (Alastair, 2008). Le degré de liberté de presse est aussi intimement lié au degré de corruption d'une nation : plus les médias sont libres, moins la corruption est importante dans une nation (Camaj, 2012) (Ahrend, 2002) (Brunetti et al. 2003) (Chowdhury, 2004). La société civile peut jouer, à son tour, un rôle très important dans la lutte contre la corruption en faisant pression sur les gouvernements. Cette pression générerait une volonté politique visant à éradiquer cette pratique (OCDE, 2003). Finalement, l'augmentation des salaires ne peut, à elle seule, garantir une baisse de la corruption (Herfeld et al, 2003) (Rauch et al., 2000) (Treisman, 2000) (Swamy et al., 2001). Cependant, une étude (Di Tella et al, 2003) montre qu'un bon salaire combiné avec des mécanismes de contrôle rigoureux peut mener à une baisse de la corruption. Mais il faut noter que ces différents éléments soulevés par les tunisiens ne concordent pas exactement avec les recommandations de la Banque Mondiale qui, à l'augmentation des salaires, ajoute la transparence, la signature de conventions internationales, l'élimination de la bureaucratie, l'utilisation des nouvelles technologies et la rigueur des procédures pour les transferts d'argent.

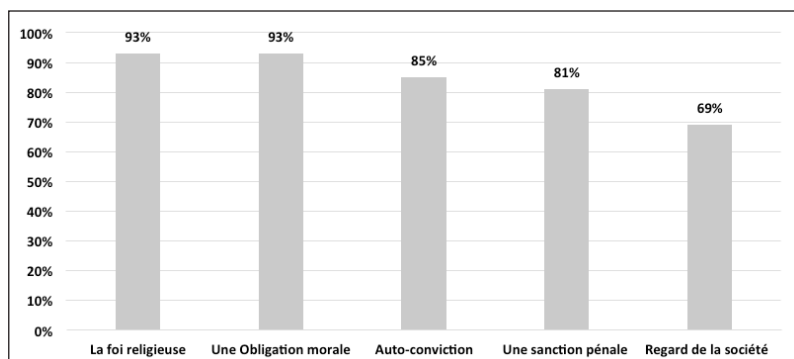
Tel que stipulé, 27% des tunisiens affirment avoir participé à un acte de corruption. Mais, le tunisien pense que la lutte contre la corruption doit être une priorité pour le gouvernement et les citoyens (97%), toute personne qui subit un acte de corruption doit la dénoncer (96%), que le citoyen doit refuser la corruption quelle que soit la situation dans laquelle il se trouve (94%), que l'agent public doit refuser également toute forme de corruption quelles que soient les conséquences de ce refus (94%), que toute personne ayant commis un acte de corruption doit être jugée (96%) et que finalement la corruption, quoiqu'on en parle beaucoup, on ne fait rien pour la combattre réellement(91%). La Figure 25 précise dans le détail les différents résultats obtenus.

Fig 25 : Position relative à la lutte contre la corruption



Dans ce contexte, le tunisien croit que certains éléments peuvent l'empêcher de commettre un acte de corruption (Figure 26). Ce qui ressort est que l'obligation morale et la foi religieuse (93%) se situent en tête de tous les autres facteurs de prohibition d'un tel acte. D'autres facteurs peuvent également inhiber la corruption chez le tunisien tels que la sanction pénale (81%), le regard de la société (69%) et la conviction personnelle (85%). Ces résultats sont conformes aux résultats qu'a trouvés Marquette, (2014) qui montrent que l'aspect religieux et moral est considéré par les gens comme important pour empêcher une personne de participer à un acte de corruption.

Fig 26 : les raisons qui empêchent un acte de corruption



2. La dénonciation

La dénonciation permet à une personne de reporter aux autorités des témoignages sur des cas de corruption. Cependant, il est important de noter que la dénonciation ne peut avoir l'effet escompté et ne devienne efficace que si « l'État (i) condamne comme « crime » la « corruption » et (ii) constitue un destinataire d'information fiable, démontrant la capacité et la volonté de tenir les coupables pour responsables ». (Delmas, 2014). Si « la condition (ii) n'est pas satisfaite, les citoyens ne sont pas moralement obligés d'informer le gouvernement, mais ils ont un devoir d'informer le public, et cela, même lorsque la cible est le gouvernement et la dénonciation est dangereuse et illégale » (Delmas, 2014).

Dans le cadre de la présente étude, 91% des tunisiens appellent à la dénonciation de la corruption. Plusieurs moyens de dénonciation ont été proposés aux tunisiens pour dénoncer cette pratique. Cependant, les moyens proposés varient selon l'importance d'une catégorie sociale à une autre. Cette différence d'appui dans les catégories sociales peut atteindre les 40%. Voici les chiffres relatifs à ces différences :

1. En parler à travers les média sociaux (50%) : 67% des personnes qui gagnent entre 400 DT et 1200DT soutiennent cette initiative contre 48% pour celles qui gagnent moins que 400DT.

2. Signer une pétition (40%) : les personnes qui gagnent 1600DT l'approuvent à 87% tandis que ceux qui ont un revenu moins que 400DT l'appuient uniquement à 46%.

3. Participer à une manifestation pacifique (37%) : les personnes qui gagnent moins que 400DT appuient à 39% la participation à une manifestation contre 60% pour ceux qui gagnent plus que 1600DT.

4. Adhérer comme membre actif à une organisation qui œuvre pour réduire la corruption (47%) : 68% des personnes qui gagnent entre 800DT et 1200Dt affirment qu'ils intègrent une association de lutte contre la corruption contre 40% pour les personnes qui gagnent plus que 1600DT.

5. Contacter les médias et déclencher un scandale (48%) : 46% des personnes qui gagnent plus que 1600DT appuient le fait de contacter la presse pour faire un scandale sur la corruption contre 76% pour ceux qui gagnent entre 1200DT et 1600DT.

6. S'adresser aux autorités (44%) : 62% de ceux qui gagnent entre 800DT et 1200DT le feront contrairement à 46% de ceux qui gagnent moins que 400DT.

Encadré 5 : Cas de dénonciation d'une affaire de corruption en Tunisie

Deux agents de la télévision tunisienne arrêtés pour corruption

Deux agents de la production de la chaîne nationale Al Wataniya 2 (le directeur de la production et son adjoint) ont été arrêtés hier, mercredi 21 mai 2014, et se trouvent actuellement au district de Grombalia.

Les deux agents sont impliqués dans une affaire de corruption.

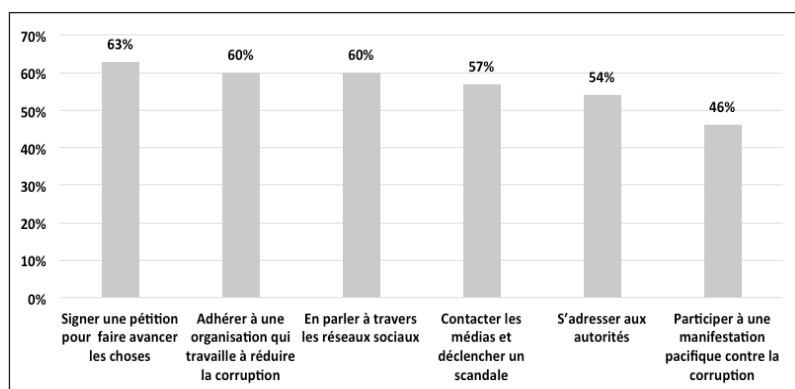
Une citoyenne a déposé une plainte qui a avancé que les deux concernés ont perçu de l'argent en échange de sa participation dans une émission télévisée « sociale ».

La télévision nationale a rapidement réagi à cette affaire et condamne, dans un communiqué rendu public aujourd'hui, cet agissement si l'enquête révèle qu'il y a réellement une affaire de corruption. « En cas de confirmation de cette affaire, il s'agit d'une exception qui ne concerne pas tous les employés », lit-on dans le même communiqué. La télévision nationale assure en outre que les mesures disciplinaires nécessaires seront prises à l'encontre des deux agents.

Journal électronique Investir en Tunisie 22/05/2014

La figure 27 montre les résultats relatifs aux moyens que le citoyen peut utiliser pour lutter contre la corruption.

Fig 27 : La solution pour faire entendre sa voix

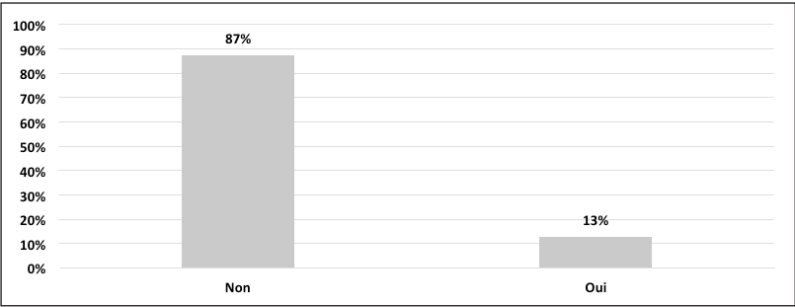


D'après l'analyse ACP, il existe deux solutions idéales pour faire entendre sa voix dans la lutte contre la corruption :

- 1.la participation active à travers la signature d’une pétition, la participation à une manifestation pacifique ou l’adhésion à une organisation qui travaille à réduire la corruption.
- 2.La dénonciation à travers les réseaux sociaux, les médias et auprès des autorités.

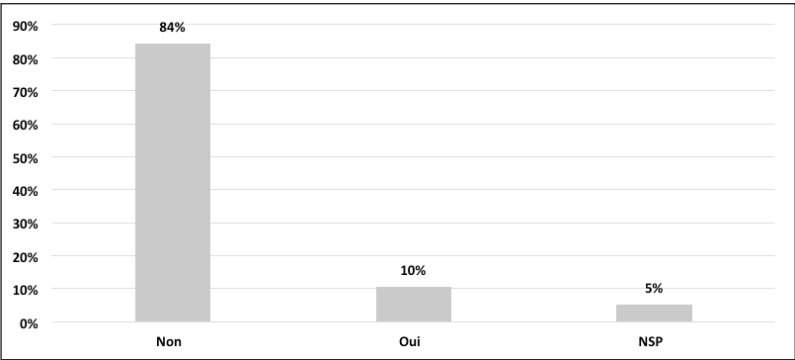
Quand on demande aux tunisiens s’ils pensent que leurs voix seront entendues lorsqu’ils dénoncent la corruption (Fig. 28), 87% répondent que non. On peut en conclure que le tunisien n’a pas encore confiance dans ses institutions.

Fig 28 : Votre voix sera entendue auprès des institutions concernées



Un travail de longue haleine reste donc à accomplir afin d’établir ce lien de confiance entre les autorités et les citoyens. Le sondage fait ressortir que 84% des tunisiens qui ont été victime d’actes de corruption n’ont jamais dénoncé cet acte parce que (58%) des tunisiens pensent que cela ne sert à rien et que 20% des tunisiens ne savent même pas à qui il faut s’adresser pour dénoncer un acte de corruption. (Fig 29)

Fig 29 : pourcentage des tunisiens qui ont dénoncé un cas de corruption aux autorités compétentes



Encadré 6 : Cas 2 de dénonciation d'une affaire de corruption en Tunisie Tentative de corruption d'une journaliste de La Presse par un candidat à la présidentielle

Intervenue sur les ondes de ShemsFM, la journaliste au journal «La Presse», Awatef Souidi, a déclaré, mercredi 19 novembre 2014, a indiqué qu'elle a été victime d'une tentative de corruption de la part d'un candidat à l'élection présidentielle.

Souidi a déclaré lors de l'émission Studio Shems avec Hamza Balloumi, qu'elle a interviewé un candidat à l'élection présidentielle au QG de sa campagne électorale et qu'elle a demandé à la fin de la rencontre un verre d'eau. «J'ai alors été surprise de voir le candidat mettre la main à la poche et retirer une liasse de billets et se mettre à les compter. Il m'a ensuite tendu l'argent que j'ai refusé en annonçant que ce que je voulais c'était réellement un verre d'eau» a déclaré la journaliste de La Presse.

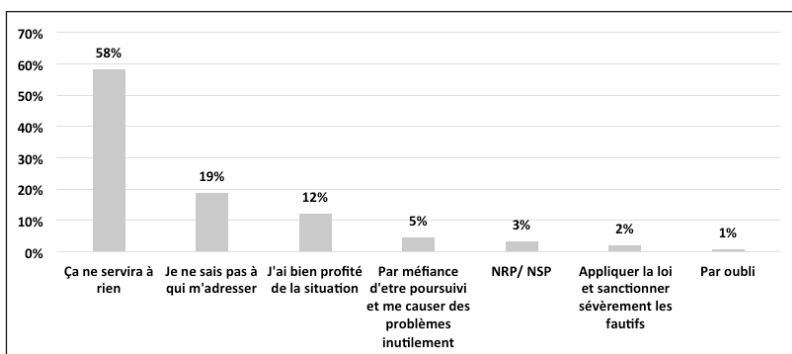
Awatef Souidi a précisé lors de son intervention téléphonique qu'elle a pris contact par la suite avec la HAICA pour savoir comment réagir à cet incident sur le plan professionnel «la HAICA nous a suggéré de publier l'interview en divulguant l'incident et le nom du candidat à la présidentielle ou de ne rien publier du tout... nous avons alors opté pour la dénonciation de l'incident pour que ce genre d'agissements ne se reproduit plus».

Awatef Souidi a ajouté qu'elle n'a aucun différend personnel avec le candidat en question et qu'elle a tenu à dénoncer cet incident pour que ceux qui sont habitués à traiter avec les journalistes sous la dictature sachent que les choses ont changé.

Source : Site Radio Shems Fm 19/11/2014

Plusieurs raisons ont conduit le tunisien à ne pas dénoncer la corruption. La principale raison (58%) est que ce dernier pense qu'il s'agit d'une initiative vaine. La Figure 30 montre d'autres motifs qui peuvent empêcher le tunisien de dénoncer la corruption.

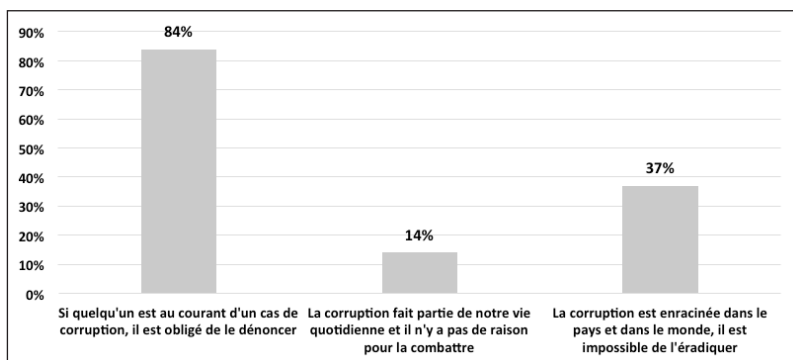
Fig 30 : Raisons de non dénonciation de la corruption



3. Conseils du tunisien

Tel que le démontre la Figure 31, le tunisien pense (77%) qu'il faut dénoncer la corruption, qu'elle doit être combattue (79%) bien qu'elle soit enracinée et qu'il est impossible de l'éradiquer (28%).

Fig 31 : le tunisien et la corruption



Finalement, nous avons demandé au tunisien les mesures qu'il prendrait s'il avait le pouvoir de diriger la Tunisie. Ce dernier nous a proposé plus de 27 idées qui, selon lui, concourent toutes à combattre la corruption. Ces idées se répartissent à différents pourcentages. Les trois principales idées proposées par les tunisiens sont l'application de la loi (29%), l'instauration de mécanismes de contrôle (21%), la poursuite des malfaiteurs en justice (19%) et la mise en place de campagnes de sensibilisation (11%). Ces idées sont conformes à ce qui a été avancé par les tunisiens dans les moyens de lutte contre la corruption. Selon eux aussi, les instances de justice doivent reprendre et accomplir leurs tâches en appliquant à la lettre la loi face à des situations de corruption. Les organismes de contrôle peuvent également permettre de réduire la corruption en ayant les outils nécessaires à leur disposition pour le faire. Ainsi, nous pouvons déduire que le tunisien croit aux outils de sensibilisation et perçoit qu'il faut mobiliser davantage les citoyens contre la corruption et les conscientiser de ses effets négatifs sur l'économie et sur la société en général.

Chapitre IV

LES RECOMMANDATIONS



Avant de présenter nos recommandations, il serait judicieux de se rappeler les préalables suivants :

- Le degré de corruption en Tunisie, qui selon cette étude avoisine les 27%, est en réalité **un symptôme de la faiblesse du modèle de gouvernance et un signe de dysfonctionnement administratif**. Aussi, pour réussir la lutte contre la corruption, faut-il cibler l'environnement de gouvernance avant d'attaquer directement les comportements corrompus. Dans un environnement aussi imprégné par la faible gouvernance, les différentes initiatives anti-corruption n'auront pas, comme en témoigne les expériences comparées, l'impact escompté. Ainsi, la création des instances de lutte contre la corruption, les campagnes de sensibilisation et même les projets de décentralisation seront tous voués à l'échec ou auront un impact limité, tant que le système de gouvernance continue à véhiculer les mêmes maux. En plus, comme l'a bien exprimé Kaufmann ces réformes peuvent être des *« expédients politiques adoptés en réponse aux pressions exercées sur les gouvernements pour qu'ils agissent contre la corruption, au lieu des réformes plus fondamentales et systémiques de la gouvernance qui s'imposeraient. »*

- **La corruption n'est pas une fatalité**, il ne faut pas céder devant cet argument avancé malheureusement par de nombreux tunisiens qui croient à tort qu'il est vain de combattre la corruption.

- **Il est nécessaire de poursuivre l'effort de l'ancrage de ce phénomène dans son contexte** sectoriel et même interne à chaque institution. En plus, il faut étudier ses différents aspects psychologiques, sociologiques, économique, politiques... et comprendre comment un tel fléau s'est tellement propagé qu'il est devenu un comportement accepté, justifié, banalisé et non condamné.

- **La lutte contre la petite corruption ne peut s'exécuter indépendamment de la grande corruption**, étant donné que ces deux formes se contaminent l'une par l'autre et qu'on ne peut maîtriser l'une sans combattre l'autre. Pour cela, il faut lutter sur les deux fronts même si les techniques de lutte se différencient. D'autant plus que, lorsque la grande corruption continue à bénéficier de l'impunité, cela ne fait qu'accentuer l'ampleur de la petite corruption. N'oublions pas que le système de Ben Ali a créé un climat de tolérance délibérée envers la petite corruption rien que pour légitimer la grande corruption.

- **La lutte contre toutes les formes de corruption ne peut être que de longue haleine** qui commence tout d'abord par un diagnostic préalable de toutes les actions entreprises depuis la révolution tunisienne, pour enfin **mettre en œuvre une action globale, concertée, rapide et efficace de lutte contre la corruption** et rompre avec les actions séparées et dispersées qui sont pratiquées aujourd'hui en Tunisie.

Les 5 recommandations

1- Fonder un climat de confiance entre les Tunisiens et les autorités publiques

Et ce à travers un engagement indéfectible et sans faille des autorités afin de lutter contre la corruption puisque le silence face à ce fléau ne fait qu'éroder la confiance dans les institutions étatiques et vouer à l'échec les initiatives de réformes. Ce climat de confiance peut être édifié à travers :

- la création d'outils efficaces de dénonciation de la corruption, et veiller à ce que toute plainte ou information alléguant des actes de corruption fassent rapidement l'objet d'une enquête, de rendre compte et d'informer les plaignants ainsi que l'opinion publique sur les mesures prises au niveau de chaque enquête.
- Démontrer cet engagement via la communication périodique des résultats sur les poursuites engagées et les condamnations prononcées par la justice tunisienne dans des affaires de corruption. Ce type de communication permet de limiter le degré de scepticisme du tunisien quant au degré d'engagement de l'Etat par rapport à la lutte contre ce phénomène.

2- Améliorer les mécanismes de contrôle et de lutte contre la corruption

Selon les résultats de cette étude, le Tunisien voit que le renforcement des mécanismes de contrôle est le moyen le plus adéquat pour maîtriser la petite corruption. Ainsi, en tant que crime très volatile, difficile à prouver et à dénoncer il serait plus judicieux de maîtriser les racines du mal plutôt que ces symptômes. Un tel processus ne peut se faire sans le recours à un diagnostic détaillé de la situation de gouvernance dans une administration publique, ce qui permet de **cartographier les risques** de corruption et de détecter les failles de gouvernance à travers lesquels la corruption trouve un terrain fertile pour se propager.

Ce diagnostic peut être entrepris par les corps de contrôle général, la cour des comptes, les inspections départementales, les unités d'audit interne et de contrôle de gestion, puisqu'ils sont les mieux outillés pour diagnostiquer le système de contrôle interne relatif à chaque institution publique. Toutefois, il est important de renforcer ces organismes d'audit public et de les doter des moyens nécessaires pour accomplir leurs missions. L'exemple des corps de contrôle général est très révélateur, puisque ces corps souffrent depuis leur création de problèmes structurels faisant d'eux des entités neutralisées en matière de lutte contre la corruption (Les possibles instrumentalisations des rapports d'audit, le pouvoir discrétionnaire du ministre à déclencher des missions d'audit). En plus, il faut continuer à former les contrôleurs afin qu'ils puissent maîtriser les outils de détection de la corruption qui n'est pas perceptibles avec les outils classiques et la publication des rapports d'audit en conformité avec l'engagement pris par la Tunisie en 2014 dans son plan d'action de l'Open Government Partnership.

3-Consolider les réformes administratives et accélérer leur rythme

Ces réformes doivent être orientées, dans une durée réduite, vers une **réduction significative de la complexité et de la charge administrative** subie par les citoyens et les entreprises. Dans ce cadre, et en se référant aux expériences réussies à l'échelle internationale, il serait nécessaire d'adopter à grande échelle des mécanismes tels que la guillotine réglementaire, le Lean management (*un système d'organisation du travail qui cherche à éliminer les gaspillages qui réduisent l'efficacité et la performance d'une entreprise*) et le Peer-Review (*révision par les pairs*),

L'importance doit aussi être accordée à **l'amélioration de la qualité des services publics**, en se référant à des normes adéquates comme *le label marhaba*, surtout que la qualité du service est un indicateur du degré de la corruption dans une administration publique,

De plus, le processus de **dématérialisation des procédures administratives** (en front office et back office) doit être repris et renforcé afin de diminuer les risques de corruption, grâce à la fois à une réduction des contacts entre agents administratifs et administrés ainsi qu'à un respect strict et plus rigoureux des délais administratifs. Cette démarche ne doit pas toutefois négliger les difficultés qu'ont certaines personnes à accéder aux services en ligne en leur fournissant l'assistance nécessaire. L'implémentation d'un « **Gouvernement**

Électronique », visant à promouvoir la transparence dans les transactions entre les citoyens et le gouvernement permet également de diminuer le pouvoir discrétionnaire des agents publics qui traitent en première ligne les requêtes des citoyens. De même, le citoyen saura exactement ce qu'il doit fournir au gouvernement et bien connaître les délais de traitement de sa requête. Le Gouvernement électronique permet une meilleure circulation de l'information au sein des institutions de l'État (centrales, et locales) et permet une meilleure synchronisation des processus d'affaires gouvernementaux tout en diminuant l'intervention humaine.

Les réformes administratives doivent aussi mettre en place **des mécanismes qui assurent l'opposabilité des procédures administratives et leur application impartiale**. Il peut s'agir de garanties juridiques tels qu'une meilleure transparence de ces procédures, des moyens de recours plus clairs en cas de non-respect et des sanctions plus dissuasives en cas de fautes commises ou de dépassements. Il peut aussi s'agir d'engagements sous forme de déclaration de service ou de charte de qualité.

4- Activer le système de redevabilité à travers les médias et la société civile

Ces intervenants doivent faire preuve d'objectivité et d'originalité, se démarquer des querelles et des tractations politiques et veiller à ne pas être des antichambres de « *l'anticorruption business* ». Ces entités peuvent mettre à la disposition des citoyens des moyens qui les impliquent dans le système de redevabilité et en même temps continuer à interpellier les pouvoirs publics sur l'obligation de s'engager d'avantage dans la lutte contre la corruption. Les syndicats, la famille, l'école, la mosquée et les partis politiques doivent aussi jouer un rôle en tant qu'espaces sociaux d'apprentissage des valeurs de la transparence et de la lutte contre la corruption.

5- Faire de l'obligation de transparence une obligation portée à l'administration publique

Dans le sens où c'est à cette dernière de promouvoir la transparence de ses procédures par tous les moyens possibles et non seulement via les moyens électroniques. Communiquer des informations exactes et complètes sur les activités du gouvernement et informer les tunisiens sur la façon dont il dépense les deniers publics et gère ses programmes. D'un autre côté, **l'accès à l'information** est un puissant outil de dévoilement de la corruption et ce à travers l'application effective des lois relatives à la liberté d'information.

Bibliographie

- Alam, (1989), "Anatomy of corruption: An approach to the political economy of underdevelopment", American Journal of Economics and Sociology.
- Alastair, E, (2008), "The Role of Supreme Audit Institutions in Combating Corruption", Anti Corruption Resource Center.
- Ahrend, r, (2002), "Press freedom, human capital and corruption", Delta working papers 2002- 11, Delta.
- Anderson and Tverdova, (2003), "Corruption, Political Allegiances, and Attitudes toward Government in Contemporary Democracies", American Journal of Political Science.
- Azfar et Gurgur, (2008), "Crime, Crime reporting and governance", Mimeo, IRI.
- Beets, S. Douglas. (2005), "Understanding the Demand Side Issues of International Corruption", Journal of Business Ethics 57, 65-81.
- Banque Mondiale (Mars 2014): "All in the Family, State Capture in Tunisia".
- Berg, Hahn et Schmidhauser, (1976), "Corruption in the American political system", General Learning Press.
- Bhagwati, (1982), "The welfare consequences of directly-unproductive profit-seeking (DUP) lobbying activities: Price versus quantity distortions", Journal of International Economics.
- Blackburn et al. (2008), "Corruption, seigniorage and growth: theory and evidence", CESifo working paper.
- Blundo (G) & De Sardan (O), (2001) "La corruption quotidienne en Afrique de l'Ouest", Politique Africaine, 83 : 8-37.
- Booth & Seligson, (2009), "The Legitimacy Puzzle in Latin America: Political Support and Democracy", Cambridge University Press.

- Brunetti, a. et Weder, b., (2003), "A free press is bad news for corruption", *Journal of public economics* 87 (7-8), 1801-24.
- Caiden, G. (2001), "Corruption and Governance", *Where Corruption Lives*, Caiden, G.; Dwivedi O.; JabbraJ.Eds., Kumarian Press: Bloomfield.
- Caiden, G., & Dwivedi, O. (2001), "Official Ethics and Corruption", *Where Corruption Lives*, (Eds.), Bloomfield: Kumarian Press.
- Camaj., L., (2012), "The Media's Role in Fighting Corruption: Media Effects on Governmental Accountability", *The International Journal of Press/Politics*, Vol.18, issue1, pp. 21-42.
- Chowdhury, s. k., (2004), "The effect of democracy and press freedom on corruption: an empirical test", *Economic letters* 85, 93-101.
- Centre Tunisien de Gouvernance des entreprises – IACE (2011) : "Indice de perception de la corruption par les citoyens».
- De Sousa, Luís (2008), "I don't bribe, I just pull strings: Assessing the Fluidity of Social Representations of Corruption in Portuguese Society", *Perspectives on European Politics and Society*, 9 (1): 8-23.
- Delmas, C., (2014), "The Civic Duty to Report Crime and Corruption", *The Ethics Forum*, Vol. 9, N. 1, p. 50-64.
- Di Tella, R. & Shargrodsky, E.,)2003), "The role of wages and auditing during a crackdown on corruption in the city of Buenos Aires", *Journal of Law and Economics*, 46, 1, pp. 269-292.
- Dreher & Schneider, (2010), "Corruption and the shadow economy: an empirical analysis", *Public Choice* Friedman et al. (2000), "Dodging the grabbing hand: the determinants of unofficial activity in 69 countries", *Journal of Public Economics*.
- Esarey, J, and Gina Chirillo (2013), "Corruption, Gender, and Institutional Context" *Politics and Gender* 9(4): 390-413.
- Forum universitaire tunisien (Mars 2014), « Diagnostic et prévention de la corruption dans le milieu universitaire tunisien : perceptions des acteurs et proposition d'une stratégie d'action ».

- Haque et Kneller, (2008), "Public Investment and Growth: The Role of Corruption, Centre for Growth and Business Cycle Research", University of Manchester, 2008.
- Ghura, 1998, "Tax Revenue in Sub-Saharan Africa-Effects of Economic Policies and Corruption (EPub)", International Monetary Fund.
- Graaf, G. (de) (2007), "Causes of corruption: Towards a contextual theory of corruption", *Public Administration Quarterly* 31: 39-86.
- Gupta et al., (2002), "Does corruption affect income inequality and poverty?", *Economics of Governance*, Springer.
- Hadjaj, (2003), "Algeria: A Future Hijacked by Corruption, Mediterranean Politics", *Mediterranean Politics*, Volume 12, Issue 2.
- Heidenheimer, (1970) , "Political corruption : Readings in comparative analysis", New York Holt.
- Heidenheimer, Johnston et Levine, (1970), *Political corruption*, New York: Holt, Rinehart & Winston.
- Herzfeld, T. et Weiss, C. (2003), "Corruption and legal effectiveness: An empirical investigation", *European Journal of Political Economy* 19, 621-632.
- Hessel & Murphy, (2003), "Stealing the State, and Everything Else: A Survey of Corruption in the Post-communist World", Transparency International Centre for Innovation and Research.
- Hunt, J. (2004), "Trust and Bribery: The Role of the Quid Pro Quo and the Link with Crime," NBER Working Papers 10510, National Bureau of Economic Research, Inc.
- ITCQ, (2013), "Climat des affaires et compétitivité de l'entreprise, résultats de l'enquête compétitivité, 2013"
- Johnston M., (1996), "The search for definitions: the vitality of politics and the issue of corruption", *International social science journal* 48.
- Hellman, Jones & Kaufmann, (2000), "Seize the state, seize the day: state capture and influence in transition economies", *Journal of Comparative Economics*.

- Klitgaard, (1989), "Controlling corruption", Univ of California Press".
- Krueger, (1974), "The political economy of the rent-seeking society", The American economic review.
- Lambsdorff, J. G., (1999), "The Transparency International Corruption Perceptions Index: Framework Document", Transparency International.
- Lambsdorff, J. G. et Cornelius, P., (2000), "Corruption, Foreign Investment and Growth", The Africa Competitiveness Report 2000/2001, ed. by K. Schwab, J.D. Sachs et al., joint publication of the WEF and the Institute for International Development, Harvard University. Oxford University Press, 70-78.
- Lavallée, E., Razafindrakoto, M. et Roubaud, F. (2010), «Ce qui engendre la corruption : une analyse microéconomique sur données africaines», Revue d'économie du développement, 24(3), 5-47.
- Lederman, Loayza, & Soares, (2005), "Accountability and corruption: Political institutions matter", Economics & Politics.
- Marquette., H., Pavarala., V., and Malik., K.K., (2014), "Religion and attitudes towards corruption in India: a collective action problem?", Development in Practice Volume 24, Issue 7, p. 854-866.
- Mitchell & Sellingson, (2002), "The Impact of Corruption on Regime Legitimacy", Cambridge Journal of Politics.
- Mocan, N. (2008), What Determines Corruption? International Evidence from Microdata, Economic Inquiry, 64(4), 439-510.
- Moran, J.(2001). "Democratic Transitions and Forms of Corruption", Crime, Law and Social Change 2001 (36), 379-393.
- Murphy & al., (1993), "Why is rent-seeking so costly to growth?", The American Economic Review.
- National Survey on Corruption in Greece (2012), Transparency International Greece,
- [http:// en.transparency.gr/download.aspx?file=/Uploads/ File/ NSCG2012_EN.pdf](http://en.transparency.gr/download.aspx?file=/Uploads/File/NSCG2012_EN.pdf)

- Negin et al, (2010), "The causal relationship between corruption and poverty: A panel data analysis", MPRA, Munich University.
- Nye, (1967), "Corruption and Political Development: A Cost-Benefit Analysis", American Political Science Review 51.
- Oasis kodila Tedika, (2012), « Aperçu empirique sur les causes de la corruption », Munich Personal Repec Archive.
- OCDE, (2003), "Fighting Corruption : What role for the civil society ? The experience of the OCDE", <http://www.oecd.org/daf/anti-bribery/anti-briberyconvention/19567549.pdf>
- OCDE (2013), «Le scan d'intégrité en Tunisie».
- OCDE, (2008), "OECD Glossary on Corruption 2008".
- Rose, Richard, and Doh C. Shin. (2001). "Democratization Backwards: The Problem of Third-Wave Democracies." British Journal of Political Science 31:331-54.
- Rose-Ackerman, (1978), "Corruption: A study in political economy", New York: Academic Press.
- Schulze, Gunther G., and Bjorn Frank. (2003), "Deterrence versus Intrinsic motivation: Experimental Evidence on the Determinants of Corruptibility." Economics of Governance 4 (2): 143-60.
- Sung, H.-E. (2004), "Democracy and Political Corruption: A Cross-National Comparison", Crime, Law and Social Change, 41(2), 179-193.
- Treisman, d. (2000), "The causes of corruption: a cross-national study", Journal of public economics, 76(3), 399-457.
- Van Klaveren, (1990), "The Concept of Corruption in Heidenheimer, AJ; Johnston, M; and LeVine", Political Corruption: A Handbook, NJ Transaction publishers.

Annexe 1

Questionnaire

		Questionnaire N°																					
Ville																							
Nom du répondant																							
No. de téléphone Fixe														Mobile									
Le nom de la société/ Cabinet																							
Genre		Homme					1						Femme					2					
Age		Entre 18 et 25 ans					1	Revenu					Moins de 400 DT					1					
		Entre 26 et 35 ans					2						Entre 401 et 800 DT					2					
		Entre 36 et 45 ans					3						Entre 801 et 1200 DT					3					
		Entre 46 et 55 ans					4						Plus de 1200 DT					4					
		Plus de 55 ans					5																
Statut		Profession libérale				Commerçant				Artisan													
Enquêteur						Nom																	
Superviseur						Nom																	
Date de l'interview						jj/mm/aa																	
Accompagné		Oui	1	Non	2						Par (nom)												
Back checked		Oui	1	Non	2						Par (nom)												

Bonjour, je suis je représente EMRHOD Consulting qui est une société d'études de marché et de sondage. Actuellement, nous menons une étude sur la relation administration - citoyen. Pourriez-vous SVP nous accorder quelques minutes de votre temps. Nous n'avons pas l'intention de vous vendre un produit ou de le promouvoir. Avant que nous commençons, je voudrais vous préciser que tout ce que vous allez dire sera strictement confidentiel et que votre identité ne sera en aucun cas révélée.

عالمسالة أنا.....أمثل شركة مختصة في دراسات السوق و سير الأراء. حاليًا قاعدين إبتقوم بدراسة السوق حول علاقة المواطن بالإدارة بصفة عامة، تتجشمي من فضلك تعطيني شوية من وقتك باش نسنالك بعض الأسئلة. ماعندناش النية باش إبتيعوك بضاعة ولا نعملو إشهار. قبل مايبداو حيت إنفك إلي كل شئ مش نقولو يقعد في كنف السرية التامة كذلك الهوية متاعك زادة مش تقعد في كنف السرية

I – INTRODUCTION : ELEMENTS D'IMAGE ET PERCEPTION DE L'ADMINISTRATION

الصورة و رؤية المواطن تجاه الإدارة

Q1 – D'une manière générale, vous trouvez que l'IMAGE de l'administration Tunisienne est : بصفة عامة إسنًا الصورة التي تحملها على الإدارة التونسية

Très bonne	Bonne	Moyenne	Mauvaise	Très mauvaise	NSP
باهية برشا	باهية	متوسطة	خائية	خائية برشا	لا أعرف

Q2- Je vais vous citer quelques constats et vous allez me dire si vous êtes : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord, pas du tout d'accord.

مش نعطيك بعض الإقتراحات بخصوص الإدارة العمومية وإنت تأني موافق برشا ، موافق ، موافق ، موافق ، موافق بالكل

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord	NSP	NRP
	موافق برشا	موافق	موافق	موافق	لا أعرف	لا إجابة
Des procédures complexes et lentes إجراءات/تتاليب معقدة ومطولة						
Le non respect des délais مفاش إحترام لأجل تقديم الخدمة المطلوبة						
Les procédures prennent beaucoup de temps الإجراءات الإدارية تتطلب برشا وقت						
Les délais ne sont pas déterminés أجل اسناد الخدمة غير معروفة أو مضبوطة						
Manque de sérieux et de responsabilité au niveau du respect des horaires de travail نقص في احترام أوقات العمل						
Favoritisme et ségrégation dans le traitement des dossiers et des demandes المحابية والتمييز بين الأشخاص في معالجة المطالب والملفات						
Manque d'organisation الإدارة منظمة						
Indifférence vis-à-vis du citoyen اللامبالاة تجاه المواطن						
Manque en termes d'information et d'orientation نقص في التوجيه والإعلام						

Q3- Comment qualifiez-vous l'agent/fonctionnaire au sein de l'administration publique ?

كيفاش توصف الموظف في الإدارة العمومية خلال أدانو لوظيفته

Dites si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord, pas du tout d'accord. فلي

كانك موافق برشا موافق موافق موافق موافق بالكل

Enq : En assisté

	Tout à fait d'accord موافق برشا	Plutôt d'accord موافق	Plutôt pas d'accord موافق موافق	Pas du tout d'accord موافق موافق بالكل	NSP لا أعرف	NRP لا إجابة
Honnête ثقة						
Compétent كفء						
Courtois, poli et Souriant مهذب و مؤدب و بشوش						
A l'écoute de l'Usager يستمع إلى المواطن						
Accessible سهّل الوصول إليه						
Disponible موجود وقتلي تيدا حاجتك بيه						
Présentable حسن المظهر						
Efficace سريع في إنجاز مهامه						

Q4- Classez les qualités dont doit faire preuve un agent administratif en fonction de leurs priorités.

رتب، حسب الأولوية الصفات التي يلزم تكون متوفرة في العون الإداري؟

Dites si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord, pas du tout d'accord.

قلي كالك موافق برشا موافق موافق موافق بالكل

الترتيب	
	Il connaît ses devoirs et obligations يعرف واجباته والتزاماته
	Accueillant يعرف كيفاش يرحب بالمواطن
	Sérieux جدي في أدائه للعمل متاعر
	Sens de l'écoute يسمع المواطن
	Impartial محايد
	Autres

Q5. Quels sont selon vous les aspects négatifs contre lesquels l'administration doit lutter ?

أشنية حسب رأيك الظواهر السلبية التي يلزم نكافحهم في الإدارة التونسية ؟

Dites si ça vous affecte beaucoup, moyennement, peu, très peu ou pas du tout.

قلي كان الأمر هاذو عدو يؤثر عليك بشكل كبير، متوسط ولا ضعيف وإلا ما عندوش حتى تأثير

Enq : Appliquer le système de rotation

	ما عندو حتى تأثير	عدو تأثير ضعيف	عدو تأثير متوسط	عدو تأثير كبير	NSP لا أعرف
سوء الاستقبال					
صعوبة الحصول على المعلومة					
صعوبة الحصول على الخدمة					
عدم الالتزام بالآجال					
عدم المساواة في الخدمة					
الرشوة					
Autres					

II - IMAGE ET PERCEPTION DE LA CORRUPTION

مفهوم و صورة الرشوة عند المواطن

Nous allons parler, maintenant du phénomène de la CORRUPTION خلبنا نحكيو شويًا على الرشوة

Q6 – Lorsque vous pensez à la corruption, quelle est la première idée qui vous vient à l'esprit ?

وقلي نحكيو على الرشوة، تتجمني تقلي شنية أول حاجة تجي على بالك؟

ENQ. Réponse spontanée, Ne rien proposer إجابة تلقائية

	cochez
Donner directement de l'argent pour régler une affaire dans l'administration تعطي فلوس مباشرة بيش تقضي أمورك في الإدارة	
Donner un pot de vin (dessous de table) إعطاء فلوس تحت الطاولة	
Donner un cadeau en nature ou rendre un service pour régler une affaire dans l'administration تعطي هدية والا خدمة معينة بيش تقضي أمورك مع الإدارة	
Aider quelqu'un à obtenir quelque chose par l'intervention (népotisme) التدخلات يعني نقولو بلغتنا عندم الأكتاف	
Ne pas respecter la loi, les procédures légales ماتحترمشي القانون والإجراءات/ الترتيب القانونية	
Falsifier des documents تزوير وثائق	
Obtention / Accord des marchés contre des faveurs. الحصول على إمتيازات/الحصول على عقود و صفقات عمومية	
On vous oblige à payer si non on vous inflige une contravention تلقى روك مجبور على دفع فلوس والا تتخطى	
On bloque votre affaire / autorisation, si vous ne payez pas تتعطل أمورك والا ما تاخوش رخصة إذا ما متخلصشي	
On vous laisse attendre jusqu'à ce que vous « vous compreniez.. » تقعد تستنى حتى تفهم روك « vous compreniez.. »	
Autres..	

Q7. Pensez-vous qu'actuellement, le phénomène de la corruption en Tunisie est en train de diminuer ou plutôt en train d'augmenter?

حسب رأيك ظاهرة الرشوة في تونس قاعدة تزيد وإلا قاعدة تنقص

Augmente beaucoup تزيد برشا	
Augmente تزيد	
Diminue تنقص	
Diminue beaucoup تنقص برشا	
Reste inchangée قاعدة هي بيبدها	
NSP لا أعرف	

Q8. Au cours de l'année précédente, avez-vous connu un cas de corruption qui a touché une personne proche de vous?

في العام ألي فات تعرّضتشي واحد ملي تعريفهم لحالة رشوة ؟

Oui نعم	
Non لا	
NSP لا أعرف	

Q9. Au cours de l'année précédente, avez-vous vécu une situation de corruption?

في العام ألي فات تعرّضتشي لحالة رشوة ؟

Oui نعم	
Non لا	
NSP لا أعرف	

Q10. Au cours de l'année précédente, combien de fois étiez-vous victime d'un acte de corruption ?

في العام ألي تعدا، قداش من مرة تعرضت لحالة رشوة ؟

- حتى مرة / مرة واحدة/ بين 2 و 5 مرات/ بين 6 و 10 مرات / أكثر من 10 مرات

Q11. Quelle image, vous associez à la corruption ?

شنية الصورة إلي تتجّم تربطها بالرشوة

Je vais vous lire quelques phrases et vous allez me dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord :

بش نقرالك إقتراحات وانت بش تعطيني رأيك

Enq : Appliquer la rotation

<i>Pour vous la corruption est :</i>	Tout à fait d'accord موافق برشا	Plutôt d'accord موافق	Plutôt pas d'accord موافق	Pas du tout d'accord موافق بالكل	NSP لا أعرف
Un fléau qui ronge l'administration tunisienne أفة تضر الإدارة التونسية					
Un phénomène passager ظاهرة مؤقتة					
Un commerce fructueux ممارسة مربحة					
Une atteinte à la morale et à la religion عمل منافي للأخلاق والدين					
Une habitude ممارسة عادية					
Une mentalité عقلية					
Une nécessité pour arranger les choses حاجة لازمة باش نقضي بيها اموري					
Un échange de service نوع من تبادل الخدمات					
une infraction عمل يعاقب عليه القانون					

III – DOMAINES, FORMES DE LA CORRUPTION مجالات وأشكال الرّشوة

Q12 – Pour chacune des formes de corruption suivantes, laquelle des propositions traduit ou exprime parfaitement une situation de corruption ?

أنا باش إنقدمك بعض المعاملات في صلب الإدارة و إنت قلّي إذا تراها رشوة وإلا لا؟

Dites si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord, pas du tout d'accord.

قلّي كانك موافق برشا موافق موش موافق وإلا موش موافق بالكل

	Tout à fait d'accord موافق برشا	Plutôt d'accord موافق	Plutôt pas d'accord موش موافق	Pas du tout d'accord موش موافق بالكل	NSP لا أعرف	NRP لاجابة
Des pots de vin تقديم مبلغ مالي لموظف مقابل خدمة						
Le népotisme تجميل الأقارب						
Le favoritisme التمييز بين الأشخاص/المحاباة						
Le régionalisme الجهويات						
Des cadeaux الهدايا						
Un échange de service rendu مزية/ تبادل خدمات						
Autre : à préciser.....						

Q13- Quels sont les domaines les plus exposés à la corruption ?

ما هي المجالات الأكثر تعرضا للفساد ؟ سمّي 5 قطاعات على الأقل

ENQ. (En spontané). سؤال تلقائي.

Et Quel est le degré de corruption dans chacun de ces domaines ?

قدّاش درجة الرشوة في كل من هذه المجالات

Vous avez dit..., pour vous la corruption dans ce milieu est إنت قلت....حسب رأيك الرّشوة في المجال هاذة	Très répandu منشرة برشا	Assez répandu منشرة	Peu répandu ماهيش منشرة	Très peu répandu ماهيش منشرة بالكل
Le secteur de la sécurité قطاع الأمن				
La douane الديوانة				
Le secteur du transport (service des mines, services portuaires comme la STAM) قطاع النقل				
Le secteur de la santé قطاع الصحة				
Le secteur de l'agriculture قطاع الفلاحة				
Le secteur de l'équipement قطاع التّجهيز				
Le secteur de la Justice قطاع العدل				
Les collectivités locales (mairie, municipalité, etc...) السلطات المحليّة (البلدية، المعتمدية)				
Les banques البنوك				
Le secteur de la jeunesse et du sport قطاع الشباب والرياضة				
Les assurances شركات التأمين				
La presse صحافة				

Les syndicats النقابات				
Les partis politiques الأحزاب السياسية				
Les administrations publiques (steg, sonede, etc...) الإدارات العمومية				
La recette des finances القطاع القياضة				
Domaine de l'enseignement قطاع التعليم				
Les affaires sociales : CNAM, CNSS, CNRPS الصناديق الإجتماعية				
Autre : à préciser..... أخرى حدد				

Q14- Selon vous, quels sont les fonctionnaires les plus corrompus ?

حسب رأيك أنهما الموظفين إلى يقبلو أكثر الرشوة

Les cadres supérieurs الإطارات العليا	
Les cadres moyens المسؤولين في المناصب الوسطى	
Les petits fonctionnaires المسؤولين في المناصب الصغرى	
Tous sans aucune distinction كلهم على بعضهم	
Aucun حتى واحد	
NSP لا أعرف	

Q15. Selon vous, combien un citoyen paye-t-il en moyenne lors d'un acte de corruption?

قداش تنصور معدل المبلغ اللي يدفعو المواطن العادي في كل عملية رشوة ؟

Q16. Pour chacune des alternatives suivantes, pouvez-vous me dire si vous approuvez ou vous êtes contre, selon l'échelle suivante :

أشئوة موقفك من الحالات التالية ؟

نعتي رشوة.....	J'approuve (tout le monde le fait, pourquoi pas moi ?) موافق ماعتدش مشكلة حاجة عادية، الناس الكل تعملها، علاش لا	Je suis obligé مضطر	Je suis contre (contre mes principes) أنا ضد وهذا ضد مبادئي	Je refuse et je dénonce de tels actes نرفض و نستنكر مثل هذه الأفعال	NSP لا أعرف	NRP لاجابة
Le policier pour éviter de payer la contravention للوليسي باش مايقطشني						
Un agent du fisc pour baisser le montant d'imposition لموظف الضرائب باش يخفضلي من مبلغ الضريبة						
Un agent de la santé publique pour passer à la consultation rapidement (avant les autres) لموظف تابع قطاع الصحة باش إنعدي على روجي في أقرب وقت						
Un agent de la municipalité pour obtenir un permis de construction لعون البلدية للحصول على تصريح بناء						
pour que je puisse sortir indemne d'une affaire en justice باش تخرج سالم من دعوى قضائية						

Un haut responsable pour être admis dans un concours						
لموظف يش تتقبل في مناظرة						
لعمون ديوانة باتش تسهيل اجراءات العبور						
لموظف باتش يسر علك في خدمة إدارية						
Un enseignant qui fait des cours particuliers à ses propres élèves ou étudiants dans le but de leur améliorer les notes						
لمعلم أو استاذ يعطي دروس خصوصية للامدنة أو الطلبة باتش يحسنهم في أعدادهم						
Autres						

Q17 – Pour chacune de ces propositions, exprimez votre avis concernant les conséquences de la corruption : Tout à fait d'accord, Plutôt d'accord, Plutôt pas d'accord, Pas du tout d'accord

لكل من هذه المقترحات، تنجمنيني تعبر عن رأيك حول آثار الرشوة : موافق، برشاً، أ موافق، موافق، موافق، موافق، بالكل

Une pratique :	Tout à fait d'accord موافق برشاً	Plutôt d'accord موافق	Plutôt pas d'accord موافق موافق	Pas du tout d'accord موافق موافق	NSP لا أعرف	NRP
Qui facilite les transactions commerciales						
تسهيل المعاملات التجارية						
Qui touche le pouvoir d'achat du citoyen						
تؤثر على القدرة الشرائية للمواطن						
Qui engendre un appauvrissement de la caisse d'état						
تسبب خسارة لميزانية الدولة						
تؤثر في ثقة المواطن في هياكل الدولة وهيكلها						
تساهم في انتشار الجريمة والارهاب						
Qui détériore l'image du pays						
تفسد صورة البلاد						
Qui fait fuir les investisseurs étrangers						
تهرب المستثمرين الأجانب						
Qui nuit à l'image et à la crédibilité de l'administration						
تضر صورة الإدارة ومصادقيتها						
Qui provoque une injustice sociale						
تسبب الظلم الاجتماعي						
Qui sape le moral des fonctionnaires						
تؤثر على معنويات الموظفين						
Qui facilite les affaires du citoyen						
تسهيل أمور المواطن						
Qui a un impact négatif sur l'efficacité des services administratifs						
تؤثر على جودة الخدمات الإدارية						
Autre : à préciser.....						
أخرى حدد.....						

IV - LES MOTIVATIONS LIEES A LA CORRUPTION الأسباب الدافعة للرشوة

Q18 – D'après vous qu'est-ce qui incite à la corruption au sein de l'administration tunisienne?

حسب رأيك إشتوا إلى يشجع على الرشوة في لإدارة التونسية؟

ENQ. (Plusieurs réponses sont possibles)

عديد الأجوبة ممكنة

Raisons : الأسباب	Cochez
عدم فرض احترام القانون	
عدم الالتزام باحترام القانون من قبل المواطن	
Manque de transparence et de responsabilisation	
انعدام الشفافية والمساءلة	
Le caractère corporatiste de l'administration (solidarité et dissuasion contre toute dénonciation)	
تضامن الموظفين مع زملاءهم المورطين في الرشوة والمساهمة في التغطية عليهم	
Manque de volonté politique dans la lutte contre la corruption	
ضعف الإرادة السياسية في مقاومة الرشوة وتغليبها	
نقص النظام في العمل الإداري: عدم وضوح الأدوار والمسؤوليات	
ضعف هياكل الرقابة	
إجراءات إدارية معقدة وغير واضحة	
تدخل الدولة بصفة كبيرة في جميع المجالات	
Absence de recours	
ما فمأش لشكون تشكي وقت حصول الرشوة	
Liberté de la presse ضعف دور وسائل الإعلام في مقاومة الفساد	
نظام تربوي لا يرسخ الشفافية وثقافة مقاومة الرشوة	
Autres, précisez... أخرى حدد	
NSP لا أعرف	
NRP لاجابة	

Q19 – D'après vous, quelles sont les raisons qui poussent un agent administratif à accepter un pot de vin ?
 حسب رأيك إثنيا الأسباب التي تدفع الموظف الإداري لقبول رشوة؟

Raisons أسباب تقشي الرشوة	Cochez
Sa situation matérielle est défavorable شهرية الموظف ضعيفة	
Un sentiment de frustration et d'injustice sociale الشعور بالنقص والحرمان	
ضعف الوازع الاخلاقي والديني	
Une âpreté matérielle اللهفة على الفلوس	
Absence d'une charte/ éthique professionnelle عدم وجود ميثاق / الأخلاقيات المهنية	
Absence de la morale غياب الضمير	
Exposition à des pressions de l'extérieur التعرض إلى ضغوطات	
Autre : à précisez.....	

Q20 – D'après vous, quelles sont les raisons qui poussent le citoyen à accepter la corruption ?

حسب رأيك، ثنية الأسباب التي تخلي المواطن يقبل دفعان الرشوة؟

Raisons الأسباب	Cochez
Accélérer les procédures تعجيل الإجراءات لضيق الوقت	
Bénéficier d'un avantage dont on n'a pas droit الحصول على فائدة ماعدوش فيها حق	
Echapper aux sanctions التهرب من العقوبة	
Alléger les dépenses des services administratifs التخفيف من تكاليف الخدمات الإدارية	
Récupérer un droit bafoué استرداد حق منتهك	

Manque de conscience des sanctions juridiques	نقص الوعي بالتبعات القانونية للرشوة	
NSP لا أعرف		
NRP لاجبة		

Q22- Selon vous qui, dans la plupart des cas, prendrait l'initiative dans une affaire pareille?

حسب رأيك، في أغلب الحالات إشكون ياخو المبادرة في حالة رشوة

	Cochez
L'agent administratif الموظف	
Citoyen المواطن	
Une responsabilité partagée مسؤولية مشتركة	
Une intermédiaire واسطة	
NSP لا أعرف	
NRP لاجبة	

V – LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION : مقاومة الرشوة

Q.23 - كيفاش تقيم مجهود الأطراف التالية في مقاومة الرشوة ؟

الحكومة	كافي	غير كافي	لا اعلم	لماذا (إذا كانت الإجابة 1 أو 2)
السلطة التشريعية				
السلطة القضائية				
وسائل الإعلام				
المجتمع المدني				

Q.24 - Je vais vous lire quelques phrases relatives à la lutte contre la corruption, pouvez-vous me donner votre position par rapport à chacune d'entre elles?

بش نقرا لك بعض الآراء على مكافحة الرشوة، تتجشني تعطيني موقفك بالنسبة ليها؟

	Tout à fait d'accord موافق برشا	Plutôt d'accord موافق	Plutôt pas d'accord موافق	Pas du tout d'accord موافق بالكل	NSP لا أعرف
La corruption, on en parle beaucoup mais on ne fait rien pour la combattre réellement الرشوة، نحكيو برشة عليها أما ما نعملو شي بش نحاربوها في الواقع					
La lutte contre la corruption doit être une priorité pour le Gouvernement et les citoyens يلزم تكون مقاومة الرشوة من أولويات الحكومة والمواطنين					
L'Etat doit sensibiliser les citoyens sur la gravité d'un acte de corruption يلزم الدولة تحسيس المواطن من خطورة الرشوة					

Tout ce qui a commis un acte de corruption doit être jugé					
يلزم كل من قام بعمل من أعمال الرشوة يتحاكم					
La société civile doit être pleinement impliquée					
يلزم إشراك كامل للمجتمع المدني					
La corruption doit être dénoncée par le citoyen dans tous les cas sans aucune exception.					
يلزم التبليغ بالرشوة من قبل المواطنين في جميع الحالات دون استثناء.					
Le citoyen doit refuser d'accepter une corruption quelque soit les conditions					
المواطن لازم يرفض إعطاء الرشوة مهما كانت الظروف					
L'agent administratif doit refuser d'accepter une corruption quelque soit les conséquences					
الموظف لازم ما يقبل الرشوة مهما كانت التكاليف					

سميلي أهم 5 قطاعات تتطلب تدخل عاجل في مجال مقاومة الرشوة - Q.25

شئنا أهم عامل يخلق ما تعطيش رشوة ؟ - Q.26

وازع ديني / وازع أخلاقي/ وازع قانوني/ نظرة المجتمع/ قناعة ذاتية/ عوامل أخرى

Q27- Selon vous, quels sont les moyens possibles à mettre en œuvre pour combattre ce phénomène ?

حسب رأيك شنوما الطرق الممكنة لمقاومة هذه الظاهرة؟

	Tout à fait d'accord موافق يوشا	Plutôt d'accord موافق	Plutôt pas d'accord موافق	Pas du tout d'accord موافق بالكل	NSP لا أعرف	NRP
Instauration des mécanismes de contrôle très rigoureux دعم الأعمال الرقابية						
Adopter la politique « le citoyen mystère » ou le superviseur اعتماد سياسة "المواطن السري" أو الرقيب						
Meilleure sensibilisation زيادة الوعي						
Application stricte des textes de loi بالتطبيق الصارم للقوانين						
La mise en place de caméras de surveillance pour détecter tout comportement malveillant نحتو كاميرات مراقبة للكشف على كل سلوك ضار						
Encourager et développer les services à distance تشجيع وتطوير الخدمات عن بعد						
Liberté de presse حرية الصحافة						
Augmenter des salaires تحسين الوضعية المادية للموظفين						
اعتماد الآليات التبليغ عن الرشوة						
حمالة المبلغين عن الرشوة						

Q28. Selon vous quelles sont les institutions censées combattre ce fléau ?

حسب رأيك شكوني المؤسسات التي من المفترض أنها تكافح هذه الإفة؟

	Tout à fait d'accord موافق برشا	Plutôt d'accord موافق	Plutôt pas d'accord موش موافق	Pas du tout d'accord موش موافق بالكل	NSP لا أعرف	NRP
Les institutions de la sécurité الأمنية						
Les institutions de la justice						
Le système éducatif						
Les associations de la société civile						
جمعيات المجتمع المدني						
Les organismes de contrôle et de lutte contre la corruption						
الهياكل الرقابية						
Les médias						
الإعلام						
Autre : à préciser.....						
أخرى حدد.....						

Q29 - D'après vous, quelle serait la solution idéale pour faire entendre sa voix dans la lutte contre la corruption en Tunisie ?

حسب رأيك، شئوة الحل المثالي بش يوصل الصوت في مقاومة الرشوة في تونس؟

	Tout à fait d'accord موافق برشا	Plutôt d'accord موافق	Plutôt pas d'accord موش موافق	Pas du tout d'accord موش موافق بالكل	NSP لا أعرف	NRP
Participer à une manifestation pacifique contre la corruption/ Signer une pétition pour faire avancer les choses						
المشاركة في مظاهرة سلمية ضد الرشوة/ التوقيع على عريضة بش تتقدم الامور						
Adhérer à une organisation qui travaille à réduire la corruption comme un membre actif						
الانضمام إلى منظمة تعمل للحد من الرشوة كعضو فاعل						
Contacteur les médias et déclencher un scandale/ En parler à travers les réseaux sociaux						
الاتصال /التحدث عليها من خلال الشبكات الاجتماعية بوسائل الإعلام بش تحل فضيحة						
S'adresser aux autorités						
تمشي تشكي للسلطة						
أخرى - أنكرها						

Q30- Pensez-vous que votre voix sera entendue auprès des institutions concernées, et qu'elles vont réagir en conséquence ?

كي تشكي تتصور صوتك يتسمع ولا لا؟

OUI نعم	NON لا

VI - LA DENONCIATION التبليغ

Q.31 - Tout à l'heure, vous m'aviez dit que vous étiez victime d'un acte de corruption, pouvez-vous me dire si vous aviez dénoncé ce cas de corruption aux autorités compétentes?

بكري قنلي إلي إنت كنت ضحية حالة متع رشوة، تتجشني نقلي إذا إنت علمت السلطات المختصة على الحالة هادي؟

Oui نعم	
Non لا	
NSP ما نعرفش	

علاش ؟

Q.32 – Maintenant, je vais vous lire quelques phrases sur la corruption, pouvez-vous me dire dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune d'entre elles.

توا بش نقرلك بعض الإقتراحات على الرشوة ، تتجشني نقلي لانا درجة إنت موافق ولا معارض على كل وحدة منهم؟

	Tout à fait d'accord موافق برشا	Plutôt d'accord موافق	Plutôt pas d'accord موافق	Pas du tout d'accord موافق بالكل	NSP لا أعرف
Si quelqu'un est au courant d'un cas de corruption, il n'est pas obligé de le dénoncer إذا شخص على علم بحالة متع رشوة، ما هوش مضطر بش يعلم عليها					
La corruption fait partie de notre vécu quotidien, il n'y a donc pas lieu de lutter contre elle.. الرشوة هي جزء من الحياة اليومية، وبالتالي مقماش علاش نقاوموها					
La corruption est une coutume qui est enracinée dans le pays et dans le monde entier, il est donc impossible de l'éradiquer. الرشوة هي عادة راسخة في البلاد وفي العالم كلو وبالتالي مستحيل بش نقضو عليها					
La corruption s'inscrit dans le registre d'un système économique fondé sur la compétition et le bénéfice, elle est donc partie de ce même système. الرشوة داخلية في المنظومة الاقتصادية					

Q.33 - Si vous étiez au plus sommet de l'Etat, quelle serait la première mesure que vous auriez adoptée pour réduire la corruption en Tunisie?

كان جيت صاحب القرار في الدولة، شنوا أول اجراء تعملو بش تنقض من الرشوة في تونس ؟

Focus Tunis

- Le manque d'organisation et de contrôle au sein de l'administration, le favoritisme ainsi que la situation matérielle de l'agent administratif, sont les causes essentielles dans l'apparition de la corruption.
- La corruption est très liée à la notion de temps.
« *acheter du temps au détriment d'autrui* », (Aymen, 29ans)
- La corruption est associée aussi à l'argent.
« *Bénéficier d'un service moyennant de l'argent alors qu'à la base ce service doit être fourni gratuitement* », (Walid, 29ans)
- Tous les secteurs sont touchés par la corruption.
- Les agents administratifs qui sont en contact direct avec le citoyen représentent la catégorie la plus touchée par la corruption.



Des sanctions sévères, les campagnes de sensibilisation et l'application stricte des textes de loi représentent des moyens efficaces pour combattre ce fléau

Focus Sfax

- **La corruption** est **la principale cause** dans la **détérioration de la qualité de vie** du citoyen en général, personne n'est épargnée.
- Quoique **la situation matérielle** des agents administratifs a été citée comme cause principale de la corruption, certains participants pensent que cet état d'esprit **ne justifie en aucun cas** le recours à la corruption.
- La corruption comme phénomène a tendance à **s'aggraver** de jours en jours, surtout après la révolution



- La faute incombe **aussi bien** au **citoyen** qu'à **l'agent administratif**.
- Le domaine de **la douane** est cité comme un domaine où la corruption est très répandue.
- La plupart des participants pensent que la corruption en tant qu'une perversion est **de plus en plus banalisée et légalisée** auprès des personnes concernées par ce type d'affaire.

Focus Médenine

- L'absence d'un code de déontologie et de conduite professionnelle au sein de l'administration tunisienne pousse les agents administratifs, quelle qu'elle soit leurs fonctions à demander des pots de vin.
- Manque de compétence chez beaucoup d'agents administratifs
- Le problème de corruption est très répandu au point qu'un des participants pense qu'il est inutile de combattre ce fléau
- La corruption en tant qu'une pratique est très banalisée
- Le ministère de l'intérieur, ainsi que la douane sont cités comme organismes corrompus.
- Le-gouvernance est proposée comme étant une solution pour hisser le niveau de la qualité des services proposés par l'administration tunisienne.



Focus Gafsa

- La corruption est considérée comme une « épidémie » qui date depuis une belle lurette. Elle est définie comme étant un moyen, soit pour récupérer **un droit généralement bafoué**, soit un moyen pour **accélérer une procédure administrative**. (Aymen, 27).



- Tous les secteurs n'échappent pas à la corruption. La plupart des participants évoquent **les fraudes et le népotisme** pour l'accès à la fonction publique et aux principales sociétés locales.
- La corruption est devenue une habitude et **la responsabilité est partagée** entre le citoyen et l'agent administratif.
- Parmi les principales causes de la corruption, certains citent **la centralisation du pouvoir au niveau de l'administration tunisienne**. Une politique ne fait qu'encourager l'interventionnisme au plus haut niveau.

Focus Jendouba

➤ La corruption est définie comme étant un versement d'argent à des agents administratifs afin qu'ils agissent plus favorablement par rapport à une affaire donnée.

➤ Les participants pensent que la corruption se répand de plus en plus et que ce phénomène est extrapolable à tous les secteurs et domaines de l'état.



➤ La corruption touche essentiellement les zones les plus défavorisées du pays.

➤ Certains évoquent la situation matérielle de l'agent comme cause principale de la corruption au sein des administrations.

➤ Plusieurs facteurs expliquent l'apparition du phénomène : Situation matérielle défavorable de l'agent, manque de contrôle dans l'application des textes de loi, manque d'accompagnement et de sensibilisation, manque de volonté de l'état à appliquer la loi.

Le secteur de la santé

- **Manque de transparence au niveau des procédures de traitement** médicaux que ça soit à l'égard du personnel lui-même ou bien à l'égard des patients.
- **Tout le monde est concerné par la corruption** : du simple ouvrier jusqu'au directeur en passant par le personnel de soins et les paramédicaux.
- **Les formes de corruption** : Du traitement différencié, aux médicaments accordés gratuitement, aux fausses ordonnances, au non-respect des horaires de travail et aux magouilles dans les appels d'offre publics.
- **La responsabilité** incombe principalement à **l'autorité de tutelle**, qui à travers la promulgation d'une loi relative à l'APC (activité privée complémentaire) n'a fait que bouleverser tout le système et à nuit à l'image de la profession en général.
- **Les mauvaises conditions de travail** ainsi que les **salaires jugés faibles** sont les causes principales de la corruption.
- **La lutte** contre ce phénomène passe par **la restructuration des établissements hospitaliers** et la mise en place d'un **organisme d'audit interne neutre**.

Le secteur de l'éducation

- **La forme la plus flagrante** ayant touché le domaine de l'enseignement en Tunisie serait **le « 25% » au Baccalauréat**. Selon les professionnels du domaine, cette prérogative est à l'origine de la **détérioration de la qualité de l'enseignement dans le pays**.
- **Les formes de corruption** qu'on peut répertorier dans ce domaine sont : **l'interventionnisme, le harcèlement, les fraudes et les falsifications des notes, les cours particuliers, les manipulations**

dans le domaine de la recherche scientifique, l'abus de pouvoir des directeurs de recherche et l'exploitation des contractuels et des vacataires.

- Généralement, **tous les établissements** de l'enseignement supérieur sont concernés par la corruption. beaucoup de complaisance.
- **Les causes de la corruption : le manque de contrôle et le non application stricte des textes de loi** sont autant de facteurs qui dénigrent la profession.
- **Les conséquences : une détérioration et une dégradation de la qualité des enseignants, des étudiants et des élèves ainsi que l'image de la profession et la qualité des diplômes remis**
- **La lutte** passe par une **meilleure sensibilisation** sur la gravité de ce fléau, **une dénonciation collective auprès du tribunal administratif** et **une meilleure gestion des carrières.**

Le secteur des affaires

- **La forme** de corruption **la plus répandue** est **un bien tangible**. Certains **douaniers**, à titre d'exemple, sont soupçonnés de percevoir de **l'argent liquide et des cadeaux** de tout genre (voitures, postes de Télé,...même une tablette de chocolat). Les sociétés qui traitent avec le port de Rades évoquent **une société publique** comme une société fortement corrompue, comme le note Mr H, Directeur de société : « *Plusieurs petits agents de cette société font la loi dans le port de Rades* ». Certains agents qui travaillent dans **la recette des finances** sont cités également, comme étant des personnes corrompues (**exonérations fiscales**).
- L'initiative est prise aussi bien par **l'agent administratif**, mais aussi par **les entreprises**. Ces dernières cherchent à **gagner du temps** dans le dédouanement de leurs marchandises, même si parfois les produits à dédouaner ne sont pas conformes à la fiche technique de ceux censés être importés et écoulés sur le marché local. Généralement le montant des « pots de vin » **est fonction de la valeur** de la marchandise à dédouaner.

- Pour **combattre** ce fléau, il faudrait miser principalement sur **une volonté politique de l'Etat** à travers **une vraie restructuration de l'administration publique**. Il faudrait également résoudre le problème de **l'économie parallèle** et **instaurer des comités d'audit** interne propre à chaque administration publique.

Le domaine de l'environnement

- **L'égoïsme, l'individualisme, la recherche de profit et des prérogatives, les missions à l'étranger et les cartes téléphoniques** sont autant de **formes** de corruption dans une entreprise publique agissant dans le domaine de l'environnement
- **Le phénomène** de corruption **s'accroît de plus en plus**. Selon Mme.... « *Notre ex Chef de Département, avant chaque arrivée de voitures de fonction se dirige lui-même vers les autres collègues leur demandant de lui verser de l'argent en contrepartie d'une voiture de fonction* »
- **Les partenaires externes** qui travaillent en étroite collaboration avec ce ministère sont **fortement corrompus** comme le note Mme M.....: « *Une société, à l'instar de la, spécialisée dans l'assainissement est très corrompue et ça fait des années qu'elle ne paye pas ses redevances à l'état* »
- **Les conséquences** : une pratique qui **nuît à l'image de l'entreprise publique agissant dans le domaine de l'environnement** et **détruit l'environnement**.

Les établissements publics

- **L'absence d'un règlement interne et d'un code d'éthique** sont les principales **causes de la corruption** dans les administrations publiques.
- **L'initiative** est prise aussi bien par le **fonctionnaire** mais aussi par le citoyen.
- **Toutes les catégories de fonctionnaires sont touchées**. Selon Mme H. « *Du PDG jusqu'à bas de l'échelle, tout le monde est concerné par ce phénomène* ».

- Pour **combattre** ce fléau, il faudrait **installer un code d'éthique**, mettre en place une **stratégie de communication** destinée à tous les agents administratifs afin de les sensibiliser des dangers liés à la corruption, **valoriser le personnel** dans chaque administration. Selon Mme H. « Pourquoi ne pas penser au concours du meilleur agent du mois et le récompenser pour son effort et son sérieux tout au long de son travail ».

Les médias

- La corruption est traduite dans la plupart du temps à travers **un échange de services rendus**.
- **La responsabilité est partagée** entre les professionnels du métier et le citoyen en général.
- **Le laxisme, l'égoïsme et le niveau faible des salaires** incitent quelques professionnels à demander ou à accepter des pots de vin. Néanmoins et selon Mr A. « *le domaine des médias ne semble pas être le domaine le plus corrompu et ce par rapport à d'autres domaines tels que la Douane, les collectivités locales (municipalité, etc..) et le domaine de la sécurité nationale* ».
- **La responsabilité dans la lutte contre la corruption est collective**, elle touche toutes les institutions et organismes nationaux. Cette responsabilité revient également au citoyen « Monsieur tout le monde » qui doit refuser toute forme de corruption...une attitude possible à **travers des campagnes de sensibilisation**.

La justice

- La corruption **est perçue** comme étant un **avantage obtenu dont on n'a pas le droit d'en bénéficier**. Elle représente « *un phénomène au vrai sens du terme, même les sanctions à infliger sont très difficiles à appliquer tellement ce phénomène est enraciné dans la société tunisienne et tout le monde est concerné de près ou de loin par ce virus* » comme le note Mr A.(expert auprès des tribunaux).

- Dans le domaine de la justice, **la corruption touche toutes les fonctions**. Des juges, mais aussi des intermédiaires sont fortement corrompus. Parfois **le domaine de la politique se mêle des affaires judiciaires** : « *Je cite l'exemple de un ex ministre, qui est une personne très corrompue* » Mr A.
- La corruption est un phénomène qui **s'aggrave de jour en jour et l'état demeure le premier responsable**, comme le note Mr A : « *La plus grande forme de corruption que l'Etat est en train d'instaurer est l'insouciance totale vis-à-vis du capital humain (une injustice flagrante provoquant une frustration chez la plupart et qui ne peut qu'encourager la corruption à se développer dans notre pays* ».
- Le meilleur moyen **pour combattre** ce phénomène serait « **la police de la police**, comme ça y était le cas pendant la règne de l'ancien dictateur », ajoute Mr A.

La Petite Corruption : Le Danger Banalisé

Etude exploratoire sur la perception de la petite corruption en Tunisie

Il existe aujourd'hui une opinion communément admise chez les tunisiens qui trouvent que si la corruption qui a sévi pendant le règne de Ben Ali s'est rétrécie, la petite corruption est par contre en train de se propager de façon endémique au point de devenir une fatalité socioculturelle qu'il est impossible d'éradiquer. Ce constat, qui reflète malheureusement une réalité indubitable, met le doigt sur un danger rampant étant donné que la petite corruption peut entraver le processus de démocratisation en Tunisie, nuire à son développement économique et menacer sa sécurité nationale.

Cette étude exploratoire est un premier essai qui vise à présenter une image de la petite corruption en Tunisie telle que perçue par les tunisiens, à comprendre et à définir sa nature, ses formes, son coût et ses causes, à examiner ses répercussions sur le plan individuel et collectif et à proposer remèdes afin de la combattre.

الجمعية التونسية للمراقبين العموميين
ASSOCIATION TUNISIENNE DES CONTROLEURS PUBLICS



Tel/ Fax : 70 31 13 40 E-Mail : atcp.asso.tn@gmail.com
Adresse : 11, Avenue Hbib Thameur, 4ème Etage, APT4/6 -1000- Tunis –TUNISE